



WORLD POLICY CONFERENCE

DIX-SEPTIÈME ÉDITION
13-15 DÉCEMBRE 2024
A B O U D A B I
ÉMIRATS ARABES UNIS



WORLD
POLICY
CONFERENCE

SOMMAIRE

PRÉFACE	PAGE 03
PROGRAMME	PAGE 04
OUVERTURE	PAGE 07
SESSIONS PLÉNIÈRES	PAGE 13
ATELIERS PARALLÈLES	PAGE 85
DÉJEUNERS ET DÎNERS DÉBATS	PAGE 105
NETWORKING	PAGE 111
CHIFFRES CLÉS	PAGE 122
INVITÉS	PAGE 123
DISCOURS D'OUVERTURE	PAGE 135
PRESSE & WPC TV	PAGE 141
PARTENAIRES ET ORGANISATION	PAGE 147

Préface



Depuis sa première édition en octobre 2008, au moment même de la grande crise financière qui a marqué cette année-là, la World Policy Conference (WPC) met la gouvernance mondiale au centre de ses préoccupations, comme une condition nécessaire pour que l'interdépendance ne dégénère pas en chaos. Nous avons toujours mis l'accent sur la place particulière que pouvaient et devaient jouer les puissances moyennes dans le cadre de cette gouvernance.

Depuis, l'histoire des relations internationales n'a cessé de confirmer la pertinence de cette approche. La révolution technologique qui ne cesse de s'accélérer, la reconfiguration géopolitique du monde eurasiatique consécutive à la chute de l'Union sovié-

tique en 1991, couplée avec la montée de la Chine mais aussi de l'Inde, et les transformations en cours dans l'aire arabo-musulmane ont profondément remis en question les formes de gouvernance héritées de la Seconde Guerre mondiale. L'idée même d'une gouvernance équilibrée est *de facto* remise en cause notamment par les États-Unis, à un moment où elle paraît de plus en plus nécessaire pour éviter une logique purement impériale. L'histoire récente montre cependant le rôle significatif que tiennent certaines puissances moyennes et même petites pour préserver un minimum de stabilité structurelle.

La 17^e édition de la WPC, qui s'est tenue à Abou Dabi du 13 au 15 décembre 2024, a été un très grand succès notamment à cet égard, alors que les sources d'incertitude s'accroissent globalement sur la planète. Le présent rapport, rédigé sous la direction de Song-Nim Kwon comme le précédent, sera une source d'inspiration pour toutes les personnes qui s'intéressent à ces questions. Il constitue un véritable livre dont la lecture bénéficiera au lecteur qu'il ait ou non participé à notre conférence.

Thierry de Montbrial
Fondateur et Président
de l'Ifri et de la WPC
12 mars 2025



Vendredi 13 décembre

08:30 – 09:45

Ouverture

Noura Al Kaabi, ministre d'État au ministère des Affaires étrangères des Émirats arabes unis

Tiémoko Meyliet Koné, vice-président de la République de Côte d'Ivoire

SS Bartholoméé Ier, archevêque de Constantinople - Nouvelle Rome et patriarche œcuménique

Thierry de Montbrial, fondateur et président de l'Ifri et de la WPC

09:45 – 11:00

Session plénière 1 : La gouvernance économique mondiale dans un monde fragmenté

Président :

Jean-Claude Trichet, ancien président de la Banque centrale européenne, gouverneur honoraire de la Banque de France

Intervenants :

Gabriel Felbermayr, directeur de l'Institut autrichien de recherche économique (WIFO), ancien président du Kiel Institute for the World Economy (IfW)

Vincent Koen, directeur adjoint des Études nationales à l'OCDE

John Lipsky, Senior Fellow au Foreign Policy Institute de la Paul H. Nitze School of Advanced International Studies de l'Université Johns Hopkins, ancien premier directeur général adjoint du Fonds monétaire international

Jean-Marie Paugam, directeur général adjoint de l'OMC

Qiao Yide, vice-président et secrétaire général de la Shanghai Development Research Foundation

11:00 – 12:00

Session plénière 2 : Des politiques étrangères multi-vectorielles ?

Président :

Thierry de Montbrial, fondateur et président de l'Ifri et de la WPC

Intervenants :

Ana Brnabić, présidente de l'Assemblée nationale de Serbie

Lasha Darsalia, premier ministre adjoint des Affaires étrangères de Géorgie

Roman Vassilenko, vice-ministre des Affaires étrangères du Kazakhstan

12:00 – 13:00

Déjeuner

13:15 – 14:30

Session plénière 3 : Démondialisation ou remondialisation ?

Président :

Bertrand Badré, associé gérant et fondateur de Blue like an Orange Sustainable Capital, ancien directeur général et directeur financier du Groupe de la Banque mondiale

Intervenants :

Sébastien Jean, professeur d'économie du CNAM, directeur associé de l'Initiative Gééconomie et géofinance de l'Ifri

Bark Tae-Ho, président du Lee&Ko Global Commerce Institute, ancien ministre du Commerce de Corée

Vladislav Inozemtsev, directeur du Centre d'études postindustrielles de Moscou, conseiller spécial pour le Russia Media Studies Project du Middle East Media Research Institute à Washington, DC.

Kazuto Suzuki, directeur de l'Institut de géoéconomie à l'International House of Japan, professeur à la Graduate School of Public Policy de l'Université de Tokyo

Pierre Jacquet, professeur d'économie à l'École nationale des ponts et chaussées (ENPC), membre du Cercle des Économistes

14:30 – 15:00

Session plénière 4

Conversation avec Kevin McCarthy, 55^e président de la Chambre des représentants des États-Unis

15:00 – 15:45

Session plénière 5 : Le rôle du G7 dans un paysage en mutation

Président :

Thierry de Montbrial, fondateur et président de l'Ifri et de la WPC

Intervenants :

Philippe Etienne, ambassadeur de France, professeur en affaires publiques et internationales à l'université de Columbia, ancien conseiller diplomatique du président Macron, devenant également sherpa G7 et G20

Gary Litman, vice-président senior des initiatives internationales à la Chambre de Commerce des États-Unis

15:45 – 16:45

Session plénière 6 : La géopolitique du changement climatique

Président :

Marc-Antoine Eyl-Mazzega, directeur du Centre Énergie et Climat de l'Ifri

Intervenants :

Nawal Al Hosany, représentante permanente des Émirats arabes unis auprès de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA)

Stéphane Michel, directeur général Gaz, Renouvelables et Power et membre du Comité exécutif de TotalEnergies

Frank Wouters, président de MENA Hydrogen Alliance

Mikaa Blugeon-Mered, conseiller spécial chez Hy24, maître de conférences sur la géopolitique de l'hydrogène à Sciences Po et à l'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P)

16:45 – 17:30

Session plénière 7 : Le Corridor économique (IMEC) : une nouvelle ère de coopération et de croissance mondiale

Président :

Gérard Mestrallet, envoyé spécial du président de la République française pour l'IMEC

Intervenants :

Anurag Varma, vice-président senior de Adani Group

Gidon Bromberg, directeur israélien de ECOPEACE Middle East

17:30 – 18:45

Session plénière 8 : La croissance économique et les défis géopolitiques en Asie

Président :

John Andrews, écrivain, journaliste et conseiller de rédaction à *The Economist*

Intervenants :

Douglas Paal, Distinguished Fellow du Programme Asie de la Fondation Carnegie pour la paix internationale

Jean-Pierre Cabestan, directeur de recherche émérite au CNRS, professeur émérite à l'Université baptiste de Hong Kong

M.K. Narayanan, ancien conseiller principal et conseiller en sécurité nationale du Premier ministre d'Inde (Manmohan Singh), ancien gouverneur de l'État du Bengale occidental

Hur Kyung-Wook, président du Seoul Financial Forum, président du conseil du Korea Center for International Finance, ancien vice-ministre de la Stratégie et des Finances de Corée

Yuichi Hosoya, professeur de politique internationale à l'Université Keio à Tokyo, directeur de recherche à l'Asia-Pacific Initiative

19:15

Diner avec Kevin Rudd, ambassadeur d'Australie aux États-Unis, ancien Premier ministre d'Australie

Samedi 14 décembre

08:30 – 09:45

Session plénière 9 : L'avenir de l'Europe après la guerre d'Ukraine et l'élection de Trump

Président :

Terry Martin, journaliste, présentateur de journal télévisé

Intervenants :

Yann Coatanlem, co-fondateur de GlassView, président du Club Praxis

Zaki Laidi, ancien conseiller personnel du haut représentant et vice-président de la Commission SEAE

Hubert Védrine, ancien ministre des Affaires étrangères de France, fondateur de Hubert Védrine Conseil

Constanza Negri Biasutti, sherpa du B20 pour le Brésil et ancienne directrice Commerce et Intégration internationale à la Confédération nationale de l'Industrie du Brésil

Norbert Röttgen, membre du Deutscher Bundestag et membre de la commission des Affaires étrangères

09:45 – 10:15

Session plénière 10 :

Conversation avec Aiman Ezzat, directeur général du Groupe Capgemini

10:15 – 11:15

Session plénière 11 : La révolution de l'IA et au-delà

Président :

Daniel Andler, professeur émérite de Sorbonne Université, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, philosophe

Intervenants :

François Barrault, fondateur et président de FDB Partners, président de l'IDATE DigiWorld

Omran Sharaf, ministre adjoint des Affaires étrangères pour les Sciences et Technologies avancées des Émirats arabes unis

Lee Tiedrich, Distinguished Faculty Fellow dans le domaine du droit et de la technologie responsable à la Duke Univeristy, membre de l'OCDE et du Partenariat mondial sur l'IA

11:15 – 12:15

Session plénière 12 : Leaders innovants : Transformer les entreprises avec l'IA générative

Présidente :

Lucia Sinapi-Thomas, vice-présidente exécutive, directrice générale de Capgemini Ventures

Intervenants :

Lucia Russo, analyste des politiques en matière d'intelligence artificielle à l'OCDE

Eiso Kant, CTO et cofondateur de Poolside

Rotem Alaluf, directeur général de Wand.ai

Felix Naser, COO de Liquid.AI

12:30 – 14:30

Déjeuner / Déjeuner de la Business Community

14:45 – 15:45

Session plénière 13 : L'expansion des BRICS : implications pour l'avenir de l'ordre mondial

Président :

Nikolaus Lang, directeur Associé Senior au bureau de Munich du BCG

Intervenants :

Etienne Berchtold, ambassadeur de la République d'Autriche aux Émirats arabes unis, ancien porte-parole de la politique étrangère et européenne de trois chanceliers autrichiens

Trudi Makhaya, membre du conseil d'administration de Spar Group, ancienne conseillère économique du président d'Afrique du Sud

Constanza Negri Biasutti, sherpa du B20 pour le Brésil et ancienne directrice Commerce et Intégration internationale à la Confédération nationale de l'Industrie du Brésil

Qiao Yide, vice-président et secrétaire général de la Shanghai Development Research Foundation

15:45 – 16:15

Session plénière 14 :

Conversation avec Anwar Gargash, conseiller diplomatique du président des Émirats arabes unis

16:30 – 19:00

Ateliers parallèles

Atelier 1 : Économie et finance

Président :

Jean-Claude Trichet, ancien président de la Banque centrale européenne, gouverneur honoraire de la Banque de France

Intervenants :

Hur Kyung-Wook, président du Seoul Financial Forum, président du conseil du Korea Center for International Finance, ancien vice-ministre de la Stratégie et des Finances de Corée

Pierre Jacquet, professeur d'économie à l'École nationale des ponts et chaussées (ENPC), membre du Cercle des Économistes

Sébastien Jean, professeur d'économie du CNAM, directeur associé de l'Initiative Gééconomie et géofinance de l'Ifri

André Lévy-Lang, président fondateur de l'Institut Louis Bachelier, ancien directeur général de Banque Paribas

John Lipsky, Senior Fellow au Foreign Policy Institute de la Paul H. Nitze School of Advanced International Studies de l'Université Johns Hopkins, ancien premier directeur général adjoint du Fonds monétaire international

Gary Litman, vice-président senior des initiatives internationales à la Chambre de Commerce des États-Unis

Jean-Claude Meyer, Vice-Chairman International de Rothschild & Cie

Atelier 2 : Énergie et climat

Présidente :

Valérie Ducrot, directrice exécutive du Global Gas Centre

Intervenants :

Majdi Abed, directeur des Relations institutionnelles internationales chez TotalEnergies

Jean Abiteboul, président du GIIGNL (Groupement international des importateurs de gaz naturel liquéfié), administrateur indépendant de Tellurian, Inc. (AMEX: TELL), fondateur et PDG de JA Energy Consulting

Igor Yurgens, président du conseil d'administration de l'Institut de développement contemporain de Moscou

Marc-Antoine Eyl-Mazzega, directeur du Centre Énergie et Climat de l'Ifri

Jeffrey Lewis, partenaire et membre du comité exécutif du cabinet de droit international Cleary Gottlieb

Tomás Lanardonne, expert en réglementation et commerce dans le domaine de l'énergie, associé fondateur de MHR Abogados (Argentine et Uruguay)

Nicolas Piau, co-fondateur et président de Tilt Capital

Atelier 3 : Enjeux économiques et sociaux au Moyen-Orient

Président :

Adil Alzarooni, directeur général Al Zarooni Emirates Investments et de Al Bidayer Holding, fondateur de Citizens School

Intervenants :

Dorotheé Schmid, responsable du programme Turquie/Moyen-Orient à l'Ifri

François Gouyette, président de Pro Oriente Conseil, vice-président pour la diplomatie publique du Global Diwan, conseiller de la Présidence de Diot-Siaci

Raed Charafeddine, banquier central et commercial, ancien premier vice-gouverneur de la Banque du Liban

Kamel Abdallah, directeur général de Canal Sugar, Égypte

Monica Malik, économiste en chef à la Abu Dhabi Commercial Bank

Fareed Yasseen, secrétaire général de l'association Pugwash Irak, ancien ambassadeur de la République d'Irak aux États-Unis

Ernesto Damiani, professeur dans le département d'ingénierie électrique et sciences de l'informatique à l'Université de Khalifa d'Abou Dabi, directeur du Centre pour les systèmes cyber-physiques

19:15

Cocktail

19:30

Diner de gala avec S.E. Cheikh Salem bin Khalid Al Qassimi, ministre de la Culture des Émirats arabes unis

Dimanche 15 décembre

09:00 – 10:30

Session plénière 15 :

Les défis mondiaux de la santé

Président :

Michel Kazatchkine, conseiller spécial du Bureau régional de l'OMS pour l'Europe

Intervenants :

Antoine Flahault, directeur de l'Institut de santé globale à l'Université de Genève, directeur de l'École suisse de santé publique (SSPH+)

Maha Barakat, ministre adjointe de la Santé et des Sciences naturelles au ministère des Affaires étrangères des Émirats arabes unis

Jean-François Etter, professeur à l'Institut de Santé Mondiale (ISG) à l'Université de Genève

Juliette Tuakli, ambassadrice de Mercy Ships Africa, ancienne professeure de pédiatrie clinique à la Harvard Medical School, fondatrice et ancienne directrice médicale de CHILD Accra au Ghana

Yoshiyuki Sagara, Senior Research Fellow at the Asia Pacific Initiative (API) spécialisé dans les politiques de sécurité sanitaire

10:30 – 11:45

Session plénière 16 : Géopolitique, alimentation et faim dans le monde : un sujet oublié et explosif

Président :

Jean-Michel Severino, président de Investisseurs & Partenaires, ancien vice-président de la Banque

mondiale pour l'Asie, ancien directeur général de l'Agence française de développement (AFD)

Intervenants :

Máximo Torero Cullen, économiste en chef de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations Unies (FAO)

Philippe Chalmin, fondateur du Cercle Cyclope, professeur émérite à Paris-Dauphine

Bayu Krisnamurthi, maître de conférences à l'Université agronomique de Bogor, ancien vice-ministre de l'Agriculture de la République d'Indonésie

Kamel Abdallah, directeur général de Canal Sugar, Égypte

Jean-Marc Astorg, directeur de la stratégie du Centre national d'études spatiales (CNES)

11:45 – 12:30

Session plénière 17 : Politique et religion au Moyen-Orient

Président :

Thierry de Montbrial, fondateur et président de l'Ifri et de la WPC

Intervenants :

Olivier Roy, directeur de Recherche au CNRS

Haim Korsia, Grand Rabbin de France

12:30 – 13:30

Déjeuner

13:30 – 14:15

Session plénière 18 : Quelles perspectives d'une paix durable israélo-arabe ?

Président :

Steven Erlanger, correspondant diplomatique en chef pour l'Europe au *The New York Times*

Intervenants :

Nabil Fahmy, doyen émérite à l'Université américaine du Caire, ancien ministre des Affaires étrangères d'Égypte

Itamar Rabinovich, vice-président de l'Institut d'études de sécurité nationale (INSS) à Tel Aviv, Distinguished Fellow à la Brookings Institution

14:15 – 15:15

Session plénière 19 : Guerre et paix au Moyen-Orient : quel rôle pour les Européens ?

Président :

Renaud Girard, grand reporter et chroniqueur international du *Le Figaro*

Intervenants :

Mohammed Baharoun, directeur général du Dubai Public Policy Research Center (b'hub)

Volker Perthes, Senior Distinguished Fellow du German Institute for International and Security Affairs (SWP)

Marc Hecker, directeur adjoint de l'Ifri, rédacteur en chef de *Politique étrangère*, chercheur au centre des études de sécurité de l'Ifri

15:15 – 16:15

Session plénière 20 : Construire un avenir durable en Afrique

Président :

Seán Cleary, président de Strategic Concepts (Pty) Ltd, fondateur et vice-président de la FutureWorld Foundation

Intervenants :

Nardos Bekele-Thomas, directrice générale de l'Agence de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD), ancienne coordonnatrice résidente des Nations Unies en Afrique du Sud

Vincent Biruta, ministre de l'Intérieur du Rwanda, ancien ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale du Rwanda

Nialé Kaba, ministre de l'Économie, du Plan et du Développement de Côte d'Ivoire

Jean-Michel Severino, ancien vice-président de la Banque mondiale pour l'Asie, ancien directeur général de l'Agence française de développement (AFD)

16:15 – 17:30

Session plénière 21 : Président Trump : quelle économie et quelle politique étrangère ?

Présidente :

Virginie Robert, chef de service international des *Échos*, vice-présidente du European- American Press Club

Intervenants :

Hiroyuki Akita, chroniqueur pour *Nikkei*, Japan

Peter Beyer, membre du Deutscher Bundestag, ancien coordinateur de la coopération transatlantique du gouvernement fédéral

Fareed Yasseen, secrétaire général de l'association Pugwash Irak, ancien ambassadeur de la République d'Irak aux États-Unis

Jean-C



17th EDITION GLOBAL GOVERNANCE ABU DHABI 2023

WORLD
POLICY
CONFERENCE



Noura Al Kaabi

Ministre d'État au ministère des Affaires étrangères des Émirats arabes unis



“ La guerre en Ukraine continue de peser sur l'ordre international, attisant les divisions et créant des effets d'entraînement sur les marchés mondiaux de l'énergie, les systèmes alimentaires et les instances multilatérales. Le conflit au Soudan se poursuit sans relâche et nous assistons en temps réel à une catastrophe humanitaire. Dans ce contexte, nous jugeons essentiel de continuer à défendre les principes de dialogue et de respect mutuel, même en présence de profonds désaccords. Nous devons œuvrer inlassablement à la recherche de solutions diplomatiques. Nous devons continuer à nous parler - sans dialogue, aucune avancée n'est possible. Par ailleurs, nous devons avoir conscience que le paysage économique et géopolitique mondial connaît de profondes mutations. La montée en puissance de nouveaux groupements économiques et l'évolution des organisations multilatérales témoignent de la nécessité grandissante d'adapter les systèmes traditionnels de gouvernance mondiale. Il est urgent de mettre en place des cadres plus inclusifs et équitables qui donnent la parole aux pays émergents, tout en préservant les valeurs fondamentales de coopération et de responsabilité partagée. Il est toutefois essentiel de reconnaître que les institutions internationales sont encore appelées à jouer un rôle important. Des organisations comme l'ONU, malgré les défis auxquels elles sont confrontées et la nécessité de les réformer, n'en demeurent pas moins des plateformes indispensables pour gérer les crises mondiales. De leur côté, les organisations régionales telles que l'Union africaine et la Ligue des États arabes ont un rôle complémentaire déterminant à jouer de par leur capacité à apporter un éclairage local et à mettre sur la table des solutions adaptées.

*Version intégrale page 136

Tiémoko Meyliet Koné

Vice-président de la République de Côte d'Ivoire



“ Cet environnement international délicat, compromet forcément les efforts en faveur du développement partout dans le monde. Les Objectifs de Développement Durable, les ODD, adoptés comme feuille de route universelle, peinent à se concrétiser. Selon le rapport 2023 des Nations Unies, plus de 80 % des cibles des ODD affichent des progrès limités, avec de faibles chances d'être atteintes d'ici 2030. Les conséquences sur les populations mondiales sont alarmantes, avec des millions de personnes qui vivent toujours dans une situation de précarité extrême. Le constat est encore plus sévère en Afrique subsaharienne, où la pauvreté, le chômage des jeunes et le manque d'infrastructures continuent de freiner les perspectives de développement. Sur le plan économique, la reprise post-pandémie reste fragile, et les perspectives dans plusieurs régions demeurent insuffisantes pour répondre aux attentes et aux besoins croissants des populations. Malgré ce contexte international marqué par des défis majeurs et de nombreuses incertitudes, la Côte d'Ivoire a su préserver sa trajectoire de croissance économique. [...] Depuis 2011, trois Plans Nationaux de Développement successifs ont servi de cadre stratégique pour orienter les réformes et les investissements nécessaires à cette transformation. Ces plans ont permis d'opérer des réformes structurelles ambitieuses et de réaliser des investissements massifs pour doter la Côte d'Ivoire d'infrastructures modernes et compétitives dans les secteurs clés de son économie. Autant d'efforts qui ont contribué à redynamiser l'économie ivoirienne, avec un taux de croissance moyen d'environ 8% par an au cours de la dernière décennie. Ces performances reposent également sur la confiance des partenaires au développement et sur le dynamisme du secteur privé, qui joue un rôle clé dans la diversification et la modernisation de l'économie. Le taux d'investissement, qui était inférieur à 9% en 2011, a progressé de manière significative pour dépasser 25% en 2023.

*Version intégrale page 137

SS Bartholomée 1^{er}

Archevêque de Constantinople - Nouvelle Rome et patriarche œcuménique



“ L'Église orthodoxe a un rôle particulier à jouer dans la résolution des problèmes mondiaux car, bien qu'elle ne participe pas aux campagnes politiques, son témoignage en faveur de la dignité humaine et de la liberté spirituelle a naturellement une résonance politique. Cette approche subtile permet à l'Église de rester fidèle à son objectif spirituel tout en apportant une contribution significative au débat public. Notre intérêt pour les préoccupations contemporaines naît de notre attachement profond à l'épanouissement humain et au bien-être spirituel, bien loin de toute ambition politique. Notre capacité à maintenir cet équilibre prudent nous aide à appréhender les problèmes mondiaux urgents sans nous laisser enfermer dans des objectifs politiques étreints. Guidés par les valeurs universelles qui font progresser la dignité humaine et l'harmonie de la société, il est de notre responsabilité d'offrir une orientation morale et une vision spirituelle qui transcendent les clivages politiques. Cette stratégie nous permet de préserver notre intégrité spirituelle sans toutefois renoncer à prendre part à des débats majeurs sur l'équité économique, les progrès technologiques et la crise climatique. Dans cet esprit, nous pouvons promouvoir une approche plus holistique des problèmes universels qui respecte la sagesse divine ainsi que la dignité humaine. Face aux défis actuels, nous devons rappeler une leçon intemporelle du Concile de Nicée : le véritable succès naît de l'intégration harmonieuse de la sagesse spirituelle et de la gouvernance pratique. La célébration commune de Pâques en 2025 ne se résume pas à un alignement du calendrier, mais constitue également un symbole important de l'unification potentielle des traditions chrétiennes. Cette convergence unique offre l'opportunité de transformer une unité symbolique en un partenariat tangible. En nous inspirant de l'exemple de Nicée, nous pouvons œuvrer ensemble afin que cet événement soit le catalyseur d'une action concrète au bénéfice de la société. La voie à suivre consiste à intégrer notre héritage spirituel à des solutions pratiques, comme le firent nos ancêtres il y a dix-sept siècles. Saisissons cette opportunité pour établir des liens de collaboration entre la sagesse religieuse et les connaissances contemporaines dans l'intérêt des générations futures.

*Version intégrale page 138

Thierry de Montbrial

Fondateur et président de l'Ifri et de la WPC



“ J'ajouterais un mot au sujet de l'Union européenne, dont comme je l'ai dit l'affaiblissement est notoire depuis la chute de l'Union soviétique. Depuis sa naissance, elle est restée intimement liée aux États-Unis qui, de leur côté, ont toujours parlé des « institutions euro-atlantiques » comme constituant un tout. Il est vraisemblable qu'une nouvelle ère s'annonce avec le retour de Donald Trump, dont l'attention sera vraisemblablement concentrée sur la Chine et sur l'économie. La protection américaine en Europe ne sera plus assurée dans les mêmes conditions. La nouvelle période qui s'ouvre sera décisive pour l'avenir de l'union transatlantique et donc pour celui de l'Union européenne elle-même. On dit, parfois à juste titre, que les grands chocs sont l'occasion de grands renouveaux. Nous sommes beaucoup dans cette salle à l'espérer, car une Union européenne forte est dans l'intérêt de chacun de ses membres mais aussi, j'en suis convaincu, dans celui du monde entier. En raison de son histoire et de sa civilisation, cette union a en effet vocation à devenir un facteur équilibrant majeur pour l'avènement d'un nouveau système international plus favorable à la paix et à la prospérité. Lorsqu'on surplombe l'histoire du monde, on prend conscience de la fragilité de la paix où que ce soit, localement ou a fortiori globalement. Les générations du temps de la mondialisation heureuse ont voulu croire, au moins dans certains pays, à l'avènement de la paix perpétuelle et à l'extension universelle de la prospérité. Aujourd'hui, nous ne pouvons que constater notre entrée, déjà, dans une Deuxième Guerre froide. La première, nous dit l'historien Niall Ferguson, fut une paix qui n'était pas la paix. Celle qui commence pourrait être une guerre qui ne sera pas la guerre. Il appartient maintenant à toutes les forces de bonne volonté, en particulier à nous tous ici rassemblés, de réfléchir et d'agir intelligemment pour contenir et réduire les effets toxiques de cette nouvelle guerre froide. Car l'enjeu principal est qu'elle ne dégénère pas en une vraie guerre mondiale.

*Version intégrale page 139



WORLD
POLICY
CONFERENCE

17th EDITION GLOBAL GOVERNANCE DUBAI 2022



La gouvernance économique mondiale dans un monde fragmenté



PRÉSIDENT :

Jean-Claude Trichet

Ancien président de la Banque centrale européenne, gouverneur honoraire de la Banque de France

Gabriel Felbermayr

Directeur de l'Institut autrichien de recherche économique (WIFO), ancien président du Kiel Institute for the World Economy (IfW)

Au cours de la période récente – pour simplifier à l'extrême les 40 à 45 dernières années – il s'est produit une certaine cristallisation du concept de bonne gouvernance dans le domaine économique, qui a commencé dans le secteur privé avant de s'étendre au secteur public à l'échelle mondiale. L'idée qu'il existe un type de bonne gouvernance ayant une sorte de portée universelle s'est développée progressivement pour finalement culminer en quelque chose de quasiment universel, non seulement au niveau de chaque économie ou pays mais également au niveau mondial avec l'effondrement de l'Union soviétique. C'est alors qu'a commencé une période d'environ 15 ans au cours de laquelle nous avons réellement observé un large consensus sur ce qu'était une bonne gouvernance. C'était également une période où l'ONU elle-même fonctionnait d'une manière absolument extraordinaire parce qu'un consensus a été trouvé lors d'une succession des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, ce qui a réellement prouvé qu'à cette époque, il existait vraiment un large consensus sur ce qui était approprié en termes de gouvernance. Puis un changement que nous vivons actuellement est survenu. Nous sommes aujourd'hui confrontés à l'émergence de nouvelles institutions qui, dans certains cas, sont plus ou moins juxtaposées aux institutions de Bretton Woods. Je parle des deux institutions, l'une à Shanghai et l'autre à Pékin, et bien entendu, nous avons aussi les BRICS élargis. L'Occident est responsable du fait que les principaux actionnaires, l'Europe et les États-Unis, n'ont pas réagi suffisamment rapidement à la croissance annuelle de l'importance des autres pays et économies du monde en développement. Il est extrêmement important de mieux comprendre comment le monde fonctionne actuellement dans ces temps très difficiles.

Je préfère parler d'un monde qui se fragmente plutôt que d'un monde fragmenté, ce qui je pense est un premier signe d'espoir. Si on suit le débat européen, on a parfois l'impression que l'Europe a oublié que nous sommes toujours un acteur important. Nous avons offert des solutions dans le passé et nous pourrions le faire de nouveau à l'avenir. La dynamique est toutefois en train de passer de puissance commerciale hégémonique mondiale à une Europe qui est désormais devancée par la Chine si l'on se fonde sur le nombre de pays, ce qui a eu un impact sur l'état de réflexion au sein de l'UE. Lorsqu'on dit que le monde se fragmente, l'Europe est à la fois elle-même fragmentée et facteur de fragmentation. Les chaînes de valeur mondiales sont liées au commerce des intrants et des matières premières, et non au commerce des biens finaux. L'analyse démontre que la totalité des pays européens souffrirait terriblement mais il y a une grande hétérogénéité, si bien que l'Europe sert d'exemple pour le monde entier en montrant que nous ne sommes pas tous affectés de manière identique lorsque le régime mondial s'effondre. Des pays tels que le Luxembourg ou l'Irlande subiraient des pertes pouvant atteindre 70 %, il en ressort que les déconnecter des chaînes de valeur mondiales aurait un effet dévastateur. Lorsque je parle de déconnexion, j'entends également que les chaînes de valeur mondiales européennes seraient détruites, ce qui est très peu probable j'espère. Je crois au marché unique. Si les chaînes de valeur mondiales sont interrompues mais que le marché unique européen reste intact, les pertes sont bien inférieures. Je dirais que la grande leçon que l'Europe offre au monde est que notre libre-échange au niveau continental nous protège des chocs qui se produisent dans le monde. Je pense qu'il est important que l'Afrique, les pays du Golfe et l'Asie du Sud-Est comprennent que l'intégration régionale est probablement la meilleure protection contre ce qui se passe à l'échelle mondiale.



La gouvernance économique mondiale dans un monde fragmenté



Vincent Koen
Directeur adjoint des Études nationales à l'OCDE

La croissance mondiale s'est maintenue au cours des trois dernières années, après le rebond suivant le Covid et en dépit de l'énorme choc négatif sur l'offre provoqué par l'invasion de l'Ukraine par la Russie, mais avec des contrastes marqués entre les pays. Les banques centrales ont considérablement durci leurs politiques en 2022 et le choc de l'offre qui a frappé à ce moment-là s'est largement estompé, si bien que l'inflation est revenue à des niveaux plus confortables, même si l'inflation des prix des services reste élevée dans de nombreux pays. À la différence des épisodes de resserrement précédents, les performances des marchés du travail sont restées stables dans l'ensemble. Pourtant, même ainsi, la confiance des consommateurs a stagné, notamment du fait des niveaux de prix beaucoup plus élevés qui prévalent actuellement. Le climat des affaires s'est de manière générale un peu mieux maintenu, un bon augure pour la croissance à court terme. Pour 2025-2026, les prévisions de l'OCDE indiquent une croissance annuelle du PIB d'environ 3 %, tant pour le G20 que pour la zone OCDE dans son ensemble, mais ces perspectives sont assombries par plusieurs risques. Les prix de l'énergie pourraient de nouveau atteindre des sommets, notamment si la situation géopolitique se détériore sérieusement. Les incertitudes en ce qui a trait à la politique commerciale ont explosé. Alors qu'il est difficile de savoir que penser des récentes annonces, un environnement commercial plus fragmenté et plus protectionniste constituerait un choc négatif pour l'offre, entraînant une hausse des prix et une désorganisation des chaînes d'approvisionnement. Les ratios de la dette publique ont atteint de nouveaux sommets dans les pays avancés, les économies de marché émergentes et les pays à faible revenu. Simultanément, les pressions sur les dépenses fiscales liées au vieillissement de la population, à l'action climatique et aux priorités de défense s'accroissent et la probabilité que les taux d'intérêt reviennent à un niveau proche de zéro est faible. C'est pourquoi des efforts supérieurs pour restaurer l'espace fiscal et la viabilité budgétaire sont nécessaires.



John Lipsky
Senior Fellow au Foreign Policy Institute de la Paul H. Nitze School of Advanced International Studies de l'Université Johns Hopkins, ancien premier directeur général adjoint du Fonds monétaire international

Pour les questions économiques et financières, les institutions fondamentales étaient le FMI et son associé, la Banque mondiale et le GATT, devenu aujourd'hui l'OMC. Ces organisations se distinguaient par leur caractère multilatéral et le fait qu'elles étaient fondées sur des traités. En conséquence, leurs décisions avaient force de loi internationale. De fait, cet effort a connu un immense succès : de 1950 à 2007, la croissance du commerce mondial a été plus rapide que celle de la production mondiale pratiquement chaque année. Actuellement, nous en sommes au quatrième point d'inflexion systémique du XXI^e siècle en ce qui a trait à notre système de gouvernance mondiale – et les trois points d'inflexion qui précèdent ont eu tendance à affaiblir le système préexistant. La crise financière mondiale de 2007-2010, qui a conduit à la mise en place du G20, a été le premier point d'inflexion. La croissance mondiale a été considérablement plus lente au cours de cette période que par le passé. Encore une fois, il s'agit d'un développement qui sape le système pré-existant. Le deuxième point d'inflexion a été la pandémie de Covid, qui a fait surgir des forces extrêmement contradictoires. Il en résulte que l'accent a été de plus en plus porté sur les questions nationales de sécurité, les chaînes d'approvisionnement, etc. Le troisième point d'inflexion a été l'invasion de l'Ukraine par la Russie, qui a été la démonstration que, dans le contexte d'un conflit ou d'un désaccord entre grandes puissances, le G20 est devenu pratiquement incapable de prendre des mesures. Voilà des influences qui nous ont conduits à la situation actuelle. Le défi posé par le second mandat Trump. Visiblement, nous voyons des forces contradictoires similaires ailleurs. Se dirige-t-on vers le succès ou vers un monde avec un conflit commercial plus grand ?



Jean-Marie Paugam
Directeur général adjoint de l'OMC

Nous avons tout ce débat sur la déglobalisation depuis plusieurs années mais le commerce continue à progresser. Le commerce des services le démontre de manière encore plus éclatante, parce qu'il progresse très rapidement. Il apparaît de la fragmentation dans trois domaines qui sont encore sous contrôle, mais qui sont « chauds » : 1/ celui des politiques environnementales et climatiques, parce qu'elles ne sont pas coordonnées. C'est évident sur le sujet de la tarification du carbone, par exemple, où l'on voit des Européens qui mettent un prix sur le carbone tandis que les Américains accordent des subventions sur les alternatives au carbone ; 2/ celui de la politique de sécurité économique. Elle cible l'approvisionnement énergétique, l'approvisionnement en biens essentiels et notamment alimentaires, jusqu'aux politiques d'autonomie industrielle, qui peuvent induire des interventions publiques pouvant conduire à fragmenter le commerce ; 3/ celui des politiques de sécurité. Des sanctions peuvent être prises, des embargos, etc., qui commencent à prendre une place de plus en plus importante dans le commerce international. Ces trois zones de tension sont liées entre elles. Parfois, elles se superposent. Le système de gouvernance est bousculé par ces éléments. Le stock, c'est l'acquis, ce sont les principes de transparence, de non-discrimination, de bonne foi qui ont fondé la croissance mondiale depuis le GATT. Globalement, ces principes sont à peu près respectés. Le flux, qui est la négociation de nouvelles règles, est beaucoup plus compliqué. Il y a des questions de désaccord que l'on trouve dans toutes les organisations internationales sur le bilan hérité, savoir si les règles antérieures sont équilibrées ou non. Le règlement des différends, comme vous le savez, dépendait de l'organe d'appel de l'OMC, qui a beaucoup juridictionnalisé les relations commerciales. Celui-ci a été « débranché », d'une certaine manière, pour le moment, par l'opposition des États-Unis. C'est avec cela que l'on aborde les échéances qui ont été évoquées, et notamment l'entrée en fonction de la future administration américaine.



Qiao Yide
Vice-président et secrétaire général de la Shanghai Development Research Foundation

La gouvernance économique mondiale actuelle est représentée par les institutions de Bretton Woods. Ces institutions ont joué un rôle très positif dans le maintien de la paix et de la stabilité économique dans le monde au cours des 80 dernières années. Quoi qu'il en soit, la gouvernance économique mondiale traverse à l'heure actuelle une époque critique car le concept de « la loi du plus fort » commence à s'imposer dans de nombreux pays, ce qui fait que la gouvernance économique mondiale risque de devenir la loi de la jungle. La première question est de savoir si les deux guerres que j'ai mentionnées peuvent être résolues pacifiquement ou, au minimum, ne pas se propager au reste du monde. La seconde est de savoir si l'isolationnisme et le protectionnisme peuvent être inversés et, si ce n'est pas possible, j'imagine que quelque chose de semblable à ce qui s'est passé dans les années 1930 pourrait se reproduire. La troisième question est de savoir si les pays avancés peuvent adapter les institutions de Bretton Woods existantes pour satisfaire pleinement les besoins des pays du Sud et leur permettre de jouer un rôle plus important dans la prise de décision. S'ils le font, la gouvernance deviendra réellement un bien public qui devrait maintenir la paix mondiale avec une croissance économique saine. S'ils ne le font pas, la gouvernance mondiale sera totalement démantelée, voire mènera à un désastre. Pour résumer, si ces questions ou défis peuvent être relevés sans heurts, j'ai bon espoir que la gouvernance économique mondiale positive pourra revenir à la normale. Dans le cas contraire, la gouvernance mondiale pourrait se diviser en plusieurs petits domaines individuels de gouvernance. Un autre scénario noir serait l'effondrement total de la gouvernance mondiale et cela n'est pas impossible.



PRÉSIDENT :
Thierry de Montbrial
 Fondateur et président de l'Ifri et de la WPC

Des politiques étrangères multi-vectorielles ?



Ana Brnabić
 Présidente de l'Assemblée nationale de Serbie



Lasha Darsalia
 Premier ministre adjoint des Affaires étrangères de Géorgie



Roman Vassilenko
 Vice-ministre des Affaires étrangères du Kazakhstan

Pour la stratégie géopolitique et économique de la Serbie, l'accent crucial est mis sur le maintien d'une approche équilibrée au milieu des tensions mondiales. Le pays est engagé dans l'intégration européenne, avec pour objectif de mener à bien toutes les réformes nécessaires d'ici 2026, bien qu'une adhésion complète d'ici 2027 semble peu probable. La politique étrangère de la Serbie est caractérisée par ses liens historiques avec le Mouvement des non-alignés, lui permettant de forger des partenariats solides avec l'UE, les États-Unis et la Chine, contribuant à sa stabilité économique et politique. L'Allemagne, les États-Unis et la Chine sont respectivement les principaux partenaires de la Serbie en termes de biens, de services et d'investissements. L'économie serbe a démontré sa résilience en augmentant l'emploi pendant la pandémie de Covid-19. À mesure que les tensions mondiales s'intensifient, la Serbie se positionne comme un pont entre les grandes puissances, promouvant le dialogue et évitant la division. En 2024, le pays a accueilli plusieurs chefs d'État, soulignant son rôle dans la diplomatie internationale. La croyance est que les grands conflits mondiaux nécessitent un dialogue plutôt qu'une escalade. La Serbie reste ouverte à la coopération avec tous les acteurs mondiaux tout en priorisant ses intérêts nationaux. L'augmentation des divisions géopolitiques est perçue comme un obstacle à la résolution des problèmes mondiaux urgents comme le changement climatique. Il y a un appel à une diplomatie pragmatique plutôt qu'à une confrontation idéologique, les puissances moyennes étant encouragées à jouer un rôle plus actif dans la gouvernance mondiale. La Serbie vise à maintenir la stabilité régionale et à contribuer à un ordre mondial plus équilibré, utilisant sa position stratégique pour faciliter les discussions entre les parties en conflit. Le renforcement des liens avec la Lettonie et les États baltes est une priorité. La Serbie restant pleinement engagée dans l'intégration européenne tout en préservant sa souveraineté nationale.

Actuellement, malheureusement, lorsque vous êtes un pays voisin, voire limitrophe, de la Russie – surtout que celle-ci prône le révisionnisme en matière de système international et d'acteur responsable – vous n'avez que deux options : soit intégrer une solution de sécurité collective, comme l'OTAN, ou l'Union européenne, même si ce n'est pas de la sécurité ; soit entrer en guerre si la première solution a échoué, comme l'Ukraine aujourd'hui ou la Géorgie avant elle. La Russie a créé un précédent très dangereux en occupant le territoire d'un pays voisin et en tentant de modifier par la force des frontières internationalement reconnues. C'est la Géorgie qui en a hélas fait l'expérience. La situation de la Géorgie est compliquée en raison de notre situation géographique. Je comparerais notre situation à celle d'un ours blessé vivant dans une cage. Tout le reste n'est que stratégie de survie. Les historiens n'aiment pas trop refaire le monde. Cependant, imaginez que la Russie ait été stoppée, non pas en 2022, ni même aujourd'hui, mais en 1991, lorsqu'elle a entrepris le nettoyage ethnique des Géorgiens dans l'État géorgien, ou pendant le génocide en Tchétchénie, ou pendant ses opérations en Transnistrie, ou encore en 2008. Parce que nous autres, Géorgiens, nous nous souvenons de tout cela. Nous entendons cela tout le temps : « D'accord, oui, vous avez ces problèmes. Vous subissez une occupation. Toutefois, soyons pragmatique avec la Russie et écoutons ce qu'elle veut. » Ils ne veulent qu'une chose. La Russie ne considère pas ses voisins comme des pays. Tant que nous ne nous serons pas penchés sur la question des précédents, nous continuerons à nous demander qui sera le prochain.

Le seul camp que nous devrions tous adopter est celui de la coopération, contre celui de la confrontation ; celui du droit international, contre celui de l'anarchie ; celui du bénéfice mutuel bénéfique pour tous, contre celui de l'exclusion mutuelle et des jeux à somme nulle. Cette guerre en Ukraine n'aurait jamais dû se produire et qu'elle aurait pu être évitée. En tant que réalistes et pragmatiques, nous pensons qu'il existe encore une chance que la situation évolue selon le premier scénario que vous avez esquissé dans vos remarques préliminaires. À savoir que l'on reconnaît de plus en plus, tant en Russie qu'en Ukraine et en Occident, qu'il est intenable de poursuivre cette guerre. Il faut réformer l'ONU. Nous pensons qu'il faut sérieusement envisager cette réforme afin de permettre une représentation régionale plus forte. Je sais qu'il y a eu plusieurs groupes ou discussions, qui n'ont abouti à rien jusqu'à présent. C'est très, très mauvais pour l'humanité, d'autant plus que nous sommes confrontés à de nombreux défis au niveau mondial, hormis les guerres : le changement climatique et l'avènement de nouvelles technologies que nous devons tous gérer ensemble. Vous avez évoqué les puissances moyennes. Au début de l'année, un groupe de réflexion allemand nous a justement qualifiés de puissance moyenne. Nous apprécions ce titre, mais nous le prenons très au sérieux car il implique de grandes responsabilités. Nous sommes prêts à partager notre expérience. Nous sommes prêts à contribuer à la résolution des conflits internationaux, mais nous estimons que cela n'est faisable qu'ensemble, encore une fois, peut-être en tant que réseau de puissances moyennes partageant les mêmes idées, qui peuvent se réunir et faire comprendre aux superpuissances qu'il existe une communauté internationale plus vaste qui défend le droit international. Si l'on suit la logique de M. Ivanov, à savoir suivre la loi du plus fort, nous tombons alors dans la loi de la jungle. Que pourrions-nous alors attendre d'un tel monde ? Rien de bon, il me semble.



Démondialisation ou remondialisation ?



PRÉSIDENT :

Bertrand Badré

Associé gérant et fondateur de Blue Like an Orange Sustainable Capital, ancien directeur général et directeur financier du Groupe de la Banque mondiale



Sébastien Jean

Professeur d'économie du CNAM, directeur associé de l'initiative Géoéconomie et géofinance de l'Ifr



Bark Tae-Ho

Président du Lee&Ko Global Commerce Institute, ancien ministre du Commerce de Corée

La mondialisation qui a émergé après la chute du mur de Berlin et a duré jusqu'à la crise financière mondiale est morte. Ce qui émerge aujourd'hui est loin d'être clair, et nous sommes aux prises avec de nombreux concepts et définitions. De toute évidence, les flux de capitaux et d'investissements, publics et privés, sont sous pression et ces flux deviennent de plus en plus complexes entre sanctions, exigences de conformité croissantes, etc. N'oublions pas les données, la technologie et les communications, qui continuent de croître de manière exponentielle mais qui, de nos jours, sont également confrontées à de nouveaux types d'obstacles ; et nous ne pouvons pas oublier le choc de l'intelligence artificielle. Eric Schmidt, ancien PDG de Google, vient de déclarer : « La chose la plus importante que les gens ne savent pas aujourd'hui, c'est que ce qui se passe actuellement dans le domaine technologique fonctionne à très grande échelle, dans tous les domaines, partout, en même temps. » Cela pourrait être la nouvelle définition d'une autre forme de mondialisation. Il a ajouté : « Cela est en grande partie dû à l'informatique à grande échelle, à l'énorme puissance de calcul, au réseau de ressources et, bien sûr, à l'application de l'IA dans tous les domaines. » On a donc des flux de personnes, d'argent, de biens et de services, ainsi qu'une réorganisation du pouvoir autour de ces flux et de ce que cela signifie. Le débat n'est plus celui que nous avons souvent entendu entre l'Occident et le reste du monde, il s'agit aussi du pouvoir partagé entre les individus et les puissances technologiques. Lorsque des règles sont en place, les personnes qui peuvent y échapper font les choix. Il y a donc des gouvernements qui peuvent imposer leurs règles et d'autres qui n'ont d'autre choix que de suivre et d'accepter les règles des autres. Voilà où nous en sommes et je voudrais citer Reid Hoffman, l'un des fondateurs de LinkedIn : « Aujourd'hui, il y a une guerre sino-américaine à propos de la technologie et, dans la technologie, il n'y a pas de place pour l'arbitre. » Là encore, il s'agit d'une nouvelle forme de mondialisation à laquelle nous n'étions pas préparés en 1989.

La situation actuelle est dominée par deux réalités : la première concerne la fragmentation géoéconomique, un terme inventé par le FMI, dans un contexte marqué par les guerres commerciales et la guerre, et la seconde est l'accumulation de politiques industrielles concurrentes. Je vais vérifier les faits concernant ces deux réalités en utilisant des données commerciales. Depuis le début de la guerre commerciale début 2018, les échanges entre les blocs accusent un retard de 10 à 20 % par rapport au reste du commerce mondial, mais c'est une moyenne. Si nous regardons au-delà de la moyenne, nous pouvons voir que la guerre est très perturbatrice, mais d'un seul ordre de grandeur plutôt que de 10 ou 20 % ; on a une sorte de découplage dur. La guerre commerciale est également considérablement perturbatrice, mais encore une fois, pas de 10 à 20 %, mais plutôt de l'ordre de 30 à 45 % par rapport à des flux similaires, une sorte de découplage doux. Que reste-t-il si l'on exclut les points chauds de ce que l'on nous présente comme une réorganisation du commerce mondial par blocs ? La réponse est qu'il ne reste rien, le commerce entre les blocs n'est pas à la traîne par rapport au reste du commerce mondial. Cela ne signifie pas que la géopolitique n'est pas importante pour le commerce mondial. Cela signifie simplement que cette histoire de blocs mondiaux pour le commerce est trop simpliste et ne reflète pas une réalité beaucoup plus complexe. La deuxième réalité concerne les politiques industrielles de renforcement des échanges. Bon nombre de ces politiques industrielles ont des effets de distorsion sur les échanges. Si elles devaient façonner les modèles du commerce mondial, nous nous attendrions à un modèle dispersé. Les données commerciales montrent une réalité très différente, à savoir que la Chine est en train de devenir la seule superpuissance manufacturière du monde. L'excédent chinois en biens manufacturés, mesuré en proportion du total des échanges mondiaux de biens manufacturés, montre qu'il atteint désormais 11 % du commerce mondial, ce qui est un montant énorme et qui a considérablement augmenté après la pandémie de Covid.

Les entreprises commerciales mondiales ont procédé à des ajustements appropriés en réponse à divers incidents récents tels que la pandémie de Covid-19, des guerres et plusieurs actions importantes des États-Unis contre la Chine qui ont eu lieu dans l'environnement commercial mondial. Certaines entreprises commerciales mondiales ont trouvé de nouvelles sources d'approvisionnement et ont réduit leur dépendance excessive à l'égard de quelques pays ou régions spécifiques tandis que d'autres ont essayé d'éviter les restrictions en produisant et en exportant à partir de pays tiers, appelés « pays connecteurs ». Les experts commerciaux remarquent que ces activités d'ajustement sont des comportements de réduction des risques qui peuvent être considérés comme un « effet de re-mondialisation » positif. Grâce à ces comportements d'ajustement positifs des secteurs d'activité, les flux commerciaux mondiaux ont augmenté à un rythme stable. Cependant, si les tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine s'intensifient lorsque le deuxième mandat du président Trump commencera l'année prochaine, nous nous attendons à ce que les avantages positifs de la re-mondialisation diminuent, ce qui portera gravement préjudice aux activités commerciales mondiales. Je voudrais faire quelques suggestions concernant le futur ordre commercial mondial. Premièrement, même si cela peut paraître un peu naïf, les pays partageant les mêmes idées, en particulier les pays de moyenne puissance, pourraient faire entendre leur voix collectivement et exhorter les États-Unis à jouer un rôle de premier plan dans la revitalisation de la gouvernance commerciale multilatérale en réformant l'OMC. Deuxièmement, les pays membres de l'OMC ayant des intérêts et des positions similaires devraient rechercher des accords commerciaux plurilatéraux ouverts dans des domaines tels que le commerce des services, l'investissement et le commerce numérique. Troisièmement, les pays membres de l'OMC devraient travailler ensemble pour parvenir à des accords sur des domaines d'intérêt commun, tels que le changement climatique, la santé publique et la sécurité alimentaire.



Démondialisation ou remondialisation ?



Vladislav Inozemtsev

Directeur du Centre d'études postindustrielles de Moscou, conseiller spécial pour le Russia Media Studies Project du Middle East Media Research Institute à Washington, DC.



Kazuto Suzuki

Directeur de l'institut de géoéconomie à l'International House of Japan, professeur à la Graduate School of Public Policy de l'Université de Tokyo



Pierre Jacquet

Professeur d'économie à l'École nationale des ponts et chaussées (ENPC), membre du Cercle des Economistes

Je voudrais attirer l'attention de tous les participants sur un phénomène nouveau et dangereux que j'ai l'habitude d'appeler « la mondialisation alternative ». Pendant la guerre froide, le bloc communiste fonctionnait sur une base non marchande et ses économies étaient largement autarciques et autosuffisantes. Le commerce international et les transactions financières étaient alors réservés presque exclusivement au système occidental et, après l'effondrement de l'Empire soviétique, la mondialisation des années 1990 et 2000 s'est construite sur cette base particulière. Alors que la confrontation entre l'Occident et les nouvelles puissances révisionnistes reprend, ces nations commencent à développer leur propre version de la mondialisation, défiant toutes les règles et normes existantes. Commerce illicite, flottes fantômes, dénonciation des droits de propriété intellectuelle, commerce d'armes et même création et utilisation d'armées de mercenaires soutenues par les gouvernements – toutes les caractéristiques de cette « mondialisation alternative ». Cela affecte également les transactions financières, car, dans leur tentative de créer un réseau de paiements « parallèle », à l'abri des sanctions occidentales, les parias, qui n'ont pas le droit d'utiliser le dollar ni le euro, expérimentent désormais avec le renminbi, le troc et les systèmes de hawala, ainsi que les cryptomonnaies. Je dirais que ces efforts ne doivent pas être sous-estimés car ils pourraient entraîner une fragilisation significative du système qui a assuré la position dominante de l'Occident pendant de nombreuses décennies, depuis la fin de la Seconde guerre mondiale.

Je proposerai l'idée que nous vivons à l'ère de la géoéconomie. La géoéconomie signifie qu'il existe des espaces géographiquement définis, comme les juridictions nationales, où il devient extrêmement important de protéger sa propre population, sa culture et son bien-être national. La mondialisation n'est pas terminée. Les échanges commerciaux et les mouvements de capitaux se poursuivent, mais un certain nombre de pays prennent certaines mesures motivées par des préoccupations nationales selon lesquelles la mondialisation ou le libre-échange nuisent en réalité à leur économie et à leur société. Le libre-échange a été de plus en plus considéré comme un ennemi et l'utilisation des droits de douanes et des contrôles à l'exportation, ou d'autres moyens pour restreindre le commerce, est devenue une façon à la mode de transformer l'économie en arme parce que nous sommes piégés dans l'interdépendance. Le commerce entre les blocs se poursuit parce que nous sommes piégés par l'interdépendance, mais son contenu est en train de changer, et on ne peut pas l'utiliser facilement pour la croissance économique mais plutôt comme arme économique. Les sanctions économiques contre la Russie sont l'un des moyens de découpler ou de séparer l'économie russe de l'économie occidentale ou du reste du monde, mais en réalité, cela devient de plus en plus difficile. L'interdépendance dans le contexte de la mondialisation fait aujourd'hui très mal à d'autres pays en matière de découplage, de sorte que l'interdépendance peut être utilisée à la fois comme une arme et pour protéger la mondialisation. La mondialisation telle que nous la connaissons n'est plus d'actualité car aucun pays n'est disposé à renforcer cette interdépendance et à créer davantage de vulnérabilités. S'il existe des barrières tarifaires, elles peuvent être surmontées en investissant aux États-Unis et je pense que cela devient une démarche très intéressante car les droits de douane ne sont plus une mesure de protectionnisme mais une invitation à investir aux États-Unis. La mondialisation telle que nous la connaissons est terminée, mais je pense que la mondialisation avec les caractéristiques de la concurrence géoéconomique commence maintenant.

Je voudrais aborder quatre points clés concernant la gouvernance économique et la politique mondiale. Premièrement, la politique intérieure occupe une place de plus en plus centrale dans la façon dont on aborde la mondialisation, ce qui indique un passage nécessaire de l'intégration des États-nations démocratiques dans l'économie mondiale à l'intégration démocratique de l'économie mondiale dans la politique nationale. Deuxièmement, alors que la mondialisation se poursuit par le biais du commerce, de l'investissement, de la mobilité humaine, de la collaboration culturelle et scientifique et des biens publics mondiaux qui nécessitent des formes exigeantes d'action commune, ses avantages et ses coûts doivent être analysés et documentés de manière plus précise à un niveau individuel plus précis, et on doit débattre de manière plus approfondie sur les politiques nécessaires pour assurer un équilibre légitime et consensuel entre ces avantages et ces coûts. Troisièmement, la gouvernance économique mondiale est en transition, les anciennes règles perdant leur crédibilité et leur légitimité, ce qui conduit les entreprises à rechercher des options de « réduction des risques » en réponse aux nouvelles formes d'incertitude. Cette réduction des risques peut contribuer à la fragmentation politique, mais elle peut aussi générer de nouvelles formes d'interdépendance mondiale (par exemple, le protectionnisme peut conduire à ce que le commerce soit remplacé par des investissements directs sur les marchés cibles). Enfin, deux tendances majeures dominent l'approche actuelle de la mondialisation : l'élaboration de nouvelles règles du jeu implique une longue période de comportement transactionnel et de négociations complexes ; et une nouvelle approche plus inclusive est nécessaire pour tenir compte de la multipolarité, car davantage de pays méritent de s'asseoir à la table des négociations. En conclusion, alors que l'ancien ordre économique international était basé sur un environnement géopolitique et institutionnel stable et pouvait être analysé (notamment par les économistes) en faisant abstraction de la politique, l'économie et la politique ne peuvent plus être séparées. Reconstruire une vision politique mondiale partagée de notre monde intégré est une priorité.



Conversation avec Kevin McCarthy



PRÉSIDENT :
Thierry de Montbrial
Fondateur et président de l'Ifri et de la WPC



Kevin McCarthy
55^e président de la Chambre des représentants des États-Unis

Thierry de Montbrial, président de l'IFRI et de la WPC, et Kevin McCarthy, président de la Chambre des représentants, se penchent sur la politique américaine au cours de cette session riche en échanges.

Le président McCarthy décrit les différentes forces à l'œuvre lors du dernier cycle électoral et se penche sur les facteurs qui expliquent le décalage entre les prédictions des experts politiques et les résultats des élections.

Les deux intervenants discutent également de ce que l'on peut attendre du second mandat du président Trump, notamment les décisions en matière de dotation en personnel de l'exécutif, les axes prioritaires de la politique intérieure et des objectifs de politique étrangère.

M. McCarthy expose sa vision d'un second mandat dans lequel le président Trump serait plus concentré, discipliné et prêt à apporter des changements dès le premier jour de son entrée en fonction. Il rappelle à l'auditoire la macro-approche de Trump en matière de politique et son style de négociation unique avec les autres dirigeants.

En résumé, le président Kevin McCarthy présente une voie politique capable de conduire à un renouveau du leadership américain et de la coopération internationale avec les plus proches alliés de l'Amérique.

Le rôle du G7 dans un paysage en mutation



PRÉSIDENT :
Thierry de Montbrial
Fondateur et président de l'Ifri et de la WPC



Philippe Etienne
Ambassadeur de France, professeur en affaires publiques et internationales à l'université de Columbia, ancien conseiller diplomatique du président Macron, devenant également sherpa G7 et G20



Lee Hye-Min
Ancien sherpa du G20 pour la Corée, ancien ambassadeur de Corée pour les Affaires économiques internationales, conseiller principal de KIM & CHANG



Gary Litman
Vice-président senior des initiatives internationales à la Chambre de Commerce des États-Unis

Il convient de ne pas perdre de vue les origines du G7, même si le monde a beaucoup changé depuis les années 1970. Ces sommets restent importants car ils offrent aux dirigeants l'opportunité d'avoir un dialogue informel et approfondi sur les questions les plus urgentes du moment. Autre point important, ces sommets permettent de prendre des initiatives concrètes, en l'occurrence sur l'IA, pour prendre un exemple récent. Cela étant, l'objectif ne saurait être de former un bloc opposé à un autre bloc. Les délibérations du G7 peuvent apporter une contribution positive aux sommets du G20 qui se penchent souvent sur les mêmes thématiques mondiales. Dans cette optique, la dimension d'ouverture du G7 revêt une grande importance et peut être organisée de manière à permettre à des pays non membres du G7, par exemple les pays africains, de faire entendre leur voix. C'est le constat qui ressort de notre dernière présidence du G7 et du sommet de Biarritz (2019), où les chefs d'État et de gouvernement du G7 ont eu une discussion politique et un véritable échange avec les pays tiers invités, ce qui a débouché sur des résultats concrets.

Les institutions de gouvernance internationale traditionnelles et formellement structurées sont établies et basées sur une charte fondatrice ou un traité international, comme la Charte des Nations unies ou les statuts du Fonds monétaire international. Or, le G7 et le G20 n'ont pas été constitués sur la base d'accords officiels. De ce fait, le G7 et le G20 ont été privés dès le départ de la légitimité dont jouissent les organisations internationales telles que les Nations unies ou le FMI. Avec la croissance économique des économies émergentes, la part du G7 dans le PIB mondial n'a cessé de diminuer, passant de 61 % en 1980 à 52 % en 2008. Lorsque la crise financière mondiale a éclaté à l'automne 2008, il était impossible pour les seuls membres du G7 d'y faire face. Le premier sommet du G20 réunissant les chefs d'État et de gouvernement s'est tenu à Washington DC en novembre 2008. L'année suivante, en 2009, à Pittsburgh, les chefs d'État et de gouvernement du G20 ont déclaré que le G20 serait le premier forum de coopération économique internationale, et il est devenu un acteur majeur de la gouvernance mondiale, remplaçant de fait le G7. Le G20 a depuis stabilisé l'économie mondiale, surmontant avec succès la crise financière de 2008 grâce à une coordination active des politiques macroéconomiques de ses membres. Il a également joué un rôle déterminant dans la conclusion de l'Accord de Paris sur le climat en 2015, lors de la COP21, et dans sa rapide entrée en vigueur en 2016. Permettez-moi d'aborder un dernier point : le président Trump. Je pense que vous vous souvenez tous de ses propos en mai 2020, lorsqu'il a déclaré que le G7 est un groupe de pays très dépassé. La politique « L'Amérique d'abord ! » ne reconnaît pas la valeur des alliances et des partenaires, et je m'attends donc à voir la vitalité du G7 et du G20 considérablement amoindrie. Le rôle de leadership des États-Unis au sein du G7 et du G20 pourrait être différent dans les années à venir. Nous voici tous face à un véritable défi.

Le G7 a démontré ces dernières années son rôle important dans la mise à l'agenda politique de certaines questions. Le secteur privé de nos pays respectifs a pu obtenir un meilleur accès aux délibérations du G7 et ainsi gagner en expérience. Nous avons appris à apprécier ce forum qui envoie un signal fort à nos marchés sur les tendances majeures en matière d'élaboration des politiques. Le processus interagences à l'œuvre derrière les sommets du G7 a favorisé le développement d'une mémoire collective de la coopération qui permet de surmonter les changements de responsables politiques. L'objectif de soutenir une croissance durable dans les marchés matures demande un haut niveau de compréhension entre les dirigeants, c'est pourquoi le format flexible du G7 reste efficace. La crédibilité du G7 dépendra de sa capacité à résoudre les problèmes des économies démocratiques matures, tout en reconnaissant les défis divergents auxquels est confronté le reste du monde. Les entreprises ont à cœur de renforcer leur contribution au dialogue entre les décideurs politiques du G7.



La géopolitique du changement climatique



PRÉSIDENT:
Marc-Antoine Eyl Mazzega
 Directeur du Centre Énergie et Climat de l'Ifr



Nawal Al-Hosany
 Représentante permanente des Émirats arabes unis
 auprès de l'Agence internationale pour les énergies
 renouvelables (IRENA)

Aujourd'hui, deux tendances sont observables dans le monde. D'un côté, le secteur de l'énergie est encore marqué par une forte inertie. Les demandes de pétrole et de gaz sont en forte croissance. Un pic de la demande de charbon pourrait enfin être atteint, mais celui-ci serait situé à un niveau extrêmement élevé. Les investissements dans les technologies propres sont néanmoins aujourd'hui deux fois plus importants que dans les combustibles fossiles et ils ne cessent d'augmenter. Pour ce qui est des niveaux annuels de déploiement des technologies propres, on observe que chaque année de nouveaux records sont battus. C'est un progrès phénoménal. À l'heure actuelle, 80 % des sommes investies dans la production d'électricité le sont dans les énergies renouvelables et à faible émission de carbone. C'est tout à fait prodigieux. Plus personne ou presque n'investit dans le charbon. Il s'agit donc d'une évolution remarquable. Le fait est toutefois que l'urgence climatique est là. Tout ce qui a été fait ne suffit pas. L'objectif de limitation du réchauffement à 1,5 °C est hors de portée. Nous devons donc continuer à miser sur l'atténuation du réchauffement et l'adaptation. C'est fort probablement parce que nous vivons dans un monde fragmenté que nous n'avons pas encore atteint notre objectif. Les marchés du carbone sont très peu nombreux. Nous disposons de différentes réglementations ou mesures d'incitation, mais dans de nombreux pays, rien ou presque n'a été mis en place. Dans ce monde fragmenté, il est aujourd'hui encore bien plus rentable d'investir dans les énergies fossiles que dans des technologies propres, même si les choses s'arrangent.

Je pense que nous disposons de ce qui fait souvent défaut, des dirigeants incroyablement visionnaires. Nous nous sommes lancés dans les énergies renouvelables lorsqu'elles n'étaient pas tendance. Nous avons mis sur pied le projet Masdar en 2006 alors que personne ne s'intéressait aux énergies renouvelables. Aujourd'hui, nous abritons trois des centrales solaires les plus économiques et les plus grandes au monde. Notre parcours dans le domaine des énergies renouvelables a commencé bien plus tôt lorsque l'on ne les qualifiait pas encore de technologies de pointe mais de technologies d'avant-garde. La plupart d'entre elles se sont aujourd'hui matérialisées et sont même devenues viables sur le plan commercial et extrêmement compétitives. Nous sommes convaincus d'être en bonne voie pour atteindre nos objectifs de triplement. En 2022, notre capacité installée, qui était clairement principalement solaire, s'élevait à 3,1 gigawatts. Nous l'avons doublée dès 2024 pour la porter à 6 gigawatts, sachant que nous visons les 14,2 gigawatts à l'horizon 2030. Par conséquent, notre objectif global en matière d'énergie propre avoisine les 20 gigawatts, dont 5,6 gigawatts d'énergie nucléaire dans laquelle nous investissons déjà. Tous les acteurs concernés, au nombre desquels figurent des entreprises très solides, œuvrent à la réalisation de cet objectif. Vous venez de mentionner TAQA, ADNOC et Masdar. Tous collaborent à différents projets afin d'accélérer le processus de développement des énergies renouvelables, mais aussi de nouvelles technologies telles que la production d'hydrogène pour le marché national et le marché international. Fondée il y a 18 ans, Masdar est désormais présente dans 40 pays. L'entreprise a mis en place des installations sur les six continents pour une capacité combinée de 31,5 gigawatts à l'échelle mondiale. Pour ce qui est des énergies renouvelables, je ne suis pas très inquiète. La seule chose qui peut susciter quelques inquiétudes, et pas seulement ici mais à l'échelle mondiale, c'est l'efficacité énergétique qui semble quelque peu négligée.



La géopolitique du changement climatique



Stéphane Michel
 Directeur général Gaz, Renouvelables et Power et membre
 du Comité exécutif de TotalEnergies



Frank Wouters
 Président de MENA Hydrogen Alliance



Mikaa Blugeon-Mered
 Conseiller spécial chez Hy24, maître de conférences
 sur la géopolitique de l'hydrogène à Sciences Po
 et à l'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P)

Sur le plan des résultats, je crois que l'on peut tirer trois grands enseignements de la COP28. Le premier est qu'il faut à l'évidence tripler la quantité de gigawatts d'énergie renouvelable produite d'ici à 2030, ce qui signifie qu'il faut au moins doubler le rythme de production. Le second est qu'il convient de ne pas négliger le rôle du gaz dans la transition car, aujourd'hui, comme vous l'avez mentionné, la consommation de charbon continue d'augmenter et les investissements dans les centrales à charbon se poursuivent eux-aussi, ce qui est complètement absurde. Le troisième est de demander à l'industrie gazière et pétrolière de travailler à la décarbonation de sa production, ce que 54 entreprises ont déjà accepté de faire en signant la Charte pour la décarbonation de l'industrie pétrolière et gazière. Patrick Pouyanné préside actuellement ce groupe qui représente déjà 50 % environ de l'industrie et notamment de nombreuses entreprises nationales, qui ont pris des mesures concrètes pour améliorer leurs émissions et plus particulièrement pour réduire à zéro les émissions de méthane. Mais tout ne se résume pas aux seules énergies renouvelables. Il y a aussi le gaz et le gaz décarboné. J'ai le grand plaisir d'annoncer que nous construisons actuellement un petit parc solaire d'une puissance de 300 mégawatts qui générera à Oman 1 million de tonnes de GNL entièrement décarboné à partir de l'électricité produite par des panneaux solaires. Ce sera la centrale à gaz naturel liquéfié la moins polluante au monde et elle sera utilisée pour le soutage du GNL afin de permettre au secteur maritime de passer des combustibles fossiles au GNL, et de réduire ainsi ses propres émissions. En réaffirmant le cap à suivre, ces COP sont sans conteste une source d'inspiration pour les stratégies que nous mettons en place.

La situation en Europe, qui est très similaire à celle du Japon, est la suivante : l'Europe est un importateur net d'énergie à l'heure actuelle et cela ne va pas changer demain. La question qui se pose alors est la suivante : si on dépend des importations, on va forcément faire des réserves stratégiques. On ne saurait en aucun cas remplacer les combustibles fossiles par des molécules plus propres sans disposer de réserves stratégiques de combustibles fossiles. Or, on doit pouvoir disposer d'une réserve stratégique afin de limiter les flambées des prix et garantir que le système tourne en permanence. Pourquoi ne pas constituer une réserve stratégique dès maintenant ? Nous avons fait des calculs à ce sujet dont il est ressorti un chiffre réaliste pour l'Union européenne de 6,8 millions de tonnes d'hydrogène en 2030. Les chiffres dont on dispose actuellement montrent que nous sommes à 25 % de cet objectif et qu'il faudrait d'ores et déjà déployer des centaines de cavernes de sel. Cela offrirait un mécanisme immédiat pour les projets existants, puisqu'il en existe déjà. Environ 1 500 projets de production d'hydrogène à grande échelle ont été élaborés, mais ils ne trouvent pas de preneur immédiat. Si l'on se lance dans la constitution d'une réserve stratégique, dont on aura de toute façon besoin, on dispose d'un mécanisme pour se lancer sans plus attendre. Vient ensuite la courbe des coûts puis le début d'une situation de marché.

Les premières stratégies nationales pour l'hydrogène (2013-2022) misaient sur une production massive et un commerce international. Or, cette approche s'est avérée inefficace. Les pays du Sud, riches en ressources renouvelables, refusent de se contenter d'exporter de l'hydrogène brut et préfèrent développer une industrie locale créatrice de valeur ajoutée et d'emplois. Ce phénomène, appelé « green shoring », pousse les pays industrialisés à investir directement dans les pays producteurs pour sécuriser leur approvisionnement en hydrogène vert. Des fonds d'investissement comme Hy24 accompagnent cette transition en finançant des infrastructures et équipements. La demande étant le moteur du marché, les pays comme la Corée, le Japon et l'Allemagne recentrent leurs stratégies sur celle-ci. En stimulant la demande locale, on encourage la création de chaînes de valeur locales plutôt que l'importation massive. Ce recentrage sur la demande et le « green shoring » constituent un tournant géopolitique majeur. L'hydrogène vert n'est plus simplement une source d'énergie, mais un outil de développement économique et de rééquilibrage géopolitique.



Le Corridor économique (IMEC) : une nouvelle ère de coopération et de croissance mondiale



PRÉSIDENT :
Gérard Mestrallet
 Envoyé spécial du président de la République française pour l'IMEC



Anurag Varma
 Vice-président senior de Adani Group



Gidon Bromberg
 Directeur israélien de ECOPEACE Middle East

L'IMEC a été créé par un accord, un protocole d'accord, signé en septembre 2023 à New Delhi en marge du G20. Cet accord a été signé par huit chefs d'État ou de gouvernement : M. Modi pour l'Inde, Mohammed bin Salman pour l'Arabie saoudite, Mohammed bin Zayed pour les Émirats, et avec quatre signataires pour l'Europe, à savoir le président Macron pour la France, le chancelier Scholz pour l'Allemagne, la Première ministre Meloni pour l'Italie et, pour l'Union européenne, Mme von der Leyen qui en est membre en tant que telle, ainsi que Joe Biden. Il s'agit d'un corridor économique et logistique. Il vise à développer et à renforcer la connectivité entre les trois continents : l'Inde, le Moyen-Orient et l'Europe. L'IMEC sera l'un des grands projets d'infrastructure du XXI^e siècle. Concrètement, de quoi s'agit-il ? Concrètement, le corridor transportera des marchandises par conteneurs. Cela impliquera donc des bateaux, des ports et des chemins de fer. Il transportera aussi de l'énergie : de l'électricité, de l'électricité verte, des lignes à haute tension, de l'hydrogène vert. L'IMEC sera le corridor le plus important pour l'hydrogène vert parce qu'il reliera la zone de consommation la plus importante avec la zone de production la plus importante. L'Inde, l'Arabie saoudite, les Émirats, Oman, mais aussi l'Égypte le long du canal de Suez, et la Jordanie – cette zone produira des quantités très importantes d'hydrogène vert, et l'Europe a décidé d'importer d'énormes quantités d'hydrogène vert. L'IMEC sera donc le lien entre ces zones. L'IMEC va créer de la prospérité et de la croissance tout au long de cette route. Nous allons créer des zones économiques spéciales, des zones industrielles, des zones logistiques, afin de créer des emplois, de la croissance et de la prospérité, principalement dans l'arrière-pays des ports. Ce sera le cas en Inde, ce sera le cas à Marseille, et c'est déjà le cas principalement à Dubai et à Abou Dabi, mais on peut aller plus loin, et ce sera aussi le cas à Haïfa. L'arrière-pays de Haïfa va fortement bénéficier de l'IMEC, et qu'est-ce que l'arrière-pays de Haïfa ? C'est Israël, bien sûr. C'est la Jordanie, le sud du Liban – on est proche de la frontière – et aussi la Palestine.

Lorsqu'une initiative mondiale démarre en Inde, passe par Haïfa et au-delà, nous sommes bien placés et très enthousiastes à l'idée de participer et, de conduire cette initiative. Quels sont les aspects pratiques qui expliquent pourquoi tout cela est logique ? Tout d'abord, l'investissement dans les infrastructures est un investissement à long terme. Il ne se fait pas rapidement et il ne se fait pas à court terme. On investit beaucoup d'argent dans les dépenses d'investissement, puis on récupère ces dépenses, et on gagne de l'argent au fil des décennies. Nous nous intéressons à la rentabilité. Cela signifie construire de manière économique, de manière à ne pas subir de retards ni de perturbations. Les retards et les perturbations nous coûtent très cher. Que ce soit dans le corridor oriental, le corridor central ou le corridor occidental, nous nous demandons si cela sera rentable. Nous nous demandons également s'il existe une demande. Dans de nombreux cas, le domaine de l'énergie est le meilleur investissement, car il y a une demande en énergie en permanence et partout. Je pense que le plus important c'est l'innovation. Pourquoi investir dans les infrastructures si ce dans quoi vous investissez ne sera pas meilleur que ce qui existe déjà ? Nous envisageons donc cet investissement dans les infrastructures en termes d'amélioration. Il ne s'agit pas seulement d'une question de résilience de la chaîne d'approvisionnement et de la fourniture d'alternatives. C'est une question de savoir si nous pouvons faire mieux, si nous bénéficierons d'une meilleure sécurité, si nous bénéficierons d'une cybersécurité. En Inde, par exemple, compte tenu de tous les investissements dont je viens de vous parler, une cyberattaque réussie paralyserait un tiers du pays en une minute. Cela a sans aucun doute une incidence sur les coûts d'exploitation. L'autre élément est le développement des compétences. Si vous regardez l'ensemble du corridor, il existe de nombreuses possibilités de renforcer le développement des compétences dans tous les pays concernés. Cela contribue en fait à la durabilité à long terme du projet et profite à tous les pays concernés.

Ce qui dérange dans tant de discussions qui ont lieu aujourd'hui, et certainement pour réussir au sein de l'IMEC, c'est de voir comment nous pouvons aider à résoudre le conflit israélo-palestinien, israélo-arabe, et l'IMEC peut jouer un rôle essentiel à cet égard. Le concept du Triangle de la paix est donc transformateur, car il montre aux Palestiniens comment vivre dans la dignité dans leur propre État. Il montre aux Israéliens comment vivre en sécurité dans l'État juif, et aux Jordaniens comment vivre dans la prospérité avec le reste de la région. Le concept du Triangle de la paix aide chacun de nos peuples à voir l'avenir. Malheureusement, nos dirigeants actuels ne nous offrent pas une vision pour demain qui permettrait à nos peuples de se voir vivre dans la dignité, la sécurité et la prospérité économique. En ajoutant le Triangle de la paix, l'IMEC offre cette opportunité, non pas en tant que concept seulement, mais dans un projet réel. Nous proposons trois projets déterminants. La voie ferrée est déjà en grande partie construite depuis la frontière saoudienne avec les Émirats jusqu'à la frontière saoudienne avec la Jordanie. Elle est construite en vue de se diriger vers la Méditerranée. Nous disons que prolonger cette voie ferrée à travers la Jordanie jusqu'à Haïfa est une idée formidable, mais ce n'est pas suffisant. Nous devons voir et nous proposons que la Jordanie devienne une plaque tournante et, comme le montre la carte agrandie, nous proposons qu'une deuxième voie aille également jusqu'à Gaza afin que le port de Gaza, comme celui de Haïfa, puisse bénéficier du type de prospérité envisagé pour la dignité des Israéliens et des Palestiniens. Ce faisant, le projet devient déterminant, car il ne répond pas seulement aux besoins de dignité des Palestiniens, qui souhaitent vivre dans leur propre État, mais il contribue également à répondre aux besoins de sécurité d'Israël, qui souhaite vivre dans son État juif. Il s'agit de l'intérêt de tous nos voisins, de tous nos partenaires dans ce corridor IMEC.



La croissance économique et les défis géopolitiques en Asie



PRÉSIDENT :

John Andrews

Écrivain, journaliste et conseiller de rédaction à *The Economist*



Douglas Paal

Distinguished Fellow du Programme Asie de la Fondation Carnegie pour la paix internationale

Pendant des décennies, nous avons considéré que les économies d'Asie étaient forcément vouées à surpasser, voire à devancer de loin le reste du monde, et notamment une Europe sclérosée, une Afrique corrompue et déchirée par les conflits et une Amérique latine aux résultats sans cesse décevants en dépit de ses atouts. Cette hypothèse s'est avérée juste pendant de nombreuses années. En effet, l'économie chinoise doublait de volume d'une décennie à l'autre. L'Inde a déçu pendant un certain temps, mais elle dépasse désormais la RPC qui commence à pâtir de ses déséquilibres démographiques. Quant au Japon et à la Corée du Sud, deux autres grandes économies d'Asie orientale, ils sont respectivement les troisième et treizième économies du monde et prospèrent confortablement. Si l'on ajoute à cela l'avenir prometteur de l'Indonésie, tout semble aller pour le mieux, n'est-ce pas ? C'est votre groupe de discussion qui détient la réponse à cette question, il me semble. La situation géopolitique et, bien sûr, le retour de Donald J. Trump à la Maison blanche, ses menaces d'appliquer des droits de douane punitifs aux exportations chinoises vers les États-Unis, voire à toutes les importations américaines. Toutefois, ce n'est pas le seul facteur géopolitique et économique qui mérite d'être souligné. La Chine, la Corée du Nord, la Russie et les États-Unis sont tous des puissances nucléaires en Asie de l'Est, de même que, un peu plus loin, le Pakistan et l'Inde. Les risques de dérapages sont donc évidents, qu'il s'agisse de Taïwan, de la région himalayenne ou des mers de Chine méridionale et orientale. Le reste du monde ne peut plus vraiment compter sur une Pax Americana. On assiste peut-être à la fin d'une époque pendant laquelle Madeleine Albright pouvait affirmer que l'Amérique était la nation indispensable à la paix mondiale. En outre, la Chine, qui était sur le point de devenir une superpuissance comparable à celle des États-Unis vacille désormais sous l'effet de ses difficultés économiques. On ne voit donc pas émerger de Pax Sinica. Enfin, rappelons le fait que la guerre en Ukraine a ridiculisé le rêve de Vladimir Poutine de faire renaître les anciens empires soviétique ou russe. Pour résumer, nous vivons une époque aussi troublée que troublante.

Pour en revenir à la Chine aujourd'hui, ses problèmes intérieurs sont réels – sans les minimiser ou les amplifier. Elle a néanmoins su se placer dans une position très forte en tant que principal partenaire commercial de la plupart des nations voisines. Le gouvernement Biden laisse en héritage à la nouvelle administration Trump des liens de sécurité renforcés avec la Corée du Sud et le Japon. Trump a la possibilité de les approfondir. Il est également tout à fait capable de les affaiblir. Notre relation avec l'Australie a également évolué. Tout dépend donc de l'avenir. Il est impossible de savoir à quoi s'attendre. Nos liens s'approfondiront peut-être encore. Il se peut aussi qu'ils connaissent le même sort que l'Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est dans les années 1950. Il n'en reste pas moins que cette question est importante. À mon avis, lorsque la Chine pense à Taïwan, elle doit normalement se dire : « Cela vaut-il la peine de se battre ? Sommes-nous provoqués au point de devoir nous battre ? Ou sinon, en l'absence de provocations, Taïwan est-elle si exposée à des actions militaires, coercitives, économiques ou autres de la Chine qu'elle pourrait être tentée par une sorte de réunification ou d'unification avec la Chine, en raison du fait que les États-Unis sont beaucoup plus faibles économiquement et militairement dans la région ? » Je pense que d'un point de vue économique, oui, la Chine est plus forte. Les efforts du gouvernement Biden, que prolongera probablement l'administration Trump, en vue de définir les domaines de haute technologie que nous pouvons refuser à la Chine et pour tenter de freiner le développement technologique de la Chine, confèrent certains avantages aux États-Unis. Mais la bataille est loin d'être gagnée. Et c'est surtout dans le domaine des achats militaires que nous manquons de réformes significatives. Les capacités de notre marine, de notre armée de l'air et de notre Corps des Marines dans la région n'ont pas augmenté au même rythme que la capacité d'intimidation de la Chine envers Taïwan, qui se trouve donc dans une situation plus vulnérable aujourd'hui qu'il y a 20 ou 30 ans.



La croissance économique et les défis géopolitiques en Asie



Jean-Pierre Cabestan

Directeur de recherche émérite au CNRS, professeur émérite à l'Université baptiste de Hong Kong

La croissance économique dépendra de quelques économies majeures dans la région, à commencer par la Chine, et notamment du plan de relance que proposeront Xi Jinping et le Parti communiste chinois. Dans la région Asie-Pacifique proprement dit, nous ne constatons pas réellement de découplage. L'intégration économique continue de se développer. La régionalisation économique continue à s'approfondir. Malgré des revendications maritimes et territoriales conflictuelles avec la Chine, il n'y a pas eu, ces dernières années, de frictions majeures entre la Chine et le Vietnam. Cela contraste fortement avec les frictions répétées entre les Philippines et la Chine dans la mer de Chine méridionale. L'objectif de Pékin est d'intimider Taïwan, d'accroître la pression sur le gouvernement actuel de Taïwan, dans un contexte où le président taïwanais, Lai Ching-te. Toutefois, pour l'instant, je n'imaginerai pas la Chine adopter une stratégie plus agressive, de type blocus. Trump va adopter une politique plus transactionnelle. Cela pourrait dans une certaine mesure, stabiliser les relations entre les États-Unis et la Chine. Taïwan, je pense que Trump s'est beaucoup moins engagé que Biden. La Chine a tout intérêt à tenter de profiter du retour de l'administration Trump pour creuser un fossé entre les États-Unis et leurs alliés, que ce soit en Europe ou en Asie.



M.K. Narayanan

Ancien conseiller principal et conseiller en sécurité nationale du Premier ministre d'Inde (Manmohan Singh), ancien gouverneur de l'État du Bengale occidental

Depuis l'an 2000, l'Asie est devenue une puissance économique, sous l'impulsion de plusieurs nations dont la Chine et l'Inde. La Chine est reconnue comme un centre manufacturier mondial, tandis que l'Inde s'impose comme un acteur incontournable, grâce à la jeunesse de son immense main-d'œuvre et son leadership en matière d'externalisation des technologies de l'information et des processus d'entreprise. L'Inde est aujourd'hui la deuxième économie d'Asie après la Chine, avec une population jeune, dont l'âge médian est de 25-26 ans et une croissance économique moyenne de 6,7 %. Ces deux pays attirent l'attention du monde entier, même s'il faut reconnaître que l'Inde dispose également d'un nombre important de scientifiques et d'ingénieurs. L'économie de l'Inde est étroitement liée à celle des États-Unis, son principal partenaire commercial. Leur coopération en matière de technologies critiques et émergentes marque une étape importante. La participation de l'Inde au dialogue quadrilatéral sur la sécurité (QUAD) avec les États-Unis, le Japon et l'Australie témoigne d'une approche coordonnée. Malgré les défis géopolitiques, le conflit indo-chinois évite la confrontation directe, et favorise la politique de civilisation au conflit armé. La menace que représente la Chine pour l'Asie de l'Est et du Sud-Est, à travers des différends tels que ceux de la mer de Chine méridionale et du détroit de Taïwan, mérite une attention particulière. D'autres conflits géopolitiques, notamment dans la péninsule coréenne avec la Corée du Nord, laissent entrevoir la possibilité d'un conflit durable. Toutefois, ces dernières années, d'autres tensions, comme le conflit indo-pakistanaï, se sont apaisées. Le paysage géopolitique de l'Asie pose des défis complexes en ce qui concerne la stabilité mondiale. Les avancées technologiques dans le domaine de l'IA soulignent les pénuries de talents dans maints pays asiatiques, ce qui constitue une menace supplémentaire, parallèlement à la cyberguerre et à l'instabilité géopolitique. Des réponses coordonnées au niveau mondial sont nécessaires pour faire face à des menaces telles que l'excédent commercial de la Chine et le réchauffement climatique, mais des stratégies communes font actuellement défaut. Il reste à espérer que les discussions à venir apporteront une lueur d'espoir pour l'Asie et le monde.



Hur Kyung-Wook

Président du Seoul Financial Forum, président du conseil du Korea Center for International Finance, ancien vice-ministre de la Stratégie et des Finances de Corée

Cette déplorable loi martiale est le fruit d'une décision individuelle isolée. Elle ne reflète pas le niveau de développement politique et économique de la Corée et n'a pas le soutien des gens descendus manifester dans la rue. Non seulement les membres de l'opposition, mais aussi certains membres du parti présidentiel qui y étaient présents, ont décidé à l'unanimité de lever cette loi martiale. Cet incident, loin d'annoncer le déclin de la démocratie en Corée, prouve au contraire la vitalité de la démocratie coréenne : c'est le peuple, descendu dans la rue, qui a énergiquement fait barrage à cette tentative invraisemblable. Le pouvoir reviendra alors au Premier ministre, qui assurera l'intérim jusqu'à la prochaine élection présidentielle qui, si tout se passe comme prévu, aura lieu en avril ou en mai. Quelques turbulences de courte durée, mais elles ont été maintenues à un niveau acceptable. Toutes les agences de notation, notamment S&P et Moody, ont déclaré que la stabilité économique de la Corée était intacte et qu'elles n'avaient aucune intention de modifier leur notation de la dette souveraine coréenne. Il s'agit essentiellement d'un dilemme entre la réalité économique et la pression géopolitique, en particulier la rivalité entre les États-Unis et la Chine, qui tend à s'aggraver. La principale préoccupation de la plupart des pays asiatiques est de parvenir à maintenir d'une part ce lien économique et financier à la fois avec la Chine et les États-Unis sans prendre parti pour l'un ou l'autre. Quels que soient l'accord ou la négociation que le nouveau président Trump pourrait entamer avec le dirigeant nord-coréen, nous espérons qu'ils le seront en étroite consultation avec la Corée du Sud et en tenant compte des intérêts sud-coréens. Malgré les changements de gouvernement récemment intervenus dans chacun de ces trois pays, nous espérons que cette relation restera une force de stabilité dans la région. L'Inde joue un rôle de plus en plus prédominant dans la région. La Corée du Sud souhaite elle aussi adhérer au CPTPP. Je pense que tous ces accords régionaux, qu'il s'agisse d'échanges commerciaux ou de simples instances de discussion, peuvent contribuer à stabiliser la région.



Yuichi Hosoya

Professeur de politique internationale à l'Université Keio à Tokyo, directeur de recherche à l'Asia-Pacific Initiative

L'Asie de l'Est est une région riche en contradictions. C'est pourquoi il est difficile de prévoir ce que nous réserve l'avenir. Il en va de même de l'éventualité d'une crise à Taïwan, qui est tout aussi parcourue de contradictions. Bien que l'éventualité d'un conflit à Taïwan me semble peu probable, il n'en reste pas moins que le Japon et Taïwan subissent une pression accrue de la part de la Chine, sous deux formes : la coercition économique et la pression militaire maximale exercée par l'armée chinoise, l'Armée populaire de libération. C'est en ce sens que le Japon et Taïwan sont aujourd'hui confrontés à de graves problèmes de sécurité. À cela s'ajoutent les manipulations politiques et les opérations d'ingénierie. L'ingénierie chinoise dans la politique intérieure taïwanaise est une autre question sensible qu'il nous faut examiner car c'est peut-être par le biais de cette approche bien moins directe que la Chine tentera de réunifier le pays. Nous devons donc envisager la question taïwanaise sous un angle plus large, sans nous restreindre au scénario d'une invasion militaire chinoise. Il faut se rendre à l'évidence que la capacité militaire accrue de la Corée du Nord est en train de fragiliser la stabilité stratégique en place dans la région. La Chine est bien sûr très préoccupée elle aussi par les liens renforcés entre la Russie et la Corée du Nord et par les capacités militaires accrues de la Corée du Nord grâce à l'aide russe. Les alliés des États-Unis en Asie estiment généralement qu'un second mandat de Donald Trump n'est pas une mauvaise chose, au motif que celui-ci adoptera probablement une politique priorisant l'Asie au détriment de l'Ukraine. Si cela se vérifiait, les répercussions seraient considérables sur l'avenir de l'Ukraine. L'équipe de Trump mentionne souvent l'importance de l'Asie et le fait que la Chine est le principal rival ou ennemi hégémonique des États-Unis. Cela signifie que les États-Unis, sous le second mandat de Trump, utiliseront probablement des ressources plus conséquentes ou importantes en Asie. Il s'agit bien sûr d'un effet d'aubaine. De plus, comme je l'ai mentionné, de l'avis général, le Japon, la Corée du Sud et Taïwan ont besoin d'accroître leurs capacités militaires.



L'avenir de l'Europe après la guerre d'Ukraine et l'élection de Trump



PRÉSIDENT:
Terry Martin
Journaliste, présentateur de journal télévisé



Yann Coatanlem
Co-fondateur de GlassView, président du Club Praxis



Zaki Laïdi
Ancien conseiller personnel du haut représentant et vice-président de la Commission SEAE

L'Europe est confrontée à plusieurs défis urgents. Le premier, je dirais, est la sécurité. La guerre en Ukraine a démontré l'importance vitale de l'OTAN tout en soulevant des questions sur l'autonomie stratégique de l'Europe. Le deuxième est le réalignement économique. Les sanctions, la diversification énergétique et les tensions commerciales mondiales exigent de repenser les stratégies économiques de l'Europe. Nous sommes également confrontés à des défis concernant l'unité et le leadership en Europe. Ce n'est pas un secret. Le monde est de plus en plus polarisé. L'Europe doit trouver un moyen de surmonter ses divisions internes si elle veut rester crédible en tant qu'acteur mondial.

Il est désormais largement admis que l'Europe ne pourra pas conserver son niveau de vie et son influence dans le monde si elle ne parvient pas à restaurer sa puissance économique. Comment devons-nous réagir ? Afin de proposer des solutions concrètes, je vais mettre en lumière un diagnostic clé du rapport de Mario Draghi qui a été largement négligé. Que devons-nous retenir de ce rapport ? Les performances économiques de l'Europe sont nettement inférieures à celles des États-Unis et l'écart entre l'Europe et les États-Unis provient essentiellement du secteur technologique. Qu'est-ce que le secteur de la haute technologie a de si particulier ? Pour le dire de manière simplifiée, il s'agit du taux d'échec. Les entreprises qui innovent, qui sont à la pointe de la technologie, échouent très souvent dans un secteur qui évolue très rapidement. Pensez à un coureur dans une compétition, qui doit courir vite mais qui tombe souvent parce que les obstacles sont fréquents sur la route. La seule solution est de se remettre rapidement sur pied. Il faut de la flexibilité, de l'agilité. Aux États-Unis, cette agilité existe : les entreprises technologiques peuvent restructurer, licencier du personnel, réembaucher de nouveaux profils en l'espace de quelques mois, à la fois en termes de coûts de rémunération des employés, mais aussi en termes d'exécution. En Europe, les coûts sont généralement plus élevés d'un ordre de grandeur. De ce fait, la protection de l'emploi peut étouffer la rentabilité des projets à haut risque. Par conséquent, les entreprises européennes ont tendance à se spécialiser dans l'innovation marginale et à se cantonner dans des industries matures. Quelles sont les solutions ? Un bon début serait d'adopter le système danois de flexicurité, mais en le limitant aux 5 à 10 % de salariés les mieux rémunérés. On obtiendrait ainsi une sorte de situation gagnant-gagnant : une productivité accrue sans affecter la plupart des travailleurs.

Nul doute que la Russie continuera à représenter une menace majeure pour la sécurité de l'UE dans les années à venir. Il ressort de toutes les analyses réalisées par les forces armées européennes que la Russie renforcera sa capacité militaire. Les Européens doivent donc bien évidemment éviter toute forme de confrontation militaire avec la Russie. Tout discours va-t-en-guerre serait on ne peut plus irresponsable. Nous devons néanmoins faire barrage à la Russie et, dans cette optique, intensifier nos efforts militaires au niveau national. Mais aussi collectif. L'objectif est de porter le budget de la défense non plus à 2 % du PIB, mais à 3 %. Ces efforts ne seront toutefois pas suffisants si nous ne nous mettons pas sérieusement au travail tous ensemble. De nombreuses discussions sont en cours, de nombreux projets, dont des projets de grande envergure, sont sur la table en vue d'intensifier les efforts militaires de l'Union européenne. Cela dit, nous connaissons tous les obstacles qui se dressent sur notre route, à commencer par les programmes de coopération bilatérale, tels que les programmes français et allemand, qui sont mal engagés. Voilà ce qui n'a pas changé. Ce qui a changé, et il faut bien sûr en avoir conscience, c'est que la Russie ne s'est pas effondrée, que le régime russe s'est adapté à une économie de guerre, malgré les difficultés énormes auxquelles l'économie russe doit faire face. Nous ne pouvons pas sous-estimer ces difficultés, elles sont énormes. Néanmoins, les Russes ont su s'adapter et le régime n'est pas près de s'effondrer. La Russie s'est adaptée à une économie de guerre, et ce de plein de manières différentes. Sur le front militaire, nous sommes confrontés à ce que j'appellerais une sorte d'impasse sanglante en ce sens que les Russes progressent dans la région de Donetsk. Très lentement certes, mais ils progressent, et le coût humain est colossal. Cependant, les Russes ont une énorme capacité à générer de nouvelles forces. Sur le plan militaire, les Russes sont passés maîtres dans l'art de la guerre électronique (GE), un sujet peu évoqué dans les publications et dans les débats de la presse.



L'avenir de l'Europe après la guerre d'Ukraine et l'élection de Trump



Hubert Védrine
Ancien ministre des Affaires étrangères de France, fondateur de Hubert Védrine Conseil



Vuk Jeremić
Président du Centre pour les relations internationales et le développement durable (CIRSD), ancien ministre des Affaires étrangères de Serbie



Norbert Röttgen
Membre du Deutscher Bundestag et membre de la commission des Affaires étrangères

Deux remarques. Premièrement, je pense que Donald Trump va essayer de geler le conflit, mais il va être obligé de dissuader Poutine dans le même temps ; dans le cas contraire, il s'affaiblit trop. Je n'écarte pas l'hypothèse qu'il promette à Vladimir Poutine une levée des sanctions. C'est dans sa nature et cela placerait encore les Européens dans une situation extrêmement difficile à gérer. Je réaffirme que le point le plus compliqué entre nous, c'est que même si Trump ne peut pas sortir de l'OTAN, il voudra toutefois donner très peu de garanties américaines et renverra aux Européens la responsabilité de donner des garanties. Or, il y a une confusion entre ce qui relève de l'Europe et ce qui relève de l'OTAN. Il n'y a pas de structure des alliés européens de l'OTAN. Nous serons donc peut-être obligés d'inventer le pôle européen dans l'alliance atlantique. Et nous, nous serons confrontés alors à des questions jamais traitées auparavant puisque la question ne se posait pas, à savoir : qui est décisionnaire ? Nous ne sommes pas simplement dans l'industrie d'armement ou dans les déclarations : il est question de guerre et de paix. Il faut en conséquence des décisions politiques d'une légitimité totale. Nous aurions donc intérêt à réfléchir à cela. Deuxième remarque. Je pense que nous ne devrions pas oublier une structure qui a été réinventée par Letta, Draghi, Macron et Scholz, qui est la communauté politique européenne. La CPE, je sais que personne n'y croit pour le moment, que cela paraît secondaire, les médias ne s'en préoccupent pas. C'est toutefois le seul rendez-vous où il y a tous les Européens et uniquement les Européens. Cela ne va pas remplacer l'alliance, mais comme nous allons rencontrer des questions plus difficiles entre Européens que depuis 70 ans, pour lesquelles nous devons aboutir à des décisions, cette instance ne doit pas être négligée.

S'appuyant sur son expérience personnelle depuis l'éclatement de la Yougoslavie, M. Jeremić a déclaré qu'il y voyait de nombreux parallèles avec le conflit actuel en Ukraine. Il a qualifié le conflit de tragique et pense que la guerre touche à sa fin, peut-être dans quelques mois ou dans un an. Tout retard dans la résolution, a-t-il averti, ne fera qu'entraîner de nouvelles pertes en vies humaines, avant d'aboutir à la même issue inévitable. Il a également fait part de ses inquiétudes quant à la possibilité d'une escalade de la guerre vers quelque chose d'encore plus grave, voire vers l'utilisation d'armes de destruction massive. Il a souligné le rôle potentiel des actions du président Trump, notant que si ce dernier tient ses promesses de campagne, le conflit pourrait se terminer plus tôt. Il espère que l'Europe n'essaiera pas de mettre en place une économie de guerre, ajoutant que cela pourrait entraîner des conséquences désastreuses. Son espoir est que la paix reviendra d'ici 2025, mais il a également affirmé que l'Ukraine n'adhérerait pas à l'OTAN, car l'expansion de l'OTAN semble peu probable. Il a ajouté que l'UE n'accepterait pas l'Ukraine en tant que membre à part entière, établissant un parallèle avec l'expérience des Balkans occidentaux. Selon lui, il n'est pas envisageable que l'UE accueille un nouveau membre à part entière au sein du Conseil européen, il faudrait d'abord modifier certaines règles de prise de décision. M. Jeremić préconise de mettre davantage l'accent sur la Communauté politique européenne, soutenue par la France et le président Macron. Enfin, il a souligné que les récentes déclarations des responsables européens concernant l'adhésion de l'Ukraine à l'UE n'ont pas de grandes chances de se concrétiser. Il recommande d'ajuster les attentes pour éviter les malentendus et a souligné la nécessité de faire évoluer la dynamique diplomatique et politique entre l'Ukraine et l'Europe, dans l'intérêt des relations futures.

L'avenir de l'Europe, avant toute autre chose, est devenu une question de sécurité. La sécurité européenne, pour la première fois depuis décembre 1941, est devenue une question essentiellement européenne. Il s'agit d'une nouveauté fondamentale. Ce qui est d'un intérêt primordial pour nous, Européens, dans la perspective de notre sécurité future, c'est que notre objectif stratégique consiste à faire de cette guerre un échec car si cette guerre russopoutinienne s'avérait être un succès, même mitigé, en cas de nouveau vote en faveur de la guerre, la guerre se poursuivrait. Avec l'élection de Trump, on ignore comment évoluera la politique américaine en matière de politique étrangère et vis-à-vis de l'Ukraine. La notion d'un accord obtenu par Trump est à mes yeux le pire scénario pour les Européens car cette approche accélérerait le processus d'adaptation des Européens, peut-être à un rythme trop rapide.

Conversation avec Aiman Ezzat



PRÉSIDENT :
Thierry de Montbrial
Fondateur et président de l'Ifri et de la WPC



Aiman Ezzat
Directeur général du Groupe Capgemini

Nous vivons une révolution numérique comparable à la révolution industrielle, où les règles de la concurrence et les attentes des consommateurs changent radicalement. La valeur se déplace de plus en plus vers le digital et nous assistons à une transition d'un monde physique vers un monde hybride physique-digital.

Parmi les technologies à l'œuvre, l'intelligence artificielle a un rôle majeur à jouer. L'IA n'est pas nouvelle, mais ses capacités se sont considérablement accrues grâce aux avancées en calcul et en gestion des données ces dernières années. Ses applications sont multiples et permettront de générer de la valeur de manière pervasive dans la société. Son adoption prendra du temps en raison des changements nécessaires dans les processus et les modes de travail.

Au-delà de l'IA, la transition vers le monde hybride physique-digital s'accompagnera de multiples défis :

- Sur la régulation, où il faut réguler les usages et non la technologie.
 - Sur la souveraineté, où il faudra trouver le juste équilibre.
 - Sur la cybersécurité, où il faudra anticiper et se préparer au mieux.
 - Sur la durabilité, où la technologie et l'innovation seront porteuses de solutions.
 - Sur le capital humain, où des investissements seront nécessaires.
- Chacun, acteurs privés et publics, a un rôle à jouer dans cette transition.



La révolution de l'IA et au-delà



PRÉSIDENT:
Daniel Andler
 Professeur émérite de Sorbonne Université, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, philosophe



François Barrault
 Fondateur et président de FDB Partners, président de l'IDATE DigiWorld

Avec l'aide de l'IA, l'humanité est appelée à voyager loin. Nous ignorons la durée et la destination de ce voyage, mais nous avons notre mot à dire. L'IA ne se pilote pas elle-même. On ne peut pas laisser les Sept Magnifiques et leurs homologues chinois décider pour nous. Lorsque nous nous tournons vers l'avenir, nous nous demandons à quel point l'IA deviendra performante. Mais cette question peut se comprendre de deux manières : (1) de quelles prouesses cognitives l'IA sera-t-elle capable ? (2) À quel point cela sera un progrès pour l'humanité ? Ce qui est bon pour l'IA n'est pas nécessairement bon pour l'humanité. Le fait de conseiller de profiter des bienfaits de l'IA tout en empêchant ou limitant ses éventuels dégâts n'a pas de sens. Nous devons faire mieux que cela. En examinant minutieusement les réalisations et les effets de l'IA nous pouvons évaluer si nous allons dans la bonne direction ou si nous devons corriger la trajectoire actuelle. Nous pouvons classer les produits et les promesses de l'IA selon deux dimensions : bénéfique ou nocive, toxique ou risquée ; réelle ou réaliste ou spéculative ou relevant purement d'un battage médiatique. Parmi les exemples associant réalisme et bénéfice a priori, on trouverait les moteurs de recherche intelligents, l'assistance scientifique, médicale, juridique et de conduite automobile. Parmi les exemples associant réalisme et risque de toxicité, citons les chatbots quasi parfaits, de type compagnon IA, ainsi que les IA produisant de la poésie, des romans, des compositions musicales, etc. Enfin, pour ce qui est des pièges ou des effets pervers, je distingue entre les problèmes inextricables que l'on doit affronter et les difficultés que l'on peut gérer activement. Pourraient faire partie de la première catégorie les armes mortelles autonomes et les nouveaux champs de bataille, la cybersécurité, le creusement des inégalités intra et interétatiques et la déshumanisation. Parmi les défis qu'il convient de relever figurent le respect de la vie privée, de la propriété intellectuelle, de la simple vérité factuelle, d'un certain degré de transparence dans la mesure où cela ne contredit pas la notion même d'IA, les effets environnementaux, les pertes de compétences et la création de fausses identités.

Je vois trois raisons clés qui expliquent qu'on parle partout de l'IA. Tout d'abord, il y a l'explosion de la technologie. La deuxième, c'est que l'IA sert de thème anxiogène sur les télévisions ; lorsque le monde est stable, les gens ont tendance à éviter de regarder la télévision, mais la peur suscite un intérêt considérable. La dernière raison, c'est la popularisation de ChatGPT. La technologie comprend trois éléments : le matériel, les transmissions/télécoms et les logiciels. En ce qui concerne le matériel, nous assistons à une nouvelle interprétation de la loi de Moore, selon laquelle la capacité ne double plus tous les 18 mois. Au lieu de cela, nous avons de minuscules puces, telles que les puces quantiques et les avancées dans le domaine de l'informatique de périphérie. Nos smartphones constituent l'exemple même des nouvelles technologies d'aujourd'hui. Pour la transmission, nous disposons des technologies 5G+, 6G, de la fibre optique et du satellite. En ce qui concerne les logiciels, nous créons, transmettons et traitons des données à l'aide de nouveaux algorithmes, notamment les Large language models (LLM) et les Large quantitative models (LOM). ChatGPT est apparu en 2019, ce qui en fait un outil relativement nouveau et nous en sommes actuellement à ChatGPT 4. La progression de ChatGPT peut être comparée à des stades de développement : la version 1 ressemblait à un enfant de trois ans, la version 2 à un adolescent, la version 3 à un étudiant d'université et la version actuelle équivalait au niveau de doctorat. Les versions futures, telles que ChatGPT N+1, travailleront à partir d'un corpus d'informations choisies dans un contexte déterminé. ChatGPT N+2 est particulièrement intéressant car il devrait atteindre une précision de près de 100 %. Il s'agit de comprendre les mots que nous utilisons, nos émotions, nos histoires et nos préférences. Par conséquent, le ChatGPT N+2 pourrait servir de chef de cabinet. L'évolution du ChatGPT entraînera le déclin des emplois orientés sur les tâches, ce qui nous laissera plus de temps pour communiquer et faire appel à notre côté créatif. Pour conclure, l'IA a le potentiel de simplifier nos vies en éliminant les tâches banales, nous offrant ainsi davantage d'opportunités de nous connecter les uns aux autres et de créer un monde meilleur.



La révolution de l'IA et au-delà



Omran Sharaf
Ministre adjoint des Affaires étrangères pour les Sciences et Technologies avancées des Émirats arabes unis



Lee Tiedrich
Distinguished Faculty Fellow dans le domaine du droit et de la technologie responsable à la Duke University, membre de l'OCDE et du Partenariat mondial sur l'IA

Par le passé, la technologie a joué un rôle crucial, en arrière-plan, dans l'évolution du paysage géopolitique. De nos jours, avec l'IA et d'autres technologies émergentes, elle joue désormais ce rôle en première ligne. Auparavant, les technologies avancées étaient concentrées entre les mains d'acteurs étatiques. Eux seuls y avaient accès, avaient la capacité ou les aptitudes requises dans ce domaine. À présent, des acteurs non étatiques ont en fait accès à ce secteur, développent des technologies et ont leur mot à dire sur leur évolution. C'est pourquoi les répercussions sur l'équation géopolitique ont changé. Les technologies comme l'IA, le génome ou la technologie quantique, domaine où de récentes percées ont eu lieu, modifieront la manière dont les nations interagissent et travaillent ensemble. L'IA nous offre une excellente plateforme, une chance d'apprendre à nous y préparer. L'IA générera beaucoup plus d'opportunités que de difficultés. La question est surtout de savoir comment la gouverner et si nous la régulons ou la nourrissons de sorte qu'elle évolue dans la bonne direction. Ce débat doit avoir lieu, je crois, au niveau des plateformes multilatérales et de discussions bilatérales. Les nations doivent en discuter, mais sans entraver ou bloquer les progrès de cette évolution, dans un domaine important si riche de bienfaits pour toute l'humanité. La grande complexité de cette technologie nous oblige à coopérer car, du point de vue de l'efficacité, il est plus productif pour nous de collaborer que d'avoir plusieurs blocs qui refuseraient de collaborer sur cette capacité à la fois importante et critique.

Certaines instances ont déjà pris de l'avance en matière d'approche réglementaire. L'UNESCO a conclu un accord en 2021 à propos de l'IA. Plus récemment, il y a eu le Pacte numérique mondial, qui mène des actions de suivi ; le comité consultatif des Nations unies consacré à l'IA ; ainsi que l'UIT. Pour les entreprises, cela veut également dire qu'elles doivent s'y préparer afin de s'adapter. Je dis toujours que j'ignore à quoi ressemblera le paysage juridique dans un an, mais que je suis seulement certaine qu'il va beaucoup changer. Les entreprises aussi auront grand besoin d'une approche mondiale et multidisciplinaire, et ce, dès la phase de conception, dans le cadre de laquelle elles doivent s'assurer que les concepteurs et ingénieurs consultent les équipes chargées du droit, de l'éthique, de la politique, etc. Cette collaboration devra se faire selon un processus continu, sur tout le cycle de vie du système d'IA. En ma qualité de membre du Partenariat mondial sur l'intelligence artificielle (PMIA) de l'OCDE, j'ai notamment étudié les effets de l'IA sur l'environnement. Là encore, les défis et les potentiels sont multiples. Le travail que nous avons accompli dans le cadre du PMIA/OCDE a permis la rédaction de rapports sur la manière dont l'IA peut aider à atténuer certains problèmes climatiques actuels, ainsi que la perte de biodiversité. L'IA peut par exemple servir à améliorer le réseau électrique, à optimiser l'usage des énergies renouvelables, à créer une agriculture intelligente, etc. Ce ne sont pas les bons exemples qui manquent. Pourtant, tous les journaux alertent sur l'énormité des besoins énergétiques des systèmes d'IA. Là encore, la question est de savoir comment optimiser les bénéfices et atténuer les risques et c'est de la science que viendra la solution. Ce dont nous avons besoin, entre autres choses, c'est de meilleures techniques de mesure, afin de mieux évaluer les bienfaits et les répercussions.

Leaders innovants : Transformer les entreprises avec l'IA générative



PRÉSIDENTE :

Lucia Sinapi-Thomas

Vice-présidente exécutive, directrice générale de Capgemini Ventures

Lucia Russo

Analyste des politiques en matière d'intelligence artificielle à l'OCDE

Pour les dirigeants d'entreprise, l'IA générative devrait représenter la prochaine frontière en termes d'automatisation et de productivité. Il ne fait aucun doute, sans surprise, que dans notre dernière enquête du Capgemini Research Institute, l'IA générative apparaît à l'ordre du jour du Conseil d'administration pour 96 % des personnes interrogées.

Nous ne pouvons ignorer le fait que, parallèlement à ces avantages escomptés, l'IA générative suscite quelques préoccupations fondamentales. Cela répond à la crainte sans précédent d'une singularité technologique, à savoir l'existence d'un point hypothétique où les ordinateurs dépasseraient l'intelligence humaine. Juste après avoir reçu le prix Nobel, Geoffrey Hinton a alerté sur les risques liés à l'IA pour l'humanité, tandis que Davos 2024 soulignait les risques liés à la désinformation. Tout cela explique pourquoi l'IA est un sujet brûlant dans les programmes politiques. En février, la France accueillera le premier sommet pour l'action sur l'intelligence artificielle, qui devrait poser la question de la gouvernance mondiale de l'IA. Pour revenir sur l'adoption de l'IA générative par les entreprises, je donnerai quelques exemples de ce qui est sur le chemin critique. Nous entendons dire que les grands modèles de langage peuvent halluciner. Or, pour que les entreprises puissent les adopter, l'explicabilité, l'auditabilité et la transparence sont primordiales. En outre, l'impact environnemental de l'IA générative est un vrai problème. Les grands modèles de langage sont très gourmands en ressources informatiques. Par exemple, une recherche sur ChatGPT est 10 fois plus gourmande en ressources informatiques qu'une recherche sur Google. La quantité de données générées double tous les deux ans. Cela accroît le besoin en centres de données, dont le nombre devrait augmenter de 48 % d'ici à 2030, ce qui nécessite bien sûr des ressources suffisantes en énergie. L'Agence internationale de l'énergie prévoit que d'ici 2026, les centres de données consommeront autant que l'ensemble du Japon.

Mes collègues de l'OCDE ont obtenu une contribution de 0,5 à 0,9 % à nos gains de productivité nets. Cela indique que l'IA permet de stimuler la productivité, mais pas d'atteindre les niveaux des années soixante, même si, bien sûr, ces estimations dépendent de certains paramètres. L'adoption est l'un des facteurs clés qui permettront d'accroître la compétitivité et de réaliser des gains de productivité. Ceux qui préoccupent le plus les responsables politiques en matière d'IA sont liés, notamment, à la désinformation et à la mésinformation. Ce phénomène n'est certes pas nouveau. Ce qui l'est, c'est le fait que l'IA générative accélère l'ampleur de la génération de contenu et sa propagation. En ce qui concerne les droits de propriété intellectuelle, nous savons que ces modèles sont formés sur de grandes quantités de textes et d'autres documents qui sont souvent protégés par des droits d'auteur, ce qui soulève la question de la juste rémunération des auteurs. Les conséquences sur le marché du travail sont également inquiétantes, même si, par exemple, les Perspectives de l'économie numérique de l'OCDE reconnaissent qu'elles ne se sont pas encore matérialisées par les bouleversements auxquels on s'attendait. Pour conclure, j'aimerais souligner le rôle que les responsables politiques doivent jouer dans la maîtrise de ces risques tout en encourageant ces avancées novatrices. La première chose à faire est d'instaurer la confiance dans l'IA car la demande envers ces systèmes dépend du fait que les utilisateurs sont convaincus que les systèmes sont transparents, fiables et sûrs. Cela peut se faire par le biais de cadres politiques, sans entraver l'innovation. Deuxièmement, et c'est peut-être le plus important, il s'agit de soutenir l'adoption de l'IA en investissant dans des actifs complémentaires, des infrastructures numériques immatérielles, mais peut-être surtout dans les compétences nécessaires au déploiement de ces technologies. Troisièmement, il faut faciliter la réaffectation des ressources dans l'ensemble de l'économie, y compris la main-d'œuvre, afin de faciliter les transitions sur le marché du travail, mais aussi de garantir la réaffectation des capitaux par le biais de systèmes financiers bien développés.



Leaders innovants : Transformer les entreprises avec l'IA générative



Eiso Kant
CTO et cofondateur de Poolside



Rotem Alaluf
Directeur général de Wand.ai



Felix Naser
COO de Liquid.AI

On voit souvent de nombreuses mains se lever dans la salle. Or je crois qu'en réalité, la grande majorité d'entre nous sous-estime ce qui se passera dans les décennies à venir. Nous pensons que la voie vers une IAG – un terme mal défini selon moi, mais admettons qu'il désigne le fait de combler entièrement l'écart entre l'intelligence humaine et l'intelligence de la machine dans tous les domaines que nous considérons comme économiquement utiles – passe d'abord par le comblement de cet écart dans le développement logiciel. Nous pensons que la voie vers une IAG passera par la mise en place des capacités les plus performantes au monde en matière de développement de logiciels et de programmation et seulement dans un second temps pour d'autres domaines. Nous voudrions leur fournir des quantités croissantes d'informations et d'accès aux données au sein de nos entreprises. Aujourd'hui, chez Poolside, nous déployons nos systèmes entièrement derrière le pare-feu du client, y compris le modèle, la couche de données, la couche d'intelligence et les applications. Ce qui est unique chez nous et notre place dans le monde, c'est que nous avons une « relation de travail de première partie » avec Amazon Web Services, ce qui n'est arrivé que quelques rares fois dans l'histoire de l'entreprise. Toutefois, il existe aujourd'hui des logiciels SaaS qui tentent d'imiter le travail humain. Ces logiciels et ces entreprises vont soit se développer avec l'IA et évoluer vers un monde où sont proposés des agents capables d'assumer de plus en plus de tâches à un niveau d'abstraction plus élevé ou avec des objectifs qui leur sont assignés, soit se laisser distancer. J'estime peu probable que l'ensemble de l'offre SaaS disparaisse. Nous continuerons à vouloir que de nombreux logiciels existent : je veux que mes transactions bancaires soient effectuées par un logiciel déterministe et non par un agent. Toutefois, les logiciels qui résisteront le mieux à l'épreuve du temps seront des systèmes d'enregistrement plus importants, liés à des entreprises capables d'exploiter ces modèles et d'en faire des agents réellement utiles qui viendront renforcer la main-d'œuvre existante.

En résumé, l'IA, en particulier lorsqu'il s'agit de systèmes critiques pour les entreprises et les gouvernements, n'est pas un modèle de langage à un seul composant ou tout autre modèle de fondation. Elle consiste en une plateforme beaucoup plus complexe qui nécessite des dizaines de composants différents. Une entreprise n'a pas besoin de tout construire de bout en bout, je déconseillerais même de le faire. Les entreprises technologiques doivent le faire, afin de créer davantage de grandes solutions d'entreprise qui offrent cette confiance et tous les différents composants nécessaires pour que l'entreprise utilise le système de la meilleure manière. Ma dernière remarque sera que c'est un défi technologique difficile à relever, mais qu'il finira par être surmonté. De nombreuses personnes très intelligentes travaillent aujourd'hui à lever les obstacles technologiques. À mon avis, elles atteindront d'ici 5 à 10 ans les capacités humaines dans presque toutes les tâches souhaitées. Aujourd'hui, ce qui est bien plus difficile que la technologie, c'est la gestion du changement, la manière d'amener la technologie vers les gens et d'inspirer confiance. Les sociétés de conseil ont beaucoup de travail à faire pour que les entreprises voient comment nous pouvons combler le fossé entre la situation actuelle – ce qu'on appellerait l'ancien monde des logiciels – et le nouveau monde – où la main-d'œuvre d'IA collabore avec l'humanité. Cette difficulté me paraît désormais bien plus grande que les parties relatives au texte.

Liquid.AI est une entreprise de modèle de fondation dont le siège se trouve à Cambridge, dans le Massachusetts. Notre mission est de construire des systèmes d'IA polyvalents fiables et efficaces à toutes les échelles. Nos Liquid Foundation Models (LFMs) présentent trois avantages majeurs. Le premier est l'efficacité par rapport à ce qui était possible auparavant, en particulier par rapport aux architectures de transformateurs : le changement de fonction en termes d'efficacité est réel. Nous pouvons mieux comprendre pourquoi le modèle prend telle ou telle décision et ainsi, prendre les mesures adaptées, soit par amélioration de la qualité des données, soit par alignement sur les préférences humaines. Nous voulons nous assurer autant que possible que le modèle se comporte de manière correcte. Enfin, les LFMs ne montrent aucun inconvénient en termes de qualité, mais bien au contraire un avantage. Ces modèles sont à la pointe de la technologie dans leurs tailles respectives. Non seulement ils débloquent des gains d'efficacité et de capacité, mais ils surpassent les autres modèles de taille équivalente. C'est vraiment passionnant et nous sommes impatients de continuer à travailler avec nos partenaires de conception et nos clients pour mettre cette technologie à la disposition du monde et des entreprises. Comme vous l'imaginez, sur la base de ces gains de qualité et d'efficacité, surtout pour les applications sur les appareils, où soudain l'IAG de pointe est possible en raison des gains d'efficacité permis par les modèles de fondation liquides. Du point de vue de nos clients, c'est extraordinaire pour les raisons suivantes : la latence ne dépend pas d'appels coûteux vers le cloud et les réponses peuvent être calculées directement sur l'appareil. Cela permet donc une confidentialité locale totale.



L'expansion des BRICS : implications pour l'avenir de l'ordre mondial



PRÉSIDENT :
Nikolaus Lang
 Directeur Associé Senior au bureau de Munich du BCG



Etienne Berchtold
 Ambassadeur de la République d'Autriche aux Émirats arabes unis, ancien porte-parole de la politique étrangère et européenne de trois chanceliers autrichiens

La session consacrée à « L'expansion des BRICS : implications pour l'avenir de l'ordre mondial » a donné lieu à une discussion éclairante sur les forces mondiales qui impactent les entreprises, en particulier l'élargissement des BRICS et la réponse que les dirigeants d'entreprise peuvent apporter face à cette nouvelle dynamique. Dans un contexte où les dirigeants d'entreprise ne cessent de s'interroger sur l'impact des macro-tendances sur les entreprises, BCG a identifié les forces mondiales qui façonnent les entreprises. Au nombre de ces forces figurent le déplacement du centre de gravité du commerce international vers l'Asie, l'élargissement des BRICS, la guerre en Ukraine et la crise au Moyen-Orient, la géopolitique de l'intelligence artificielle (IA) et la gestion des changements démographiques. Sous l'effet des développements survenus ces six derniers mois, en particulier l'élargissement officiel des BRICS, cette organisation a vu son poids se renforcer, au regard de son immense population et de son impact sur le PIB et le commerce. L'élargissement des BRICS aura une influence sur cinq domaines cruciaux pour les entreprises : l'énergie, le commerce, les infrastructures et le développement, la politique monétaire et enfin la coopération technologique. Premièrement, l'énergie : le volume des exportations et des importations de pétrole et de gaz montre que le groupe élargi des BRICS (BRICS+) et les nouveaux membres potentiels mettent en place leur propre marché de l'énergie, en toute indépendance par rapport aux autres acteurs. Si l'on analyse les échanges commerciaux et les volumes d'exportations et d'importations, on constate que, sur la période de 20 ans allant de 2003 à 2023, la part du commerce intra-BRICS a augmenté de 10 à 20 points de pourcentage pour de nombreux pays. BCG a identifié cinq réponses majeures que les entreprises peuvent apporter face à ces nouvelles dynamiques : développer une stratégie de mise sur le marché spécifique aux BRICS+ ; exploiter l'essor des infrastructures dans les BRICS+ ; tirer parti des BRICS+ pour bâtir des chaînes d'approvisionnement résilientes ; composer avec le régime de sanctions occidentales et les réalités commerciales fondées sur le principe « BRICS-pour-les-BRICS » ; et développer une expertise géopolitique interne pour une prise de décision éclairée.

Nous avons assisté à une perte d'influence progressive et continue de l'Occident au cours des 15 dernières années. Très honnêtement, la moitié du monde ne s'est pas jointe aux sanctions contre la Russie après sa guerre d'agression, un constat qui nous amène à faire un état des lieux et à réfléchir à la direction que nous devrions prendre. L'une des principales leçons que l'Occident, le G7 et l'Union européenne devraient tirer est de cesser de se lamenter sur cette perte d'influence. Nous devons engager un dialogue avec les BRICS, les écouter et tenir compte de leurs préoccupations, et surtout nous abstenir de leur faire la leçon. Par exemple, si notre pays hôte nous dit que les BRICS sont un projet géoéconomique, nous devons l'accepter et engager un dialogue sur cette base, dans une optique de diversification géoéconomique. Les Émirats arabes unis sont particulièrement performants sur le plan de la diversification économique et de la mise en œuvre de leurs accords de libre-échange (CEPA). Il serait également judicieux d'inviter les dirigeants des BRICS, comme l'a déjà fait l'Italie cette année, aux sommets du G7. Pour finir, nous devons nous montrer prudents avant de proférer des menaces à l'encontre des BRICS. Nous devons en effet nous abstenir de suivre l'exemple du président élu Trump qui a clairement fait savoir il y a une semaine sur X, que s'ils mettaient en œuvre une alternative au dollar, les États-Unis imposeraient des droits de douane de 100 %. À ce jour, la mise en place d'une monnaie au sein du groupe des BRICS n'a fait l'objet d'aucun plan concret, mais si nous continuons à les menacer, ils pourraient peut-être envisager.



L'expansion des BRICS : implications pour l'avenir de l'ordre mondial



Trudi Makhaya

Membre du conseil d'administration de Spar Group, ancienne conseillère économique du président d'Afrique du Sud



Constanza Negri Biasutti

Sherpa du B20 pour le Brésil et ancienne directrice Commerce et Intégration internationale à la Confédération nationale de l'Industrie du Brésil



Qiao Yide

Vice-président et secrétaire général de la Shanghai Development Research Foundation

Concernant plus spécifiquement l'expérience sud-africaine, du point de vue du commerce dans la configuration des BRICS, nous exportons principalement vers la Chine, mais nous entretenons également, dans une certaine mesure, de bonnes relations avec le Brésil, l'Inde et, dans une moindre mesure, avec la Russie en termes d'exportations et d'échanges commerciaux, mais ce pays reste tout de même assez présent. Globalement, la balance commerciale de l'Afrique du Sud est déficitaire avec les autres pays des BRICS, et en particulier avec notre principal partenaire commercial, la Chine. Nous constatons également que nos exportations vers le bloc des BRICS restent dominées par les matières premières à très faible valeur ajoutée et dont les prix ont tendance à être très cycliques. On peut donc se demander si la qualité des échanges commerciaux de l'Afrique du Sud a fondamentalement et véritablement changé. Dernièrement, l'Afrique du Sud a multiplié les actions de plaidoyer auprès des autres pays membres des BRICS en faveur d'un rééquilibrage des échanges commerciaux et d'une diminution du déficit commercial. Notre objectif est également de passer des exportations de matières premières aux exportations de produits à plus forte valeur ajoutée. Pour résumer, je dirais que les BRICS offrent de nombreuses opportunités, lesquelles vont s'accroître avec l'élargissement du groupe, mais il est important de souligner que ces opportunités doivent s'inscrire dans une démarche constructive à même de transformer véritablement la structure de l'intégration de l'Afrique dans le reste de l'économie.

Malgré des différences manifestes en termes de composition et de vision géopolitique, le G20 et les BRICS doivent être considérés comme complémentaires. Ceci est particulièrement vrai pour le Brésil, un pays qui s'attache à adopter une approche équilibrée en termes de politique étrangère, qui crée de nouvelles opportunités stratégiques pour le secteur privé et qui diversifie les opportunités économiques en veillant à équilibrer ses relations avec les différentes puissances. Je pense que l'intégration économique au sein de ces forums et plus particulièrement au sein des BRICS, peut prendre un certain temps et nous verrons ce que l'avenir nous réserve car les BRICS+ n'en sont encore qu'à leurs débuts. Ces forums représentent déjà des marchés importants pour les entreprises à court terme, il est donc stratégique et impératif pour le secteur privé de prendre une part active aux discussions de ces forums afin de peser sur l'agenda économique. Rappelons brièvement les grandes priorités que le Brésil a définies pour ces deux présidences en matière de gouvernance. Pour le G20, la présidence brésilienne a axé les travaux sur trois priorités : la lutte contre la faim et la pauvreté, la promotion du développement durable dans ses dimensions économiques, sociales et environnementales, et la réforme de la gouvernance mondiale pour refléter les réalités du XXI^e siècle. Quant aux priorités pour le sommet des BRICS, le gouvernement brésilien en a déjà donné un bref aperçu. Cinq priorités se dégagent en matière de gouvernance, mais tout ceci sera affiné à partir de janvier 2025 : 1/ La réforme des systèmes monétaires et financiers internationaux; 2/ La gouvernance de l'IA; 3/ Le changement climatique, plus précisément la coordination des efforts en vue de la COP 30 et d'autres questions qui ne sont pas abordées dans le cadre de la CCNUCC; 4/ La santé sera une priorité pour le Brésil lors de sa présidence des BRICS; 5/ La gouvernance des BRICS en termes de développement, d'intégration de nouveaux membres et de rationalisation des mécanismes de coordination.

Tout d'abord, la NDB a un fonctionnement efficace et est notée AA+ par Standard and Poor's, soit une note supérieure à celle de chacun des cinq pays. La NDB lève des fonds sur le marché international, à un coût de 30 ou 40 points de base seulement, plus élevé que celui de la Banque mondiale. Deuxièmement, le principe d'équité a été respecté puisque, comme je l'ai mentionné, le capital est partagé à parts égales entre les cinq membres initiaux. Dernier point, elle enregistre de très bons résultats et son objectif est de soutenir l'ordre économique international existant et non de l'affaiblir, contrairement à ce que certains soupçonnaient à l'origine. Premièrement, je dirais qu'il faut élaborer une stratégie adaptée à chaque pays, car les pays membres des BRICS sont très différents en termes de politiques de développement et de systèmes sociaux, et il est donc impossible d'appliquer une stratégie unique pour tous les pays. Deuxièmement, nous devons étudier en profondeur l'environnement des entreprises, la législation et les réglementations, non seulement avant d'investir, mais aussi de façon continue après avoir investi dans des opérations. Troisièmement, il faut faire appel aux talents et experts locaux et leur faire confiance. Pour ce qui est des écueils, la première chose à éviter est une trop grande concentration du processus de prise de décision au siège. Ensuite, les entreprises ne doivent pas se contenter de reproduire à l'identique l'approche qu'elles ont utilisée dans les pays avancés, même si celle-ci a été couronnée de succès, ou dans d'autres pays en développement. Elles doivent au contraire adopter une approche spécifique au pays.

Conversation avec Anwar Gargash



Anwar Gargash
Conseiller diplomatique du président des Émirats arabes unis



PRÉSIDENT :
Thierry de Montbrial
Fondateur et président de l'Ifri et de la WPC

En ce qui concerne la Syrie, je dirais qu'il y a trois mots clés à retenir : espoir, inquiétude et opportunité. L'espoir que les Syriens puissent enfin construire un système inclusif rassemblant toutes les composantes et ainsi aller de l'avant, car les Syriens sont un peuple très talentueux. Il est extrêmement important qu'ils surmontent leur histoire torturée. La première leçon du passé est que la politique de marginalisation de certaines composantes de la société syrienne a échoué. Je pense que nous devons faire preuve d'optimisme et aider les Syriens dans la tâche titanesque qui est la leur aujourd'hui. « Opportunité » est le troisième mot clé qui vient à l'esprit. Si nous partons du principe qu'il s'agit d'une réincarnation des aventures brutales de Daech ou d'une redite du printemps arabe, alors je pense que nous aurons un nouvel épisode de conflit dans la région. Les relations des Émirats arabes unis et d'autres pays du monde arabe tendent à s'améliorer avec l'Iran. Nous espérons par ailleurs que l'Iran prendra conscience qu'un programme d'expansion régionale basé sur les milices et le sectarisme n'est pas vraiment dans l'intérêt de la région, ni même de l'Iran. L'état actuel des relations de l'Iran avec de nombreux pays du Golfe, dont les Émirats arabes unis, et je dirais qu'elles n'ont probablement pas été aussi bonnes depuis de nombreuses années. Je pense que l'Iran est également désireux de maintenir ces relations. Nous ne savons pas avec certitude quelle sera la nouvelle politique américaine, nous en avons une idée en nous basant sur le premier mandat du président Trump et sur ses différentes déclarations. Selon moi, l'optimisme doit toujours être présent pour permettre à la diplomatie de déverrouiller ce qui peut parfois apparaître comme des portes ou des perspectives fermées. En ce qui concerne Israël et le Premier ministre Netanyahu, je pense que la leçon à tirer est que le succès militaire sans issue politique, dans la région et dans l'histoire, a toujours été un mirage. Faute d'issue politique, ces défaites engendreront de nouvelles crises. Je pense que le gouvernement Trump en a également conscience. Ce réalisme doit se traduire par un plus grand leadership américain dans cette région. Nous devons également être conscients des nombreuses forces obscures qui vivent encore dans une sorte de bulle idéologique et veulent recréer leur rêve qui, par le passé, a échoué non pas une fois, mais plusieurs fois.



The Covid-19 pandemic

- The COVID-19 pandemic is the worst combined health and socioeconomic crisis in living memory.
- The global excess death toll is estimated to be 30 million.
- At its highest point in 2020, 90% of schoolchildren were unable to attend school.
- At least 150 million people have been pushed into extreme poverty.
- US\$ 22 trillion of output is expected to be lost in the period 2020-2025 — the deepest shock to the global economy since World War II.
- The pandemic continues to have a profound impact on lives and livelihoods as economic recovery takes place in wealthier countries but falters in the poorest countries.
- Covid-19 and pandemics have dropped off the global political agenda.

Les défis mondiaux de la santé



PRÉSIDENT:
Michel Kazatchkine
 Conseiller spécial du Bureau régional de l'OMS pour l'Europe



Antoine Flahault
 Directeur de l'Institut de santé globale à l'Université de Genève, directeur de l'École suisse de santé publique (SSPH+)

Pour conclure, permettez-moi de faire deux remarques. La première est que la santé est un enjeu important parmi les priorités de la politique étrangère. La santé est un enjeu géopolitique, comme nous le voyons tous les jours dans les négociations à Genève. La santé requiert du « hard power » (lors de la négociation d'un traité) et du « soft power ». La santé est désormais un enjeu clé en termes de sécurité. Sous le gouvernement Biden, la santé mondiale relevait d'un département des affaires de sécurité mondiale au sein du département d'État. La santé est un enjeu majeur parmi les priorités de l'économie internationale, du commerce et de l'industrie. C'est aussi une question de justice sociale et de droits de l'homme et elle fait partie intégrante des crises et des défis interconnectés auxquels nous sommes confrontés, en matière d'alimentation, de climat, d'énergie et d'eau. Notre représentante brésilienne au panel d'hier nous a dit que ce sera un enjeu clé à l'ordre du jour des BRICS sur le G20 pour l'année à venir. Elle figure à l'ordre du jour de la WPC depuis trois ans maintenant, un symptôme clair qu'elle est effectivement considérée comme faisant partie des priorités de la politique étrangère. En matière de santé mondiale, nous devons aborder un certain nombre de problèmes communs que le monde ne peut résoudre qu'en s'unissant en une communauté internationale. Aucun pays ne peut résoudre ces problèmes à lui seul et en voici quelques-uns : 1/ La prévention, la préparation et la riposte aux pandémies; 2/ Le VIH, la tuberculose, le paludisme, qui sont des pandémies en cours; 3/ L'éradication de la polio; 4/ La résistance aux antimicrobiens; 5/ L'épidémie croissante de l'obésité et du diabète de type 2; 6/ Les déterminants sociaux, économiques, commerciaux et politiques des maladies non transmissibles; 7/ Les drogues synthétiques, qui constituent désormais un problème commun dans le monde; 8/ La numérisation de la santé, le rôle de l'IA et la régulation de l'IA pour la santé; 9/ La question de la gouvernance mondiale de la santé.

Nous sommes aujourd'hui confrontés à d'énormes défis démographiques, avec une société vieillissante qui nécessite des efforts multilatéraux, exactement comme nous l'avons fait au siècle dernier pour la variole, avec de nombreuses maladies et risques que nous pourrions essayer d'éviter ou de réduire. Il ne s'agit pas de prolonger indéfiniment notre vie, mais bien d'améliorer notre santé et notre qualité de vie dans le cadre de notre espérance de vie déjà longue. La prévention consiste à comprimer la morbidité aux dernières étapes de notre vie. Si nous parvenons à réduire le recours aux traitements contre les maladies chroniques chez les personnes âgées, nous contribuerons à réduire les dépenses de santé. Dans les pays de l'OCDE, nous consacrons 95 à 97 % de nos dépenses de santé au traitement des patients par des médicaments coûteux ou à des séjours à l'hôpital. La prévention peut éviter ou retarder l'apparition de maladies. Avec moins de besoins en soins de santé, la prévention peut contribuer à réduire la pénurie de professionnels de santé. Par ailleurs, la prévention profite également à la planète, à l'air que nous respirons et au climat. Il y a beaucoup à apprendre et à gagner grâce à la prévention. Ce qui manque souvent, c'est la volonté politique.



Les défis mondiaux de la santé



Maha Barakat

Ministre adjointe de la Santé et des Sciences naturelles au ministère des Affaires étrangères des Émirats arabes unis



Jean-François Etter

Professeur à l'Institut de Santé Mondiale (ISG) à l'Université de Genève



Juliette Tuakli

Ambassadrice de Mercy Ships Africa, ancienne professeure de pédiatrie clinique à la Harvard Medical School, fondatrice et ancienne directrice médicale de CHILD Accra au Ghana



Yoshiyuki Sagara

Senior Research Fellow at the Asia Pacific Initiative (API) spécialisé dans les politiques de sécurité sanitaire

On estime que d'ici la fin du siècle, le changement climatique entrainera probablement des conséquences directes sur plus de neuf millions de vies chaque année. Ces effets comprennent : 1/ Les phénomènes météorologiques extrêmes, dont nous avons récemment pu constater les effets dévastateurs en Espagne et plus précisément à Valence; 2/ Une chaleur trop intense peut simplement provoquer un coup de chaleur et d'autres problèmes; 3/ Les maladies respiratoires et la charge croissante de l'asthme, du cancer du poumon et de la bronchopneumopathie chronique obstructive; 4/ Les maladies d'origine hydrique sont nombreuses et nous venons d'entendre parler du choléra. Il y a aussi d'autres maladies comme la polio; 5/ Les zoonoses sont des maladies qui se déclarent chez les animaux puis se transmettent aux humains. De nombreuses épidémies, comme la pandémie que nous venons de connaître, étaient des zoonoses, c'est-à-dire des maladies qui se transmettent d'un animal à l'homme. Cela concerne le Covid-19, mais aussi la mpox, la grippe porcine, la grippe aviaire et tous ces virus grippaux qui se transmettent d'un animal à l'homme. Passons maintenant à la pollution de l'air. Nous avons entendu brièvement comment la pollution de l'air affecte le monde. Un chirurgien thoracique très expérimenté de New Delhi publie de nombreux articles sur ce sujet et il dit en substance que ce qu'il voyait dans les années 1980 est très différent de ce qu'il voit aujourd'hui. Plus de 50 % des cas de cancer du poumon à New Delhi concernent désormais des non-fumeurs, ce qui est du jamais vu. Auparavant, plus de 90 % concernaient des fumeurs et il le constate chez des personnes de plus en plus jeunes.

Le tabagisme est l'une des principales causes de décès et de maladies dans le monde, tuant plus de 7,5 millions de personnes chaque année et impactant les économies en raison des pertes de productivité. La réponse internationale à cette crise est la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac (CCLAT), qui encourage les pays à mettre en œuvre des lois et des taxes pour réduire la prévalence du tabagisme. La CCLAT a apporté des contributions importantes, notamment en inspirant d'autres accords internationaux, comme l'Accord de Paris sur le climat et le traité actuel sur les pandémies. Cependant, sa mise en œuvre a été lente, son application faible et l'interférence de l'industrie du tabac persistante. L'évolution du marché du tabac – avec les cigarettes électroniques, les produits à base de tabac chauffé et les sachets de nicotine – a distancé la réponse de la CCLAT. Le financement de philanthropes privés soulève également des inquiétudes quant à leur influence induite sur les politiques publiques. Enfin, certains pays non-signataires de la CCLAT ont également réduit la prévalence du tabagisme, ce qui soulève des questions sur l'impact de la CCLAT. La réduction des risques liés au tabac offre des alternatives au tabagisme en s'attaquant aux méfaits de la combustion plutôt qu'à la consommation de nicotine. Cette approche est particulièrement pertinente pour les populations qui ont du mal à arrêter de fumer, comme les personnes souffrant de problèmes de santé mentale. La réduction des méfaits du tabac reste toutefois controversée, certains opposants craignant qu'elle ne normalise la consommation de nicotine, n'attire les jeunes ou ne porte atteinte aux politiques traditionnelles de lutte antitabac. L'OMS et la CCLAT se sont fermement opposées à cette stratégie et des experts de premier plan ont été exclus des COP (conférences des parties). Parmi les principaux enseignements tirés de la CCLAT pour la santé mondiale figurent le pouvoir du multilatéralisme, la nécessité de politiques fondées sur la science, la protection des politiques contre les influences induites, une gouvernance solide mais inclusive, la transparence et la flexibilité pour relever les défis émergents. Ces principes peuvent guider les réponses aux futures crises de santé publique, notamment les pandémies.

Les formes alternatives de financement des soins de santé sont essentielles pour renforcer la résilience des systèmes de santé africains. Par ailleurs, le poids financier de la prévention des maladies a évolué. Un accès sûr et abordable aux services chirurgicaux est un élément essentiel et rentable de l'amélioration de la prévention des maladies car le poids des maladies non transmissibles sur le continent dépasse l'impact des maladies transmissibles.

En matière de prévention et de réponse aux pandémies, le monde répète le cycle de « panique et indifférence ». Historiquement, les pandémies encouragent les gouvernements et les organismes mondiaux à donner la priorité à la prévention, mais une attention soutenue s'estompée souvent avec le temps. Le programme de sécurité sanitaire mondiale, lancé après l'épidémie d'Ebola de 2014, reposait initialement sur l'hypothèse erronée selon laquelle les pandémies toucheraient principalement les pays en voie de développement. Cependant, la pandémie de Covid-19 a démontré que toutes les nations sont vulnérables, suscitant de nouvelles discussions internationales sur la préparation et la réglementation, notamment le projet de traité de l'OMS sur la préparation aux pandémies et les amendements au Règlement sanitaire international en 2024. Pendant la pandémie de Covid-19, le programme de sécurité sanitaire mondiale a largement fonctionné comme un programme de sécurité sanitaire nationale. Les experts soulignent que la prévention n'est pas seulement un impératif mondial mais aussi un intérêt national crucial. Pour que cela devienne une réalité, il est essentiel de concrétiser le programme de prévention des pandémies en se concentrant sur deux domaines clés : (1) des mécanismes de surveillance robustes pour détecter les agents pathogènes et les maladies émergents, et (2) une couverture de santé universelle (CSU). Le Japon a joué un rôle de premier plan en mettant en avant des stratégies efficaces dans ces deux domaines. La détection précoce du Covid-19 le 15 janvier 2020 a été appuyée par des systèmes de surveillance mis en place en 2019, initialement prévus pour les Jeux olympiques de Tokyo de 2020. Même avec une capacité limitée en matière de tests PCR, les processus d'orientation efficaces du Japon, y compris l'utilisation de scanners-CT, ont contribué à gérer les cas efficacement. De plus, les systèmes de CSU ont freiné la propagation du virus et ont sauvé des vies, contribuant ainsi au faible taux de mortalité lié au Covid-19 au Japon. À l'avenir, le Japon promet la CSU dans le monde entier grâce à un nouveau centre de connaissances à Tokyo, en partenariat avec l'OMS et la Banque mondiale.



Géopolitique, alimentation et faim dans le monde : un sujet oublié et explosif



PRÉSIDENT :

Jean-Michel Severino

Président de Investisseurs & Partenaires, ancien vice-président de la Banque mondiale pour l'Asie, ancien directeur général de l'Agence française de développement (AFD)



Máximo Torero Cullen

Économiste en chef de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations Unies (FAO)

Pour ceux d'entre vous qui ont assisté à cette séance l'an dernier, bien des choses se sont passées depuis. Les prix ont fluctué, surtout à la hausse, et nous avons digéré, jusqu'à un certain point, les conséquences de la guerre entre l'Ukraine et la Russie. Nous avons également observé ce à quoi nous nous attendions, à savoir des phénomènes météorologiques extrêmes - sécheresses, inondations, etc. - qui ont bouleversé non seulement l'économie de l'alimentation, de la production et de la consommation, mais aussi le mode de vie de populations entières. Cependant, les grands problèmes d'ordre structurel tels que les inégalités, la faim, la pauvreté et l'accès à la nourriture ont peu évolué et je pense que nos intervenants insisteront sur ce point. Tout cela est lié à une résurgence des questions agricoles au cœur de nos débats géopolitiques, comme le débat sur le Mercosur, qui a montré à quel point ces questions sont sensibles, y compris dans les pays industrialisés. Néanmoins, je trouve frappant, et c'est un point sur lequel nous devons nous interroger, que ces questions agricoles soient restées reléguées tout en bas de notre ordre du jour. Ce semestre ont eu lieu trois discussions multilatérales très importantes : la COP 29 sur le climat, la COP 16 sur la biodiversité et la négociation du nouveau Traité contre la pollution plastique. Lors de ces trois négociations internationales, les questions agricoles se trouvaient, au mieux, en bas de l'ordre du jour. Il est préoccupant de constater le peu d'intérêt pour ce qui, avec la santé, est l'un des problèmes mondiaux les plus critiques en termes de pérennité de nos conditions de vie.

D'après la publication phare de la FAO *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture dans le monde (SOFI) 2024*, 733 millions de personnes souffrent aujourd'hui de faim chronique. 2,3 milliards de personnes n'ont pas d'accès régulier à la nourriture et 2,8 milliards de personnes n'ont pas de quoi se nourrir de manière saine. Ces chiffres sont effroyables et sont quasiment stables sur les trois dernières années, sans amélioration notable, même s'il y a tout de même des améliorations, surtout dans le Sud. Et ce, dans un contexte où les conflits se multiplient, où les catastrophes climatiques sont de plus en plus fréquentes et intenses et où la situation économique et financière est préoccupante. Afin d'atténuer les effets des chocs, les pays ont besoin d'améliorer leur résilience. Ce concept comprend deux volets : les « vulnérabilités » (minimiser les risques grâce à de meilleurs investissements dans les systèmes d'alerte précoce) et les « capacités » (gérer les risques lorsqu'ils apparaissent et accroître la capacité d'absorption).



Géopolitique, alimentation et faim dans le monde : un sujet oublié et explosif



Philippe Chalmin
Fondateur du Cercle Cyclope, professeur émérite à Paris-Dauphine

Je conclurai en disant que la production agricole mondiale ne me semble pas vraiment un problème, car le monde produit suffisamment de produits agricoles pour satisfaire les besoins humains. Je suis assez confiant. Lorsque nous étions plus jeunes, Joseph Klatzmann avait publié en France un livre intitulé *Nourrir dix milliards d'hommes*. Je crois que c'est un objectif réaliste. Le vrai problème n'est pas là, c'est un problème de pauvreté, et je crains que le commerce ne soit pas vraiment la solution. À mon avis l'autosuffisance devrait être un problème. Lorsque j'écoute notre ami de Rome, il se peut qu'il y ait un problème sur certains marchés certaines années en raison du climat, etc. Mais dans l'ensemble, je crois que la grande question est la pauvreté alimentaire et quelle peut être évitée grâce à des politiques agricoles et alimentaires. Je rêve parfois non pas du système très complexe d'assurance, etc., que la FAO adore, mais de celui qui semble assez simple, que nous avons en Europe avec la Politique agricole commune. Cette politique a été un succès : elle a permis à l'Europe de devenir non seulement autosuffisante, mais aussi exportatrice. Je rêve parfois d'une politique équivalente dans de nombreux pays africains, notamment, mais au bout du compte, je n'ai pas de réponse à la question de savoir qui pourrait la financer.



Bayu Krisnamurthi
Maître de conférences à l'Université agronomique de Bogor, ancien vice-ministre de l'Agriculture de la République d'Indonésie

Parmi les solutions alimentaires mondiales possibles, on peut citer bien sûr : 1/ L'aide alimentaire d'urgence, une meilleure distribution des denrées alimentaires et l'ouverture du commerce alimentaire, qui me semble très importante ; 2/ J'ai apprécié l'approche des précédents groupes d'experts sur l'agriculture alimentaire durable, qui cherchaient de l'aide sur les questions de changement climatique. L'alimentation et la faim sont elles aussi des questions liées au changement climatique ; 3/ Ensuite, bien sûr, il y a la technologie. Je crois qu'il y a eu 20 ou 30 ans de débat sur les OGM, et que nous pouvons arriver à certaines conclusions à ce sujet car la biotechnologie est bien plus que cela. Elle présente un énorme potentiel pour résoudre des problèmes, y compris l'IA et l'IoT ; 4/ Bien sûr, l'agriculture vivrière hors-sol est de plus en plus populaire dans de nombreux pays ; 5/ La réduction des pertes et du gaspillage alimentaires est un autre facteur clé indéniable ; 6/ Le rôle du secteur privé joue un rôle également : de plus en plus d'entrepreneurs sociaux, sans considérer cette activité comme la plus rentable, voient qu'ils peuvent quand même faire un bon profit en aidant les gens à résoudre leurs problèmes alimentaires ; 7/ La gouvernance mondiale ? J'ai mis un point d'interrogation car nous avons déjà des organisations comme la FAO entre autres. Mais pour être efficace, je pense que la gouvernance doit être revue et que des approches diverses doivent être adoptées afin de résoudre les problèmes persistants de la faim et de l'insécurité alimentaire.



Kamel Abdallah
Directeur général de Canal Sugar, Égypte

Dans le domaine de la faim, il existe différents points de tensions. Les premiers se situent au sein des gouvernements, avec de multiples juridictions et des ministères de l'Agriculture en conflit avec les ministères de l'Eau et de l'Irrigation, l'un contrôlant les choses en surface et l'autre le sous-sol, et en conflit avec les ministères de la Santé. Il y a la question de la réduction des coûts, des bénéfices et de la réduction des émissions de carbone dans la fabrication alimentaire. C'est un enjeu important qui accroît aussi les coûts. Les consommateurs aussi connaissent divers problèmes. Ils aiment les bouteilles en plastique parce qu'elles sont moins chères et plus résistantes, mais bien sûr, elles ne sont pas durables. Enfin, en tant que producteurs, nous avons des problèmes avec les critères ESG car de nombreux travaux agricoles sont effectués par des mineurs et selon des pratiques sociales qui ne sont ni inacceptables ni conformes à ces critères. Pour finir, je dirais que les solutions se trouveront à petite échelle. S'en tenir aux communautés locales, utiliser la technologie, laisser le secteur privé faire son travail et, surtout, amener les gens à cuisiner des aliments plus sains en moins grande quantité, et cesser de gaspiller un milliard de tonnes de nourriture chaque année.



Jean-Marc Astorg
Directeur de la stratégie du Centre national d'études spatiales (CNES)

Je voudrais d'ailleurs mentionner qu'il y aura une conférence des Nations unies en juin 2025 à Nice et qu'à cette occasion, l'ensemble des acteurs mondiaux de l'espace prévoit de créer une alliance du spatial pour les océans. Le but est de mettre à disposition l'ensemble de leurs données spatiales au profit d'une meilleure compréhension et d'une meilleure préservation de l'océan. Enfin, je voudrais mentionner le Space for Climate Observatory qui est une proposition de la France en 2019, vis-à-vis de l'ensemble de nos partenaires internationaux. Aujourd'hui, cet observatoire est soutenu par les Nations unies, 50 pays y participent, dont les Émirats arabes unis. C'est une collection de projets, extrêmement locaux, qui permettent d'avoir une mise à disposition des données spatiales pour des problématiques liées au changement climatique. Voici un exemple. Au Vietnam, la problématique de l'évolution des rizières dans le contexte du réchauffement global et avec des entrées d'eau saline dans les rizières se pose de manière extrêmement critique. Grâce à un projet que nous conduisons avec le Vietnam, nous pouvons faire des prévisions sur ce que seront les conditions d'exploitation de ces rizières dans les dix prochaines années. Cela permet de prendre des décisions éclairées sur l'implantation de ces rizières au niveau extrêmement local.

Politique et religion au Moyen-Orient



PRÉSIDENT :
Thierry de Montbrial
 Fondateur et président
 de l'Ifri et de la WPC

Olivier Roy
 Directeur de Recherche au CNRS

Haïm Korsia
 Grand Rabbî de France

L'axe iranien va donc consister, à ce moment-là, à s'appuyer sur les minorités chiites partout dans le monde arabe et sur les groupes que l'on pourrait appeler de cryptochiites, comme ce qui allait devenir les Houthis au Yémen, les Alaouites en Syrie. Toutefois, cette OPA sur le monde chiite n'a pas été un grand succès. Le fait que l'Iran ait essentiellement joué la carte chiite et la carte militante, anti-impérialiste, antisioniste, etc., a laissé de côté ce que l'on pourrait appeler les masses sunnites. Et il y a eu, du côté des sunnites, une radicalisation qui s'est essentiellement faite sous l'étiquette djihadiste. Cette vague djihadiste, qui commence en 1995 – et qui pour moi s'est terminée tout récemment – nous a occulté à nous les Occidentaux, les vraies dynamiques du Moyen-Orient. Avec la percée de Joulani et la prise de Damas, on voit une logique à savoir la reprise du pouvoir en Syrie par la majorité sunnite. Le défi pour Joulani maintenant, c'est de gérer les deux parties non arabes sunnites de la Syrie. Le projet ici, c'est de reconstruire une Syrie multiconfessionnelle, mais à dominante arabe sunnite. Donc, quelle que soit la forme du régime, nous aurons une Syrie qui va rester dans sa limite territoriale et qui ne sera pas un facteur de déstabilisation des voisins. Maintenant, on voit les États arabes se replier sur des intérêts nationaux. Joulani est un homme politique qui veut le pouvoir et il sait à quelles conditions il peut assurer le retour d'une Syrie unie. Montrer le visage d'une Syrie pluriconfessionnelle et pluriethnique. Maintenant, il y a deux possibilités. Soit les Kurdes qui sont dans le nord-est de la Syrie sont pris dans un ciseau avec au nord l'armée turque et à l'ouest et au sud le nouveau régime de Damas. Je n'exclus pas un accord, qui supposerait la démilitarisation des Kurdes et du PKK en général, la fin de tout conflit armé, donc qu'ils rendent les armes à la fois en Syrie et en Turquie et que l'on ait alors des formes de régionalismes qui se mettent en place des deux côtés.

Je crois qu'ici, aux Émirats, ils ont compris que c'était un enjeu politique que de manifester l'ouverture religieuse. Quand on entend nous parler de liberté religieuse en Syrie, il ne faut jamais oublier, y compris dans les combats essentiels pour nous en France, pour les chrétiens d'Orient, qui sont des combats vitaux, parce que ça a toujours été notre ligne historiquement. Parce que la diversité religieuse est déjà en lambeau, parce que dans quasiment tous ces pays, il n'y a plus aucun juif. Ça, c'est déjà une réalité. Cet enjeu de la diversité religieuse, ici dans ce pays, s'incarne dans cette maison d'Abraham. Il y a quelque chose de l'ordre du respect de chacun. C'est aussi ce que j'essaie de construire avec Mohamed Al Issa qui est le secrétaire général de la ligue islamique mondiale. Quand je l'ai rencontré pour la première fois je lui ai expliqué trois points. La première chose, c'est que la Oumma, c'est-à-dire l'ensemble de la communauté musulmane mondiale, doit tenir compte des réalités locales. On peut avoir une vision de la Oumma, je le conçois, comme je conçois le judaïsme comme une religion monolithique, ce qui n'est évidemment pas le cas. Mais il y a des différences locales en fonction de la majorité. La deuxième chose, c'est que la spécificité de la France est la laïcité. C'est difficile à comprendre, car ce n'est pas de l'athéisme. Troisième point, c'est s'il est capable de mettre en mouvement quelque chose dans le monde musulman, c'est de faire ce que l'on appelle la reprise de l'ijtihad, ou l'interprétation des textes pour que l'Islam ne s'enferme pas dans le texte. En revanche, le corpus de pensée rabbinique depuis le don de la Torah, depuis 3 300 ans, a su intégrer les questions modernes et répondre avec des invariants. On adapte les principes aux questions. J'ai donc demandé à Al Issa de lancer un mouvement. Il m'a dit : « On va faire quelque chose. » On a fait un grand lancement à la bourse à Paris et il a fait son discours dans lequel il a établi ces trois points. Je crois profondément aux invariants de l'histoire. Et l'un de ces invariants est la proximité entre le judaïsme et la Perse, peut-être pas l'Iran, mais la Perse. Je pense donc que la religion sera, à terme, un moyen d'exprimer la volonté de démocratie.



Quelles perspectives d'une paix durable israélo-arabe?



PRÉSIDENT:
Steven Erlanger
 Correspondant diplomatique en chef pour l'Europe
 au *The New York Times*



Nabil Fahmy
 Doyen émérite à l'Université américaine du Caire,
 ancien ministre des Affaires étrangères d'Égypte



Itamar Rabinovich
 Vice-président de l'Institut d'études de sécurité nationale
 (INSS) à Tel Aviv, Distinguished Fellow à la Brookings
 Institution

Je dois dire que le désastre économique en Cisjordanie est très grave et qu'il y a la guerre ; ce n'est pas comme s'il ne s'y passait rien, il y a un deuxième front. En attendant, sous le gouvernement israélien actuel, qui inclut M. Smotrich et M. Ben-Gvir, la colonisation de la Cisjordanie se poursuit – souvent, je dirais, sous le regard indifférent des forces israéliennes. Je ne pense pas que ces forces armées appuient la colonisation de manière active, mais elles mènent une guerre contre le militantisme palestinien et ont tué énormément de Palestiniens – vous savez qu'elles ont bombardé des villes de Cisjordanie. L'implication même de l'Autorité palestinienne demande beaucoup de courage : l'un de mes amis en Cisjordanie, qui enseigne à l'université de Bir Zeit, m'a dit qu'aujourd'hui, être un Palestinien modéré est l'une des situations les plus solitaires qui soient au monde.

Personnellement, je ne suis en faveur d'aucun engagement matériel d'un État au sein d'un autre au-delà de ses frontières, pas dans un sens négatif – je ne parle pas du soutien apporté, bien sûr, ce qui est le cas de la Turquie, mais je ne cautionne pas les bombardements dont les territoires syriens ont été l'objet, entre autres. Quoi qu'il en soit, ils poursuivront leurs propres objectifs, et cela, de plusieurs façons – certaines avec lesquelles je suis d'accord, et d'autres auxquelles je m'oppose. L'approche que j'adopte et la suggestion que je formule, même vis-à-vis de mes propres collègues, consistent à dire : plaignez-vous autant que vous le souhaitez, cela fait partie du jeu, mais vous devez vous montrer proactifs de manière à équilibrer la situation. Si le terrain de jeu reste ouvert, d'autres acteurs s'impliqueront. Je dis donc à mes collègues arabes, y compris dans mon pays, qu'il faut être présent sur le terrain de jeu, faire des suggestions, dialoguer avec les Turcs, les Syriens et tous les acteurs présents. Sinon, seuls les rapports de force internes détermineront la situation. La véritable inquiétude à l'heure actuelle – celle que les Égyptiens ont toujours à l'esprit – c'est qu'il serait très dangereux de nous éloigner du concept d'État-nation au profit d'acteurs non étatiques ; et je ne veux pas revenir sur la question des accords Sykes-Picot, mais toute cette région compte des familles et des sectes séparées par des frontières. Si vous commencez à tirer sur ces fils, vous ne savez pas ce que vous risquez de provoquer dans d'autres pays.

En 1965, Patrick Seale, le journaliste britannique bien connu et grand spécialiste de la Syrie, a écrit un classique intitulé *The Struggle for Syria*, dans lequel il arguait que la Syrie était devenue le terrain de jeu du Moyen-Orient après 1945. À cette époque, le pays accéda à l'indépendance mais s'avéra un État très faible, instable. Il connut trois coups d'État rien qu'en 1949, et il se trouve que dans les coulisses de chacun d'eux, opérait soit une puissance régionale – Égypte, Arabie saoudite, etc. – soit un acteur international – la Grande-Bretagne ou la France. La Syrie échappa à ce chaos en s'unissant à l'Égypte au sein de la République arabe unie en 1958, qui échoua à son tour, etc. Ce n'est que sous Hafez Al-Assad que la Syrie se stabilisa et se renforça en tant qu'État. M. Al-Assad dirigea le pays pendant 30 ans et signa un « pacte faustien » avec la population syrienne : je vous offre la stabilité, je ferai de la Syrie un pays important dans la région et parfois sur le plan international, mais en échange, vous devrez accepter l'oppression, la corruption et la domination d'une minorité sectaire. Ce pacte a duré 30 ans, et le fils, Bachar Al-Assad, n'étant pas aussi capable que son père, s'est avéré un président moyen pendant 11 ans ; puis la guerre civile a éclaté et le régime s'est gangrené. L'une des explications de ce qui s'est passé, c'est que le régime était tellement pourri qu'il n'a fallu qu'une pichenette pour le faire chuter.



Guerre et paix au Moyen-Orient : quel rôle pour les Européens ?



PRÉSIDENT :
Renaud Girard
 Grand reporter et chroniqueur international du *Le Figaro*



Mohammed Baharoon
 Directeur général du Dubai Public Policy Research Center (b'huth)

Guerre et paix au Moyen-Orient : quel rôle pour les Européens. Ce sujet est très complexe car à l'issue de la Première Guerre mondiale, les Britanniques et les Français ont joué un rôle majeur dans la partition de l'Empire ottoman et les États-Unis ne prirent aucunement part à cette conférence lointaine. Les gouvernements britannique et français ont donc redéfini les frontières au Moyen-Orient. Cependant, depuis 1956 et l'échec essuyé lors de la crise du canal de Suez, les Européens ont été absents du Moyen-Orient, malgré une légère réapparition lors de la conférence de Madrid. Vous connaissez sans doute cette boutade à propos du conflit israélo-palestinien : les Américains payent pour les bombes utilisées par Israël, l'ONU paye pour la nourriture et l'Europe paye pour la reconstruction. Quand on parle de guerre et de paix au Moyen-Orient, il ne s'agit donc pas seulement des Israéliens et des Palestiniens, mais aussi des Turcs et des Kurdes par le biais de Joulani en Syrie, et du conflit entre Israël et l'Iran. Lorsque j'ai rencontré Netanyahu à son bureau il y a un mois, il m'a affirmé que jamais l'Iran ne deviendrait une puissance nucléaire. Par ailleurs, la guerre fait rage au Soudan, entre l'armée régulière et les Forces de soutien rapide (FSR) du général Hemetti. Sans parler de la situation des Houthis au Yémen.

La Syrie offre actuellement une chance d'apaisement des conflits dans la région. Cela s'applique également aux Émirats arabes unis et à d'autres pays, comme la Turquie et l'Iran. Jusqu'à présent l'Europe a abordé les problèmes du Moyen-Orient avec des outils obsolètes, plus proches du téléphone analogique que du smartphone. Il faut réintégrer l'aspect économique à ce débat. Il y a beaucoup à faire. De plus, la situation en Syrie évoque nécessairement les effets massifs du plan Marshall en Allemagne. L'Europe devrait endosser un rôle de facilitateur plutôt que de polariseur. Nous avons besoin de davantage de partenaires. Peu importe que ce soit la Chine, la Russie, l'Inde, ou d'autres, tant qu'ils œuvrent en faveur d'une désescalade. Il est nécessaire de maintenir le statut d'État, car le plus grand problème qui se posera dans la région, c'est la différence entre nations et États-nations. Certaines nations sont réparties entre plusieurs États. C'est à cause de ce hiatus que sont nés les Frères musulmans, que l'Iran a instauré le chiisme ou que sont nées les organisations Al-Qaïda et État islamique. C'est exactement ce que nous voulions de la Syrie sous Bachar al-Assad, et c'est aussi ce que nous attendons du nouveau pouvoir en place en Syrie. Il serait fallacieux de croire que l'Iran est affaibli et que c'est le moment de profiter de sa défaite pour lui imposer nos conditions. Nous avons constaté beaucoup de changements dans l'attitude de l'Iran, qui ne sont pas seulement dus à sa faiblesse militaire, mais à sa propre légitimité, en lien avec ses propres réalités économiques. Nous devrions aider l'Iran à passer du jeu de la géopolitique à celui de la géoéconomie, comme pour le reste des pays de la région.



Guerre et paix au Moyen-Orient : quel rôle pour les Européens ?



Volker Perthes

Senior Distinguished Fellow du German Institute for International and Security Affairs (SWP)



Marc Hecker

Directeur adjoint de l'Ifri, rédacteur en chef de *Politique étrangère*, chercheur au centre des études de sécurité de l'Ifri

En ce qui concerne la Syrie, nous autres Européens avons un rôle à jouer. Je vois cinq points à traiter si nous voulons élaborer un programme ou une stratégie, au-delà du fait de mieux connaître les nouveaux maîtres de Damas. C'est pourquoi les Européens doivent en priorité soutenir un processus politique soutenu par l'ONU mais contrôlé par les Syriens, afin d'établir une gouvernance politique globale et inclusive en Syrie. En outre, les nouveaux dirigeants syriens ont besoin d'aide pour mettre en place un processus judiciaire de transition, afin d'éviter des vengeances sanglantes. Puis il y a la question de la reconstruction. Européens, avec nos partenaires américains et d'autres membres de la communauté internationale, devons rapidement lever les sanctions à leur égard. Ces sanctions sont un frein à la reconstruction. Il y aura l'argent et les savoir-faire des pays européens et arabes. Il y a aussi de nombreux experts syriens, ce qui suppose de faire appel à la diaspora syrienne. Nous devons ensuite collaborer avec la Turquie, notre partenaire au sein de l'OTAN. Nous savons très bien les intérêts stratégiques de la Turquie. D'une part, la Turquie a besoin d'une situation stable en Syrie afin que les réfugiés syriens puissent rentrer chez eux. D'autre part, la Turquie est en conflit avec les organisations kurdes et souhaite que ses alliés syriens combattent les Kurdes syriens. Mon dernier point est qu'il faut nous assurer de mettre à contribution les énormes capacités de la communauté des expatriés syriens dans la reconstruction de leur pays. Ce serait non seulement un argument de poids, mais aussi une ressource, comme je le disais, en faveur d'une coopération entre la Syrie et l'Europe.

J'aurais quatre brèves remarques à faire avant de me lancer dans la discussion. Tout d'abord, les Européens sont divisés, notamment sur le conflit israélo-palestinien. Par exemple, 12 pays membres de l'UE ont reconnu l'État palestinien, dont récemment la Slovaquie, l'Irlande et l'Espagne. Les 15 autres pays membres ne l'ont pas fait. Ces divisions s'observent jusqu'au sein des institutions de l'UE. Deuxièmement, pendant des années, nous avons entendu, notamment à propos du conflit israélo-palestinien, que l'UE était un payeur mais pas un joueur. En d'autres termes, que son influence n'avait cessé de s'amenuiser ces trois dernières décennies. Ce constat brutal n'est pas complètement faux mais il mérite quelques nuances. L'Europe a en effet payé pour bon nombre d'infrastructures, qui ont par la suite été détruites par les Forces de défense israéliennes à diverses occasions. Néanmoins, l'UE et ses membres se sont aussi efforcés d'agir en lançant un processus de création d'un État dans les territoires palestiniens. Troisièmement, de nombreux pays européens hésitent à agir au Moyen-Orient car ils doivent tenir compte de possibles conséquences sur le plan national. On le constate en Allemagne, où les réfugiés du Moyen-Orient sont sensibles à la cause palestinienne. Certains mouvements politiques nationaux sont très impliqués sur cette question. En France, cela a donné lieu à toutes sortes de manifestations, de tensions et à une polarisation. Hors de l'UE, la guerre à Gaza a eu d'importantes répercussions au Royaume-Uni, qui a d'ailleurs connu des manifestations bien plus massives qu'en France ou en Allemagne. Quatrième point, pour finir sur une note plus optimiste. On peut voir les divisions européennes sous un jour plus positif en les considérant comme une forme de diversification : certains pays européens ont des liens plus étroits avec certains acteurs du Moyen-Orient et sont plus intéressés par des secteurs spécifiques. Les pays européens jouent un rôle économique considérable au Moyen-Orient. L'UE reste le partenaire économique principal de nombreux pays du Moyen-Orient. Les Européens exercent également une influence d'ordre diplomatique.



Construire un avenir durable en Afrique



PRÉSIDENT:
Seán Cleary
 Président de Strategic Concepts (Pty) Ltd, fondateur et vice-président de la FutureWorld Foundation



Nardos Bekele-Thomas
 Directrice générale de l'Agence de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD), ancienne coordonnatrice résidente des Nations Unies en Afrique du Sud

Défis : Le Sahel, de la côte ouest au Soudan et jusqu'à la Corne de l'Afrique, ainsi que l'est de la RDC et le Mozambique sont en proie à des guerres. La pénurie d'aliments nutritifs et le manque de soins de santé appropriés posent des problèmes de santé. Au moins 600 millions d'Africains n'ont pas accès à l'énergie moderne. L'Afrique est trop dépendante de la production primaire et a besoin d'une industrialisation, d'une digitalisation et d'un développement de sa valeur ajoutée. Les possibilités d'éducation et d'emploi doivent être considérablement élargies pour répondre aux besoins de sa population, qui est la plus jeune du monde et dont la croissance est la plus rapide, sur un continent dont la majorité de la population sera en âge de travailler ou en dessous de cet âge jusqu'à la fin du siècle. Opportunités : les opportunités sont tout aussi extraordinaires, car l'Afrique aura le plus important dividende démographique au monde pendant les 70 années à venir. Elle a créé le cadre pour la plus grande zone de libre-échange au monde, la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), qui comprend 54, et potentiellement 55 pays, et huit communautés économiques régionales au sein de l'Union africaine. Cela crée un environnement fertile pour des investissements rentables de la part d'entreprises et d'institutions financières africaines et étrangères désireuses de prendre le temps de comprendre cet environnement. Action : si l'on part de l'observation faite en 2014 par le Premier ministre des Emirats arabes unis, Mohammed bin Rashid Al Maktoum : « L'avenir appartient à ceux qui peuvent l'imaginer, le concevoir et le mettre en œuvre. Ce n'est pas quelque chose que l'on attend. C'est quelque chose que l'on crée », il est clair que nous pouvons et devons créer un avenir durable en Afrique. Les opportunités sont extraordinaires, les risques considérables. Nous ne pouvons pas attendre le succès, mais nous devons faire tout ce que nous pouvons pour le créer, comme le font nos panélistes. Nous invitons tous les autres à se joindre au mouvement.

L'Afrique se trouve à un moment charnière : ses vastes ressources, sa population jeune et sa vision stratégique dans le cadre de l'Agenda 2063 doivent être mises à profit pour favoriser la transformation économique. Dans le cadre de cette vision, le deuxième Plan décennal de mise en œuvre fournit une feuille de route solide pour une croissance durable. Au cœur de ces efforts se trouve le Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA) de l'Agence de développement de l'Union africaine-NEPAD, qui sert de base pour l'intégration et l'industrialisation de l'Afrique, en stimulant le développement du transport, de l'énergie et de l'accès à la large bande. Plus particulièrement, le Plan directeur pour un système électrique continental (CMP) vise à augmenter la capacité énergétique de 237 gigawatts à 1 200 gigawatts, en intégrant les énergies renouvelables et les investissements du secteur privé. En renforçant la connectivité régionale et en comblant les lacunes en matière d'infrastructures, ces initiatives jettent les bases d'une mise en œuvre réussie de la ZLECAF. En outre, possédant 60 % des terres arables du monde et de vastes réserves de minerais essentiels, l'Afrique est bien positionnée pour promouvoir l'agriculture, l'énergie et l'économie verte. Le renforcement de la sécurité alimentaire, la réduction des pertes après récolte et l'amélioration de la productivité restent des priorités essentielles pour une croissance durable, conformément au PDDAA. Cependant, bien qu'elle ne contribue qu'à hauteur de 4 % aux émissions mondiales de carbone, l'Afrique est la première victime du changement climatique, ce qui révèle la nécessité urgente de renforcer le soutien aux efforts d'adaptation et d'atténuation afin de préserver les moyens de subsistance et la résilience de l'économie. En outre, les jeunes et les entrepreneurs africains occupent une place de premier plan en matière d'innovation et de transformation technologique. Cependant, pour exploiter pleinement leur potentiel, il leur faut davantage d'investissements, d'opportunités, de développement de leurs compétences et de formation. Dans le secteur de la santé, l'Afrique fait progresser la production locale vers l'autosuffisance pharmaceutique. Grâce à des partenariats stratégiques et à des investissements ciblés, l'Afrique est en passe de devenir un catalyseur de la prospérité économique, d'accélérer la croissance industrielle et de favoriser le développement durable.



Construire un avenir durable en Afrique



Vincent Biruta

Ministre de l'Intérieur du Rwanda, ancien ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale du Rwanda



Nialé Kaba

Ministre de l'Économie, du Plan et du Développement de Côte d'Ivoire



Jean-Michel Severino

Ancien vice-président de la Banque mondiale pour l'Asie, ancien directeur général de l'Agence française de développement (AFD)

Naturellement, l'agenda d'intégration de notre continent et de notre région présente des défis. L'un de ces défis est la lenteur du processus d'intégration dans certains États membres. Nous avons mentionné la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), largement adoptée, mais il existe d'autres protocoles qui devraient être ratifiés pour faciliter la libre circulation des biens et des personnes. L'un d'eux, le protocole relatif à la libre circulation des personnes, a été ratifié par seulement quatre États membres de l'Union africaine. Naturellement, il existe des tensions entre États de temps à autre. Nous avons mentionné des conflits dans certaines de nos régions. Il y a encore des conflits armés intérieurs. Il faut également investir dans les infrastructures, car les marchandises ne peuvent pas circuler sans infrastructures de transport adéquates : aéroports, ports, liaisons ferroviaires, etc. Le Rwanda a accompli beaucoup ces 30 dernières années, et nous pensons que nous progresserons encore davantage dans les années à venir. Nous avons adopté notre plan Vision 2050, et notre objectif est d'accéder au statut de pays à revenu intermédiaire supérieur d'ici 2035, avec un PIB par habitant de plus de 4 000 USD, alors que notre PIB par habitant actuel est de 1 040 USD. En 2050, nous avons l'intention de figurer parmi les pays à revenu supérieur, avec un PIB par habitant de plus de 12 476 USD. Je souhaiterais conclure par une citation de notre président, Son Excellence Paul Kagame : « Nous ne voulons pas être un pays de statu quo ni un peuple de statu quo. Vision 2020 se concentrait sur ce que nous devions faire pour survivre et retrouver notre dignité, mais Vision 2050 doit être axé sur l'avenir que nous choisissons, parce que nous le pouvons et parce que nous le méritons. » Le Rwanda est convaincu que la planification, la bonne gouvernance, la responsabilisation, la transparence, la sécurité et la stabilité politique et économique à long terme, soutenues par l'intégration régionale, peuvent nous mener à l'Afrique que nous voulons.

Je suis amenée à donner le point de vue de la CEDEAO, communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest. C'est une union économique et douanière créée en 1975, qui comporte 15 États, deux blocs, anglophones et francophones. 15 États forts de 400 millions de consommateurs, soit à peu près le tiers de la population de l'Afrique. Parmi ces 15 États, 11 sont des PMA. Sur le plan économique, cette union économique et douanière souscrit au droit d'établissement, ainsi qu'à la libre circulation des personnes et des biens entre les États membres. Elle incarne une ambition collective pour un développement économique inclusif dans la paix et l'intégration régionale. Les défis de la sous-région sont importants. Face à ces défis, la CEDEAO a, en 2022, adopté un document de planification avec cinq piliers importants : 1/ La paix, la sécurité et la stabilité ; 2/ La gouvernance et l'État de droit ; 3/ L'intégration économique, la connectivité ; 4/ La transformation et le développement durable ; 5/ L'inclusion sociale. Jusqu'à aujourd'hui, la Côte d'Ivoire revendique 40 % du produit intérieur brut des huit États membres de l'UMOA pour indiquer son rôle de premier plan, avec en même temps un rôle de premier plan dans le développement de la CEDEAO. Grâce à son dynamisme économique, la Côte d'Ivoire reste, aujourd'hui encore, un pôle d'attraction pour les investissements et une plateforme pour l'intégration régionale. Il est évident qu'en matière de coopération économique, la France reste un partenaire clé pour le financement de projets d'infrastructures, la formation des ressources humaines et le transfert de technologies. Et que la francophonie économique doit être davantage mobilisée pour créer des réseaux d'entreprises, encourager les échanges commerciaux et promouvoir l'entrepreneuriat mutuellement bénéfique.

Ces 7 000 milliards de dettes cumulées depuis vingt ans, à quoi ont-ils servi ? Question importante. En 2000, la part des exportations africaines consacrée au pétrole et au gaz représentait 30 % de leurs exportations totales. Aujourd'hui, elle a atteint 50 %. Les investissements directs étrangers qui étaient consacrés au pétrole et au gaz en 2000 étaient de 30 % des investissements totaux, c'est 40 % aujourd'hui. Pour simplifier, l'argent de la dette a servi à financer des corridors d'exportation et les équipements et infrastructures destinés à extraire le pétrole et le gaz du continent africain. Moi, en tant qu'investisseur, m'endetter dans un business qui est structurellement problématique, je ne considère pas cela comme une bonne affaire. Pourquoi n'est-ce pas une bonne affaire ? Il y a deux façons de l'approcher. La première, c'est de s'intéresser à ce que vont être les cours futurs du pétrole et du gaz dans les prochaines années, quand le pic du pétrole va être atteint – sans doute assez proche – et quelles sont les perspectives de long terme des immenses infrastructures qui sont faites pour exploiter des ressources qui risquent d'être en déclin. La deuxième raison de douter de la pertinence de ce type de business, c'est de se pencher sur la performance historique. Je vais citer simplement deux chiffres pour conclure cette intervention. Considérez les pays africains qui sont des exportateurs, selon les catégories de la Banque mondiale, les « *ressource intensive countries* », qui sont aujourd'hui une bonne moitié de l'économie africaine. Si l'on prend un indice 100 en 2000, par rapport à cet indice 100, le PIB par habitant de ces pays en 2020 est à 150. Si vous considérez les pays pauvres en matières premières, le même indice 100 qui est de 150 pour les pays riches en matières premières, est passé de 100 à 230. En résumé, les matières premières ne sont pas rentables, et en tous constituent une chance de croissance moins bonne que... Les ressources humaines ! Ce qui est efficace pour le développement, c'est la valeur ajoutée. C'est l'investissement dans l'agriculture, l'intelligence, la construction des capacités. Tout ce qu'une majeure partie des pays qui se sont super endettés pour construire leur développement n'ont pas fait.

Président Trump : quelle économie et quelle politique étrangère ?



PRÉSIDENTE :
Virginie Robert
Chef du service international des *Échos*, vice-présidente du European-American Press Club



Hiroyuki Akita
Chroniqueur pour *Nikkei*, Japan



Peter Beyer
Membre du Deutscher Bundestag, ancien coordinateur de la coopération transatlantique du gouvernement fédéral

Le second mandat de Trump est très différent de son premier, dont le mot-clé était « transactionnel ». Pour son second terme les mots-clés seraient « diplomatie néo-Yalta » et « prix Nobel de la paix ». Par diplomatie néo-Yalta on entend l'idée selon laquelle une poignée de grandes puissances décideront entre elles de l'évolution des relations internationales. Les puissances moyennes seront priées d'appliquer les décisions des grandes puissances, sans participer à leur élaboration. Au cours de son second mandat, Trump voudra probablement appliquer cette diplomatie néo-Yalta. Il considère certes la Chine et la Russie comme des adversaires, mais ce sont aussi des acteurs importants dans la conduite des relations internationales. C'est pourquoi Trump voit les dirigeants de la Chine et de la Russie comme des partenaires et entretient de bonnes relations avec eux. Non pas qu'il les apprécie personnellement, mais parce qu'ils lui sont utiles par leur stature. Si Trump promeut la diplomatie néo-Yalta, le risque est qu'il néglige voire ignore les intérêts nationaux de ses alliés. Pour éviter cela, les alliés devraient renforcer leur coopération et minimiser les risques de la diplomatie néo-Yalta. D'autre part, des accords directs de Trump avec la Chine et la Russie pourraient permettre des avancées sur des problèmes internationaux bloqués de longue date. Trump veut réussir à sceller un accord diplomatique afin de gagner le prix Nobel de la paix. Ces problèmes spécifiques pourraient comprendre un cessez-le-feu en Ukraine ou la résolution de la question nucléaire en Corée du Nord et en Iran. Au lieu de seulement craindre les risques de la diplomatie de Trump, les alliés devraient en tirer parti, en utilisant ses talents de négociateur pour faire avancer ces questions.

La dernière chose que je tiens à dire est qu'il est temps que l'Europe comprenne quelle doit se préparer. Pas seulement à l'arrivée de Donald Trump dans le Bureau ovale pour son second mandat, mais aussi pour la suite, en ce qui concerne l'OTAN, la défense, la sécurité, le commerce et les tarifs douaniers. C'est pourquoi ce serait une bonne idée de construire un noyau dur européen inspiré du Triangle de Weimar. Vous avez l'Allemagne, la France, la Pologne. Ajoutez le Royaume-Uni et l'Italie, c'est-à-dire les économies qui comptent sur le Vieux Continent, et cela formerait un groupe puissant. En prévoyant aussi une boîte à outils, cela nous donnerait un début de réaction lors de négociations. Si vous entreprenez de négocier face à Donald Trump, son équipe ou son gouvernement, et que les Européens sont à même de dire « Nous sommes forts. Nous sommes des économies fortes. Nous sommes votre partenaire, mais ne nous prenez pas pour des imbéciles. Nous aussi, nous pouvons faire preuve de puissance. » J'espère que cela est en train de se mettre en place et je crois en voir des indices depuis quelques semaines ou mois à travers l'Europe. Le président de notre parti, Friedrich Merz, qui sera probablement le prochain chancelier allemand, investit beaucoup d'énergie dans la construction de ce noyau dur européen, afin que Donald Trump, qui ne comprend que les rapports de force, nous montre un peu de respect et afin de montrer qu'il peut nous considérer comme des partenaires, sur un pied d'égalité.



Président Trump : quelle économie et quelle politique étrangère ?



Fareed Yasseen

Secrétaire général de l'association Pugwash Irak, ancien ambassadeur de la République d'Irak aux États-Unis



Jay Truesdale

Directeur général de TD International



Jean-Claude Gruffat

Membre du Leadership Council de United Way Worldwide, membre du conseil d'administration d'Atlas Network, directeur général de Weild and Co LLC New York

Ces remarques sur le prochain gouvernement s'adressent à un ambassadeur en poste à Washington. Que puis-je dire qui l'aiderait à mieux comprendre le gouvernement de Trump ? Tout d'abord, cette nouvelle élection de Trump est différente de la précédente car aux États-Unis, lors de l'élection de 2016, beaucoup considéraient que Hillary Clinton aurait dû gagner. Cette fois-ci, la victoire de Trump est indiscutable : il a remporté le vote du Collège électoral, le vote populaire, les deux chambres du Congrès, ainsi que la Cour suprême. Avec un tel mandat, Trump dispose de toute latitude pour appliquer son programme. Ensuite, en 2016, les Républicains étaient mal préparés. Ils avaient eu du mal à trouver des personnes adaptées à la personnalité et aux idées de Trump, ce qui s'est soldé par de nombreux départs. Cette fois-ci, c'est très différent. Des think tanks, des sympathisants et des bailleurs de fond ont soigneusement préparé sa transition. Aux États-Unis, une élection et une cérémonie d'investiture équivalent à un couronnement. Les diplomates en poste à Washington verront sans doute à quel point cette investiture sera plus aboutie, professionnelle et spectaculaire que celle de 2016. Une inquiétude majeure porte sur la décision probable de Trump de se retirer des accords sur le climat. Les États-Unis ont un pouvoir d'influence important à l'échelle mondiale. Il sera plus difficile d'agir sans la participation du gouvernement fédéral ou sans accès à leur technologie. Cependant, le secteur privé américain et de nombreux États resteront engagés. Malgré le retrait de Trump de l'accord de Paris en 2016, les émissions américaines ont continué de baisser. Si d'autres pays peuvent accéder aux innovations du secteur privé américain et aux États partenaires sans dépendre d'apports fédéraux, des progrès restent possibles. Concernant l'immigration, je pense que Trump imposera des restrictions. En 2017, son gouvernement avait imposé aux musulmans, dont les ressortissants irakiens, une interdiction d'entrée sur le territoire. L'Irak avait fait pression pour échapper à l'interdiction, et avait eu gain de cause en attendant que des mesures sur l'immigration satisfassent le gouvernement.

Je crois sincèrement que le président Trump et son entourage prennent toute la mesure de ce mandat et de sa mission. Toutefois, bien qu'il dispose d'un mandat fort et qu'il entre en fonction porté par un soutien puissant, il s'est entouré de gens qui n'ont aucune expérience de gouvernement au plus haut niveau. Donc, Trump a beau prendre ses fonctions fort de son expérience, son entourage a beaucoup à apprendre. Et ça leur prendra au moins six à douze mois. Une autre tendance marquante du premier mandat consiste en l'attitude des fonctionnaires professionnels lors de l'entrée en fonction du président Trump et de ses ministres, en particulier au ministère des Affaires étrangères, où j'exerçais alors, mais également dans le milieu du renseignement, aussi bien la CIA que le FBI, au ministère du Commerce et dans d'autres services gouvernementaux. J'anticipe qu'il y aura une vague de départs en pré-retraite chez ceux qui y ont droit et qui refuseront d'endurer un nouveau cycle d'instabilité dans les processus de prise de décision politique, alors qu'une grande partie de ces décisions seront concentrées à la Maison Blanche, notamment pour ce qui concerne les cinq domaines que j'ai cités. Qu'est-ce que cela veut dire ? Je crois qu'on assistera à des lacunes dans la prise de décisions sur des sujets techniques, dès lors que ces décisions ne sont pas prises dans le Bureau ovale. Et pour combler ces lacunes, le nouveau gouvernement sera obligé de nommer du personnel, environ 1 200 à 1 400 personnes, qui devront occuper des postes de haut niveau dans l'administration, dont environ un tiers à des postes en lien avec l'économie ou la sécurité nationale. C'est pourquoi je dirais qu'il leur sera essentiel de rédiger un mémo pour leurs collègues pour expliquer comment gérer la transition, comment obtenir accès à la Maison Blanche de Trump, et comment naviguer entre des institutions qui vont subir beaucoup de bouleversements.

Trump n'a pas beaucoup changé. Sa personnalité reste la même bien que le fait d'avoir échappé de très peu à une tentative d'assassinat l'ait énormément marqué. Il revient dans le Bureau Ovale bien mieux préparé qu'il ne l'était en 2016. Il sait comment fonctionnent Washington et cette fois, il s'entourera de loyalistes au lieu de compter sur l'establishment. Et en particulier pour les sujets centraux de sa campagne, à savoir l'immigration et les DEI (diversité, égalité des genres, inclusion). Néanmoins, pour ce qui est des questions économiques et financières, il a nommé des professionnels aguerris, un mélange de magnats de la tech et de milliardaires issus des fonds spéculatifs. Ils ne partagent pas les mêmes avis sur quelques sujets importants, hormis la dérégulation. Il a nommé comme chef de son cabinet une femme qui a joué un rôle déterminant dans sa campagne, en apportant de l'ordre et de la discipline dans ce qui était auparavant chaotique. Un poste clé qu'il avait attribué en 2016 au président de la Convention nationale républicaine. Ce qui reste inchangé chez Trump, c'est sa méfiance envers le multilatéralisme. Il pratique l'art de la négociation, que nous verrons vraisemblablement à l'œuvre avec son addiction proclamée aux droits de douane. Il les instrumentalise afin de forcer ses alliés et ses adversaires à faire des concessions. Et l'on peut s'attendre à ce qu'il expulse des immigrants illégaux, en particulier les criminels. Cependant, je ne pense pas qu'il s'agira d'expulsions massives, qui seraient infaisables d'un point de vue à la fois logistique et financier. Il pourrait néanmoins décider de régler la question de l'importante population d'immigrants illégaux dans le pays, ce qui ne peut se faire que par un effort bipartisan. Trump aime la controverse, il change facilement d'avis sur des sujets et il est parfois influençable. Il devra arbitrer entre plusieurs éléments et de son gouvernement, et ses décisions auront des conséquences bien au-delà des États-Unis.



WORLD POLICY CONFERENCE



PRÉSIDENT :
Thierry de Montbrial
Fondateur et président
de l'Ifri et de la WPC

Débat final



Général Francis A. Béhanzin
Président co-fondateur du Réseau mondial des professionnels de sécurité et de défense pour la prévention et la lutte contre le terrorisme, ancien commissaire aux affaires politiques, à la sécurité et à la paix de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)



Michel Foucher
Membre du Conseil d'orientation du Cycle des hautes études européennes, conseiller études au MEDEF



Christophe Poinssot
Directeur général délégué et directeur scientifique du service géologique national du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM)

Je voudrais finir sur le sujet que je connais le mieux, à savoir la solidarité sécuritaire dans le monde. En Afrique, et en particulier en Afrique de l'Ouest, nous pouvons considérer deux niveaux. Le premier est celui de la solidarité régionale. La CEDEAO comprend 15 États, et tout le monde sait que chaque pays s'occupe de la sécurité de ses citoyens et de leurs biens. Aujourd'hui, les États de l'Alliance des États du Sahel (AES) – à savoir le Mali, que je connais très bien, le Burkina et le Niger – ont quitté la CEDEAO parce qu'ils reprochent à cette communauté un manque de solidarité régionale. La CEDEAO établit les règles de stratégie régionale d'ensemble, mais chaque pays doit pouvoir s'occuper de sa sécurité. Sur le plan régional, nous avons établi un plan d'action de lutte pour un budget estimé à 2,3 milliards de dollars américains. Nous n'avons reçu aucun soutien. Cependant, lorsque la guerre en Ukraine a éclaté, les États-Unis seuls ont donné plus de 100 milliards de dollars à l'Ukraine pour que les pays s'entrechoquent et continuent à se tuer. Le deuxième niveau de solidarité, c'est la solidarité internationale. Au Mali comme au Burkina et au Niger, nous avons bénéficié de la solidarité internationale, mais les résultats n'ont pas été satisfaisants. Voilà la cause fondamentale des levées de boucliers contre la présence des forces étrangères dans les pays africains. Et si aujourd'hui le terrorisme n'est pas étendu de façon collective – parce que les terroristes dans le Sahel sont des unités collectives – et qu'il y a uniquement du terrorisme isolé en Europe et en Occident de manière générale, c'est parce que la flotte aérienne surveille les territoires, en plus de toutes les dispositions faites sur la terre pour protéger les citoyens. Or, les États africains n'ont pas ces moyens.

L'expression « Sud global » est une représentation du monde actuel. En géographe, je dirai une carte mentale. Le terme a été forgé en 1969 un chercheur américain d'Ann Arbor, pour dénoncer la domination du Nord, pendant la guerre du Vietnam. Mais elle n'est devenue l'expression de l'année qu'en 2023 : elle enrichit le *Dictionnaire des idées reçues* (avec l'Occident collectif et la majorité globale), que Gustave Flaubert sous-titrait : le catalogue des idées chic. Elle a remplacé dans l'usage courant des milieux économiques internationaux le terme de « pays émergents ». Ce qui souligne le poids des questions géopolitiques dans les grandes décisions économiques. Ce stéréotype renseigne sur les locuteurs, pour lesquels c'est une machine de guerre narrative antioccidentale, installée par la Chine de manière délibérée. L'expression nous parle d'un monde où les puissances moyennes sont classiquement westphaliennes : elles veulent leur place au soleil comme disait von Bülow en 1897 face à la France et au Royaume Uni. Nous devons comprendre, au Nord que nous n'avons plus le monopole de la puissance normative et narrative. Donc, entendre les enjeux et les messages des Suds locaux et interagir avec eux en toute égalité des conditions. À la fois au plan économique et au plan multilatéral : traiter ensemble les lignes de clivages avec les pays intéressés : santé, énergie, technologie, monnaie, normes et règles.

1) Les fameux métaux critiques ou stratégiques. Alors que beaucoup pensait que l'extraction, le raffinage et la transformation des ressources minérales était une activité du passé appelée à jouer un rôle mineur dans les affaires du monde, l'histoire récente nous montre qu'il n'en est rien, et qu'à l'instar des siècles passés, contrôles les chaînes d'approvisionnement restent un objectif stratégique majeur de beaucoup de pays. Indispensables pour fabriquer les technologies décarbonées et numériques, ces minerais stratégiques sont devenus en une décennie un enjeu géopolitique et stratégique majeur d'autant que la Chine a réussi à conquérir une place centrale sur ces marchés en relocalisant progressivement l'essentiel des industries de raffinage et de transformation sur son territoire, et mettant le reste du monde en situation de dépendance inconfortable. Cette course aux minerais est d'autant plus exacerbée que la vitesse à laquelle le monde occidental ambitionne d'effectuer sa transition énergétique met les marchés sous forte tension tant la croissance des besoins est importante, bien au-delà de ce que les industriels pourront raisonnablement pourvoir dans les délais impartis. Il faut donc s'attendre à une guerre économique féroce, à des luttes d'influence où tous les coups sont permis, mais aussi à des conflits d'usage notamment entre les transitions numériques et énergétiques. 2) Au-delà des politiques d'atténuation déployées aujourd'hui, la réalité du changement climatique s'impose déjà à de nombreux pays avec des tensions croissantes sur la ressource en eau du fait des périodes plus longues de sécheresse et de la violence croissante des intempéries, des risques naturels côtiers exacerbés du fait de l'élévation du niveau marin, de l'augmentation des mouvements de terrain du fait des événements climatiques extrêmes. L'impact sur les politiques et les finances publiques devient prégnant et va conduire à des évolutions significatives des rapports de force et des jeux stratégiques et géopolitiques. Ces deux sujets sont au premier abord des enjeux scientifiques et techniques, mais embrassent en fait une dimension géopolitique et stratégique qui va venir impacter progressivement les équilibres du monde et modifier les rapports de force entre les différents pays. À ce titre, ils méritent d'être pris en compte dans les réflexions sur les évolutions de notre monde.



17th EDITION
GLOBAL GOVERNANCE
DECEMBER 13-15, 2024 - ABU DHABI

WORLD POLICY
17th EDITION
GLOBAL GOVERNANCE
DECEMBER 13-15, 2024 - ABU DHABI

WORLD POLICY
17th EDITION
GLOBAL GOVERNANCE

1. Économie et finance



PRÉSIDENT :

Jean-Claude TrichetAncien président de la Banque centrale européenne,
gouverneur honoraire de la Banque de France

Permettez-moi de résumer les points positifs et négatifs de l'élection de Trump pour l'économie mondiale. Je commencerai par les points positifs. De toute évidence, un regain de confiance, une déréglementation substantielle, un allègement significatif de l'impôt sur les sociétés, l'expansion budgétaire, le retrait de l'Accord de Paris, et vous comprendrez sans doute que je ne suis pas nécessairement d'accord avec tous ces éléments, mais ils peuvent apparaître comme positifs à court terme. Pour ce qui est des points positifs à long terme, je citerais la croissance de la productivité globale des facteurs, l'investissement des entreprises, le financement de l'innovation, dans la continuité de ce qui a déjà été fait aux États-Unis. Un autre point positif à long terme est la stratégie affichée pour mettre fin aux guerres actuelles et en prévenir de nouvelles, en réglant les problèmes géostratégiques. Passons maintenant aux points négatifs à court terme : l'augmentation des droits de douane et des barrières commerciales, la hausse de l'inflation, avec pour conséquence peut-être des taux d'intérêt réels et nominaux plus élevés, la réduction massive de l'immigration, qui aura un impact négatif à court terme. Ensuite, je pense que les éventuelles guerres commerciales, non seulement avec la Chine et l'Europe, mais aussi avec le Mexique et le Canada, doivent être considérées comme des points négatifs à court terme. Ensuite, les points négatifs à long terme en termes de croissance seraient le retrait de l'Accord de Paris, l'incertitude quant aux résultats de chaque négociation transactionnelle et l'imprévisibilité de manière générale, qui pourrait évoluer à terme vers une attitude beaucoup plus prévisible. Quoi qu'en dise le nouveau ministre des Finances, à savoir les 3 %. Il y a une dette publique incontrôlable aux États-Unis, et bien sûr, j'ai déjà évoqué la baisse de l'immigration. Cependant, je pense que nous devons faire preuve de pondération et nous abstenir de penser que l'élection de Trump aura un impact entièrement négatif ou entièrement positif sur l'économie.

**Hur Kyung-Wook**Président du Seoul Financial Forum, président du conseil du
Korea Center for International Finance, ancien vice-ministre
de la Stratégie et des Finances de Corée

En ce qui concerne l'économie coréenne, le pays devrait enregistrer cette année une croissance d'environ 1,9 %, mais en raison des événements récents et de l'arrivée du président Trump, le risque de ralentissement est beaucoup plus grand. Ce chiffre de 1,9 % est la projection la plus récente de la Banque centrale, mais je pense que la croissance sera probablement plus faible. L'arrivée du président Trump nous rend particulièrement vulnérables à trois égards. Premièrement, notre dépendance commerciale est très élevée, de l'ordre de 85 à 86 %, et l'Allemagne est sans doute le seul pays du top 12 à atteindre un pourcentage similaire. Cela signifie que tout ce qui porte atteinte au système commercial fondé sur des règles prévisibles peut nuire plus gravement à la Corée. En effet, le secteur des exportations est un pilier de l'économie et la demande intérieure est très faible, et a même été négative au cours des deux derniers trimestres. Cela rend la Corée très vulnérable à l'arrivée de M. Trump. Le deuxième élément qui rend la Corée plus vulnérable que d'autres pays est que nous sommes pris en étau entre les États-Unis et la Chine. Par le passé, nous dépendions économiquement de la Chine à hauteur de 25 à 26 %, mais depuis la pandémie de Covid et le ralentissement de l'économie chinoise, la situation a changé et les États-Unis sont désormais notre plus grand partenaire stratégique, suivis de près par la Chine. Plus intéressant encore, nous avons toujours eu un fort excédent avec la Chine, mais l'année dernière, nous avons enregistré un déficit commercial avec elle, tandis que notre excédent avec les États-Unis a progressé très rapidement pour atteindre environ 44 milliards de dollars. Je ne pense pas que cela soit du goût de M. Trump, car sous son premier mandat, notre excédent commercial représentait un tiers de cette somme, et nous avons dû réviser l'accord de libre-échange entre la Corée et les États-Unis. À ce niveau, je suis convaincu que la pression sera forte et, comme la dit Mme Lagarde, nous sommes prêts à importer de l'énergie, du GNL, etc., pour la faire baisser.

1. Économie et finance

**Pierre Jacquet**

Professeur d'économie à l'École nationale des ponts et chaussées (ENPC), membre du Cercle des Economistes

La productivité globale des facteurs (PGF) montre des tendances préoccupantes : croissance négative dans la zone euro depuis le début des années 2000, recul récent dans les pays en développement, tandis que les États-Unis maintiennent une croissance positive mais plus faible que dans les années 1950. L'analyse de huit grandes économies (1990-2024) révèle des contributions variables de la PGF à la croissance : négative pour la France et le Royaume-Uni, récemment positive pour le Japon et le Brésil, mitigée pour l'Allemagne, toujours positive pour les États-Unis, la Chine et l'Inde. Les investissements dans les TIC contribuent de manière significative à la croissance aux États-Unis, en Chine et en France, tandis que la Chine maintient un niveau élevé d'investissements non-TIC (3 % par an en 2023-24). La contribution du travail à la croissance est désormais réduite à la portion congrue dans la plupart des pays, à l'exception de l'Inde, tant en termes de quantité et de qualité. Et compte tenu du vieillissement de la population, en particulier en Europe, et des débats épineux sur la retraite, il est peu probable que la croissance à long terme repose sur l'accumulation du travail. Les perspectives de croissance à long terme dépendent d'une hausse des investissements, à la fois pour augmenter le stock de capital, en particulier le capital des technologies de l'information, et promouvoir la productivité globale des facteurs. Les tendances de la productivité témoignent notamment du retard de l'Europe en matière d'innovation. Cependant, sous l'effet des préoccupations environnementales et sanitaires, l'Europe a du mal à déterminer comment définir et mesurer la création de valeur souhaitable. L'impact de l'IA et son potentiel de revitalisation de la croissance de la productivité donnent lieu à de nombreux débats. Les investissements publics, en particulier dans l'éducation, la recherche, l'organisation des marchés et les systèmes d'innovation, dont l'IA, ainsi que dans les secteurs contribuant à la transition écologique, auront un rôle important à jouer. La discipline budgétaire est certes importante, mais elle doit être fermement ancrée dans une approche à long terme, et la vision court-termiste actuelle axée sur la dette publique et le déficit public pourrait sauver contre-productive. L'Europe a besoin d'une approche budgétaire à long terme prévoyant des investissements publics de départ, comme le recommande le rapport Draghi. Ce qui importe, ce n'est pas tant la quantité globale des dépenses publiques que leur qualité et leur répartition.

**Sébastien Jean**

Professeur d'économie du CNAM, directeur associé de l'initiative Géoéconomie et géofinance de l'Ifri

Je crois que le maître mot pour décrire Trump est, presque par définition, l'incertitude, car il se vante d'être imprévisible et, bien entendu, le commerce est son domaine de prédilection pour appliquer ce principe d'incertitude. On s'interroge sur les mesures qui seront prises et si on considère l'ensemble des menaces qu'il a formulées, je pense qu'elles sont beaucoup trop inflationnistes pour être acceptables, même pour lui, non pas pour des raisons économiques, mais simplement pour des raisons de politique intérieure. Je pense qu'il augmentera probablement les droits de douane et prendra certaines mesures, mais pas toutes celles qu'il menace de prendre, ce qui, bien sûr, nous laisse dans une grande incertitude. À cela s'ajoute l'incertitude quant aux réactions des autres pays et, pour moi, il est certain que les partenaires prendront des mesures de rétorsion, mais je suppose également que la plupart d'entre eux, sinon tous, se cantonneront à des mesures de rétorsion partielles et n'essaieront pas de s'aligner sur les droits de douane américains, du moins au sens de la définition courante que donne l'OMC de l'alignement en termes de distorsion des échanges. Ils s'en serviront plutôt comme d'un levier politique, ce qui sera vraisemblablement la règle du jeu dans tous les cas, même du point de vue américain. En termes d'impact, on peut dire sans se tromper que l'incertitude est mauvaise pour l'investissement. L'impact dans le domaine de l'énergie est également un sujet de préoccupation, car le programme de dérégulation sur le marché américain constitue un gros point d'interrogation. Par ailleurs, je pense qu'un affaiblissement du système commercial multilatéral est en effet à prévoir à un moment où les tensions commerciales sont déjà vives. D'ailleurs, cette année, les instruments de défense commerciale, principalement les mesures antidumping, utilisés par les économies émergentes contre les importations chinoises ont quasiment doublé par rapport à 2023. Il est trop tôt pour voir une tendance à long terme, car les variations d'une année sur l'autre sont importantes, mais je pense qu'il s'agit d'un indicateur intéressant du degré de tension qui règne déjà sur les marchés mondiaux, en particulier sur les marchés mondiaux des produits manufacturés.

**André Lévy-Lang**

Président fondateur de l'Institut Louis Bachelier, ancien directeur général de Banque Paribas

Je vais vous présenter brièvement quelques études que nous avons réalisées à l'Institut Louis Bachelier sur ce que nous appelons l'imbriication de la géostratégie, de la géopolitique et de la finance, ses conséquences et son évolution. Bien évidemment, les sanctions ont été imposées en utilisant le dollar et appliquées aux banques. Ainsi, si elles effectuent des transactions en utilisant le dollar, elles s'exposent à de très lourdes amendes qui, dans certains cas, peuvent rendre une banque insolvable. Même les banques chinoises se sont bien gardées d'utiliser le dollar. Le deuxième aspect des sanctions concerne les infrastructures financières et principalement SWIFT. La Chine, l'Inde et la Russie ont bien sûr essayé de créer des systèmes pour contourner SWIFT. Si le régime de sanctions a été possible, c'est notamment parce que le dollar reste de loin le principal instrument commercial et la monnaie dominante dans les échanges internationaux. Les efforts de la Chine pour promouvoir le renminbi ont limité l'utilisation du dollar dans une certaine mesure, mais si vous regardez les chiffres, le dollar reste de loin la principale monnaie utilisée dans les échanges. Par ailleurs, les marchés de capitaux américains représentent aujourd'hui, en volume, le même montant que la somme des dix autres plus grands marchés de capitaux du monde. Si vous additionnez le Royaume-Uni, la Chine, la France, etc., vous atteignez le niveau de la valeur des marchés de capitaux américains. Les États-Unis restent donc la première puissance financière, et ce n'est pas près de changer. Si nous examinons les tendances, les banques centrales augmentent leurs réserves d'or et maintiennent une petite part d'euros, mais le dollar reste la première monnaie de réserve mondiale, quoiqu'un peu moins que par le passé. Les conséquences des sanctions se feront donc sentir dans la structure des échanges.



1. Économie et finance



John Lipsky

Senior Fellow au Foreign Policy Institute de la Paul H. Nitze School of Advanced International Studies de l'Université Johns Hopkins, ancien premier directeur général adjoint du Fonds monétaire international

La vigueur de la croissance de la productivité globale des facteurs aux États-Unis a contribué de manière notable - et inattendue - à une croissance économique américaine plus forte que prévu sur la période post-Covid. Cela s'explique en partie par la vigueur des investissements des sociétés non financières. En particulier, les dépenses en équipements de haute technologie ont contribué au dynamisme des dépenses d'investissement. Par ailleurs, un aspect frappant de la performance économique américaine post-Covid est l'augmentation sans précédent du nombre de créations d'entreprises. En outre, la période post-Covid a également été marquée par l'augmentation significative du télétravail aux États-Unis par rapport à la période pré-Covid. À la différence de la politique européenne type adoptée durant la pandémie de Covid, qui privilégiait l'aide directe aux entreprises pour qu'elles maintiennent leurs liens avec les salariés, les pratiques équivalentes étaient rares aux États-Unis. Il est donc concevable que la flexibilité accrue du marché du travail, conjuguée aux nouvelles technologies, ait favorisé les créations d'entreprises, ce qui s'est traduit par des gains de productivité et une croissance plus forte. Il sera intéressant de voir si ces tendances perdurent.



Gary Litman

Vice-président senior des initiatives internationales à la Chambre de Commerce des États-Unis

Beaucoup d'entreprises sont extrêmement optimistes, surtout lorsqu'elles parlent en public de ce que la nouvelle administration et le nouveau Congrès pourraient leur apporter, notamment en termes de déréglementation. Cependant, en privé, elles doivent sans doute être en proie à l'incertitude, surtout quand on sait que les grandes entreprises vont devoir changer de stratégie et passer assez rapidement de la ligne narrative relative à l'investissement dans la transition énergétique et le climat à l'investissement dans la sécurité et la technologie. L'investissement dans la technologie a certes cours depuis déjà un certain temps, mais cela va maintenant devenir le discours dominant, tout le monde annonçant son intention d'investir massivement dans ce secteur. Cela signifie au fond que les investissements dans la plupart des autres secteurs vont se tarir, car il n'y a tout simplement pas assez d'argent. Lorsque vous assistez à des conférences et réunions avec des entreprises, des grands noms de la technologie et d'autres, il est question d'investir littéralement des milliards et des milliards par an dans une course aux armements pour être le premier à développer le prochain modèle, la prochaine version de l'IA. En ce qui concerne les marchés de capitaux, les États-Unis font course en tête, et cela s'explique en grande partie par les énormes valorisations des 10 mêmes entreprises. Si l'on y réfléchit, on ne voit pas très bien comment ces entreprises, qui donnent le ton pour les années à venir et notre performance économique, vont monétiser cet investissement ou dégager un retour sur investissement, à moins, et c'est d'ailleurs un sujet qui fait beaucoup parler, qu'elles ne considèrent tout cela comme un autre projet Manhattan. Il s'agit là d'un scénario de guerre froide, et il est très difficile de construire un modèle de croissance pour les grandes entreprises qui investissent des milliards et des milliards dans l'IA si le gouvernement ne paie pas pour cela. Au bout du compte, on peut se demander si le consommateur sera prêt à déboursé beaucoup plus d'argent pour permettre à ces entreprises de rentabiliser ces énormes investissements.



Jean-Claude Meyer

Vice-Chairman International de Rothschild & Cie

Nous pouvons anticiper un scénario pour l'Europe et deux scénarios, voire peut-être, ce qui serait une surprise, un troisième pour les États-Unis. Selon moi, il n'y a qu'un seul scénario pour l'Europe, à savoir une croissance continue très lente de 0,9 % à 1 % pour 2025 et une inflation d'environ 2 %. L'Europe sera affectée par les droits de douane américains et par le marché chinois pour ses exportations. La BCE continuera à réduire ses taux, après la baisse du taux de dépôt, de 3 à 2 %, voire peut-être 1,5 %. L'Europe est confrontée à de nombreux maux, sa croissance organique ne représente qu'un tiers de celle des États-Unis depuis la pandémie et elle pâtit de l'absence d'une union des marchés de capitaux, du vieillissement de la population active, de la diminution de la main-d'œuvre, d'une faible productivité, d'une dépendance énergétique, d'investissements insuffisants dans la technologie et de l'absence d'un véritable marché unique. L'écart entre les États-Unis et l'Europe est donc amené à se creuser. Bref, les perspectives pour l'Europe sont plutôt sombres et les marchés boursiers européens, malgré des bénéfices par action relativement bons, resteront moroses et beaucoup moins attractifs que le marché américain. Nous avons deux scénarios aux États-Unis. Premièrement, un scénario d'essor déjà en place, appelé le « Trump trade ». Les États-Unis affichent une croissance de 3 %, un taux de chômage de 4,1 % et une inflation de 2,7 %, le SSP ayant augmenté de 26 % cette année, avec un dollar fort renforcé par le flux de capitaux flottants investis aux États-Unis. En 2025, la croissance devrait avoisiner les 2,4 %, soit le double de celle de la zone euro, et les investisseurs du monde entier continueront à miser sur les États-Unis, surtout en comparaison d'une Europe en déclin et d'une Chine beaucoup moins attractive. Chaque année, l'Europe investit 300 milliards d'euros dans les marchés financiers américains. Le deuxième scénario est moins optimiste du fait des politiques de Trump. Un rebond de l'inflation est à prévoir sous l'effet des restrictions à l'immigration qui entraîneront une hausse des salaires, de l'augmentation des droits de douane et d'un énorme déficit commercial. Ces trois facteurs, auxquels s'ajoute un faible taux de chômage, provoqueront une surchauffe et donc un cycle d'assouplissement plus lent, voire une augmentation ultérieure des taux d'intérêt aux États-Unis. En conclusion, un troisième scénario est probable aux États-Unis, avec un début de présidence Trump plutôt bon et une période caractérisée par une plus grande instabilité et des risques plus élevés au bout de six mois.

2. Énergie et climat



PRÉSIDENTE :

Valérie Ducrot

Directrice exécutive du Global Gas Centre

Je reviens de trois jours à la CESAP de l'ONU à Bangkok, qui a réuni toutes les commissions régionales. Il y avait des représentants de la Banque asiatique de développement et ils ont clairement dit que, d'un point de vue financier, ils n'avaient pas les outils pour conseiller des pays comme l'Indonésie, qui utilisent beaucoup de charbon, sur la façon de passer du charbon au gaz. Ils ont dit qu'ils subissaient des pressions internationales pour ne pas investir dans les énergies fossiles, c'est-à-dire actuellement le gaz, et qu'ils étaient arrivés à un point où ils ne savaient pas quoi faire. On peut mettre de l'ammoniac et d'autres choses, mais la lutte est difficile. J'ajouterais aussi la main d'œuvre et les gens. Comment faire passer les locaux qui travaillent dans ce secteur du charbon à autre chose ? Rien n'a été fait et je dirais que la communauté internationale est confrontée à un énorme problème. Dans toutes les réunions, nous constatons qu'il y a d'énormes difficultés.

**Majdi Abed**Directeur des Relations institutionnelles internationales
chez TotalEnergies

Avec le pétrole et le gaz, le deuxième pilier est l'électricité, qui est pour nous l'énergie du futur car c'est l'énergie de la décarbonation. Nous le voyons clairement dans le secteur de la mobilité, mais ce sera l'énergie du futur. Nous avons une croissance démographique, les pays du Sud aspirent à un meilleur niveau de vie, nous savons que 700 millions de personnes vivent sans accès à l'électricité et ces personnes vont avoir de plus en plus besoin d'électricité. En même temps, il y aura aussi un besoin d'électricité plus important dû au développement des centres de données, à la numérisation, à l'intelligence artificielle et à d'autres processus, donc nous aurons certainement de plus en plus besoin d'électricité. C'est pourquoi nous investissons massivement dans l'électricité propre basée sur les énergies renouvelables et nous couvrons toute la chaîne de valeur de l'électricité, de la production à la distribution, afin de pouvoir gérer l'intermittence des énergies renouvelables et fournir une énergie stable, propre et bon marché à nos clients. Nous avons démontré qu'il s'agit d'un modèle économique viable pour les énergies à faible émission de carbone. En 2023, nous avons atteint une rentabilité de 10 % dans nos activités électriques, et je le mentionne parce que la rentabilité est très importante si nous voulons que les entreprises investissent dans les énergies renouvelables et cette nouvelle électricité à faible émission de carbone. Notre objectif est de 35 gigawatts en 2025 et de 100 gigawatts en 2030 et nous investissons environ 5 milliards de dollars dans les énergies renouvelables à faible émission de carbone et dans l'énergie à faible émission de carbone.

2. Énergie et climat



Jean Abiteboul

Président du GIIGNL (Groupement international des importateurs de gaz naturel liquéfié), administrateur indépendant de Tellurian, Inc. (AMEX: TELL), fondateur et PDG de JA Energy Consulting

J'ai deux remarques ainsi qu'une question que j'espère voir abordée plus tard dans la journée. Ma principale remarque est que le GNL connaît une croissance très rapide, probablement de 60 % au cours des dix prochaines années. Il offre beaucoup de flexibilité, de sécurité et de capacité à résister aux chocs, comme ceux de Fukushima et de l'Ukraine. Ma principale question, et j'ai lu cela dans un journal français la semaine dernière mais ailleurs aussi, c'est que les nouveaux projets de liquéfaction sont des bombes climatiques. Il est vrai que si vous calculez les émissions de CO₂ pendant toute la durée de vie d'un projet de liquéfaction, 25 à 30 ans, il y a un nombre énorme de tonnes de CO₂ en jeu. Cependant, pour moi, le calcul complet devrait également prendre en compte les émissions de CO₂ évitées par les nouveaux projets de liquéfaction. Comme il n'est pas possible de remplacer tous les projets gaziers par des énergies renouvelables ou du nucléaire du jour au lendemain, la seule alternative à court terme est le charbon. Pour moi, c'est vraiment une question de communication et si on commence à calculer les émissions de CO₂ liées à un nouveau projet de GNL, il faut aussi prendre en compte les émissions de CO₂ évitées qui auraient été émises par un carburant alternatif. Aujourd'hui, si l'on part du principe que les énergies renouvelables sont à un stade de développement maximal, ce carburant alternatif c'est le charbon.



Igor Yurgens

Président du conseil d'administration de l'Institut de développement contemporain de Moscou

Si l'on parle des questions énergétiques, il existe deux factions difficilement conciliables : l'atténuation et l'adaptation. La réduction de l'utilisation des combustibles fossiles ne suffirait pas à résoudre le problème et que l'adaptation de la planète au niveau actuel d'émission de carbone est tout aussi importante, sinon plus. La COP 29 s'est déroulée sous l'épée de Damoclès du président élu Trump, qui a décidé de se retirer de l'accord de Paris pour la deuxième fois. Pour la Fédération de Russie, qui est lourdement sanctionnée et pratiquement exclue de la coopération générale, le résultat logique est la coopération régionale. Par conséquent, une coopération et une coordination plus actives des programmes nationaux dans le cadre des BRICS-OCS nous semblent plus judicieuses. Chaque grand pays, y compris l'Inde et la Chine, poursuivra ses propres objectifs et intérêts. Mais pour la Russie, il serait plus productif de travailler avec la méthodologie discutée et approuvée conjointement. Du point de vue de l'efficacité, je pense que l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) est préférable aux BRICS, car cette dernière n'a pas de secrétariat et est un club plutôt qu'une organisation qui fonctionne au quotidien. La Chine est critiquée, voire ostracisée, pour sa prétendue surcapacité. Cette accusation découle de l'inquiétude des Occidentaux quant à leur propre compétitivité et à leur part de marché, ce qui freine la transition écologique. La Russie ne partage pas ce point de vue et est prête à importer des véhicules électriques, des éoliennes et des panneaux solaires chinois. Nous dépendons de bonnes relations commerciales avec les pays des BRICS et de l'OCS, et il serait logique que nous travaillions sur la transition écologique, y compris sur les questions énergétiques, sur une base régionale avec ces pays. Je pense que ce sera notre stratégie à partir d'aujourd'hui et jusqu'à la COP 31.



Marc-Antoine Eyl-Mazzega

Directeur du Centre Énergie et Climat de l'Irri

Les émissions fugitives de méthane ne proviennent pas seulement du secteur de l'énergie, mais aussi des secteurs des déchets et de l'agriculture. Cela m'amène à mon deuxième point sur le marché volontaire du carbone. De toute évidence, ce marché volontaire a été un enjeu lors de la COP de Bakou. Nous avons constaté des progrès, qui ont été contestés, mais il est néanmoins positif que la situation progresse. Ce que je veux dire, c'est que le meilleur marché volontaire du carbone, le plus clair et le plus efficace est, par exemple, lié à la réduction des émissions de méthane des déchets, car c'est quelque chose dont on peut vraiment justifier l'existence. Vous savez que la plupart de ces émissions proviennent des pays en voie de développement parce qu'ils ont ces déchets, etc., et qu'il n'y a aucun moyen de résoudre ce problème parce qu'il n'y a pas d'argent pour cela. Je pense qu'il s'agit clairement d'un domaine dans lequel nous devrions avoir un marché volontaire du carbone efficace qui réduise les émissions fugitives de méthane dans ces endroits. Une autre remarque à ajouter à la discussion concerne le déploiement des énergies renouvelables. Les Chinois alimentent réellement le monde avec ces énergies. Aujourd'hui, ce que l'on voit partout dans le monde, au Nord mais c'est encore plus grave au Sud, c'est le problème des réseaux électriques. Le sous-investissement dans les réseaux est dramatique et il serait fantastique que la Banque de développement des BRICS, l'aide au développement de l'UE, tout ce qui reste des États-Unis, etc., concentrent désormais leurs efforts sur le soutien à la modernisation et à l'expansion des réseaux dans les pays émergents, par des prêts et divers types de solutions de financement. Je pense que c'est le plus facile pour commencer, souvent ces entreprises sont financièrement faibles, voire presque en faillite et simplement renflouées par leurs gouvernements d'année en année. Cela ferait vraiment une énorme différence car la technologie solaire photovoltaïque et la capacité de production sont là et elles sont diversifiées. Le goulot d'étranglement se situe en réalité au niveau des réseaux, et on aura également besoin des réseaux pour que le gaz joue son rôle de substitution.

2. Énergie et climat



Jeffrey Lewis

Partenaire et membre du comité exécutif du cabinet de droit international Cleary Gottlieb

Le GNL n'est pas une solution économique du point de vue des consommateurs en Amérique latine. Le GNL ne sera pas une solution pour que la République dominicaine puisse abandonner le charbon et passer à une énergie plus propre. Nous allons devoir trouver d'autres solutions pour ce groupe. Ensuite, le mode de transport de gaz dans le reste de la région repose sur le pipeline et c'est ainsi que, de manière générale, on va distribuer le gaz naturel dans la région. Dans la plupart des cas, on ne verra pas de GNL transporté du Pérou vers un autre endroit, car ce ne sera tout simplement pas économique. Le GNL est évidemment important pour la région, car l'Amérique latine est riche en ressources de gaz naturel et il y a donc de nombreuses opportunités, qui commencent à se développer, pour les usines de GNL et l'exportation. Cependant, je soulignerai deux problèmes que j'ai observés au cours de ce développement. Le premier est la tension politique, car la région a un grand besoin de gaz pour se stabiliser et passer du charbon à une source d'énergie plus verte, ce qui signifie une forte tension politique entre l'approvisionnement local en gaz et le gaz pour le GNL. Je vais prendre l'exemple du Pérou. Les champs gaziers de Camisea sont très riches en gaz et ont été principalement développés pour l'exportation. Une installation de GNL a été construite, pour un coût de 5 milliards de dollars, et le développement des champs gaziers a coûté 30 milliards de dollars. La seule façon de développer les champs gaziers de Camisea était de pouvoir obtenir un prix d'exportation pour le gaz. Mais il existe une énorme tension politique au Pérou parce qu'il y a des délestages constants à Lima, l'approvisionnement en électricité n'étant toujours pas stable à Lima et dans de nombreuses autres villes et communautés. Le deuxième problème que je voudrais souligner en ce qui concerne le gaz et le GNL en Amérique latine est que ces pays s'inquiètent beaucoup de leur patrimoine et de leur souveraineté sur les ressources naturelles. Un problème majeur dans un certain nombre de ces pays, qui disposent de ressources abondantes, est de trouver un équilibre entre la crainte de céder leur patrimoine naturel à des investisseurs étrangers et la nécessité d'attirer des capitaux. Pour moi, le Mexique est l'exemple type de ce problème, car il devrait être un exportateur net de gaz, mais il en est en fait un importateur net. Et c'est vraiment à cause de ce problème : ils n'ont pas été capables de résoudre ce conflit fondamental.



Tomás Lanardonne

Expert en réglementation et commerce dans le domaine de l'énergie, associé fondateur de MHR Abogados (Argentine et Uruguay)

L'Argentine est déterminée à contribuer à la sécurité de l'approvisionnement énergétique mondial et à l'atténuation du dérèglement climatique grâce à ses vastes ressources naturelles, tout en menant sa propre transition énergétique. Dans 10 ans, l'Argentine a l'intention d'exporter environ 25 millions de tonnes métriques par an grâce à plusieurs projets de GNL situés sur sa côte atlantique. Cela impliquerait de doubler notre production actuelle. À moyen terme (d'ici 5 ans), et grâce à la capacité de gazoducs d'interconnexion déjà installés, nous prévoyons d'exporter environ 30 millions de mètres cubes de gaz par jour vers le Chili, le Brésil, l'Uruguay et la Bolivie. Les principaux principes de base de ce plan sont les suivants : 1/ Le schiste est là, sa productivité est meilleure que celle du Permien et les coûts de développement se réduisent constamment ; 2/ Le gaz argentin a une faible intensité carbone ; et 3/ la transition énergétique mondiale aura besoin du GNL argentin. Les points d'action du plan énergétique argentin sont les suivants : 1/ La réglementation. Au cours des 10 dernières années, l'Argentine a modernisé sa législation pour favoriser le développement massif du gaz de schiste ; 2/ L'Argentine a mis en place ce que j'appelle « l'environnement économique national » ; et enfin 3/ l'Argentine décarbone son mix énergétique grâce à une série de mesures cumulatives. Chaque pays élabore sa propre transition énergétique en fonction de son mix énergétique de base, de ses ressources naturelles et de ses possibilités économiques. Toutes ces mesures de décarbonation nécessitent des capitaux et des financements. Et l'objectif de l'Argentine est de financer une partie de cette transition énergétique grâce à ses exportations de GNL.



Nicolas Piau

Co-fondateur et président de Tilt Capital

Je pense qu'il existe une idée fautive sur la sécurité énergétique européenne. L'énergie est une question physique et nous devons tenir compte des réalités physiques. Si je prends la production de pétrole et de gaz en Europe, les deux principales puissances sur ce front sont le Royaume-Uni et la Norvège. La courbe de crémaire au Royaume-Uni est plus que plate et je crois que la production diminue de 7 % par an. Celle de la Norvège est également en train de s'aplatir et, je pense que la plupart des grandes compagnies ont quitté Stavanger, même si vous y avez peut-être encore un bureau. Mais Shell et BP sont certainement partis, et cela en dit long sur ce qui se passe là-bas. Ensuite, si vous dites qu'il y a des énergies renouvelables, le taux de charge moyen en Europe pour l'éolien est de 25 % et de 12 % pour le solaire, mais aux États-Unis, le taux de charge moyen est de 35 % pour l'éolien et de 17 à 18 % pour le solaire, ce qui n'a rien à voir. On pourrait également ajouter que nous n'avons pas la superficie terrestre nécessaire par rapport aux États-Unis pour installer des panneaux solaires partout, comme dans le Nevada, l'Arizona ou ailleurs, et qu'il faut bien sûr un réseau. Je vais ajouter que le gaz russe était en fait une option rationnelle pour l'Europe, cela ne fait aucun doute. Nous ne sommes pas naïfs quant au fait qu'il y avait une interdépendance, mais c'était l'un des moyens les moins chers d'obtenir de l'énergie en Europe. Il est très important pour l'Europe de penser à l'ère post-Poutine. Nous ne pouvons pas travailler avec Poutine et sa clique pour le moment, mais nous devons réfléchir à la façon dont nous travaillerons avec la Russie en tant qu'Européens par la suite. Si le gaz est le vecteur de la transition énergétique, et j'en suis convaincu, je ne vois pas comment l'Europe pourrait tourner le dos au gaz russe et bien sûr, je réaffirme que c'est impossible à envisager dans une situation où Poutine est au pouvoir.

3. Enjeux économiques et sociaux au Moyen-Orient



PRÉSIDENT :

Adil AlzarooniDirecteur général Al Zarooni Emirates Investments
et de Al Bidayer Holding, fondateur de Citizens School

Les entreprises familiales du CCG représentent près de 80 % des emplois et, selon les pays, entre 60 et 70 % du PIB du CCG. La plupart de ces familles se sont enrichies, principalement dans les années 50 et 60. Aujourd'hui, la plupart de ces familles en sont au passage à la deuxième ou troisième génération, beaucoup n'ont aucune expérience en matière de gestion de patrimoine, et d'après les estimations, près de mille milliards de dollars vont être transmis d'une génération à l'autre au cours des 20 prochaines années. Il faut les y préparer et les structurer correctement sur le plan juridique et financier. Il faut aussi que les générations futures comprennent l'intérêt, à l'avenir, de garder l'argent en commun pour des raisons d'efficacité et pour garantir les emplois dans le secteur privé. La question de la pérennité des entreprises familiales est absolument cruciale pour préserver le tissu social dans le CCG. J'ai travaillé sur le développement de zones économiques en Libye à l'époque de Kadhafi, en Égypte, en Syrie et en Turquie. Tous ces pays aspiraient à un changement positif et tous les autres pays de la région étaient heureux d'apporter leur soutien. Le problème, c'est qu'on ne peut pas faire cela sans stabilité politique, on peut se demander pourquoi 600 milliards de dollars de revenus disponibles dorment dans les banques régionales. Cela s'explique en grande partie par le fait qu'une grande majorité de personnes, 95 à 97 %, n'ont absolument aucune idée de la manière de gérer leur patrimoine à long terme. Transmettre des connaissances sur la gestion de patrimoine à long terme et le bien-être en général est une tâche que le secteur de l'éducation doit prendre à bras-le-corps et dont il doit assumer la responsabilité.

**Dorothee Schmid**

Responsable du programme Turquie/Moyen-Orient à l'Ifri

La reconstruction de la Syrie après la chute de Bachar al-Assad représente un enjeu aussi bien économique que social – pour autant que le nouveau cadre politique tienne bon et assure la stabilité minimale indispensable pour faire redémarrer le moteur. On peut sans doute considérer que l'effondrement économique du régime Assad a largement contribué à l'affaiblissement interne du système. On estime que 70 % (officiellement) à 90 % (officieusement) de la population syrienne vit sous le seuil de pauvreté, alimentant la pression sociale contre le président qui avait transformé une économie déjà faible en une sorte de système mafieux reposant principalement sur la vente de captagon (environ deux tiers des exportations syriennes). Le produit intérieur brut de la Syrie s'est contracté de 85 % depuis le début de la guerre, ses infrastructures de base sont presque entièrement détruites ou hors service, et la Banque mondiale estime qu'il faudra au moins 10 ans pour les reconstruire. Le pays dispose de très peu de ressources – son agriculture a été dévastée par les combats et les gisements de pétrole sont toujours contrôlés par les Forces démocratiques syriennes dans la région kurde, le gouvernement de Damas ne peut donc pas compter dessus. La fragmentation des champs de bataille est à l'origine de forts déséquilibres territoriaux. Il faut aujourd'hui construire en parallèle un système de production fonctionnel et un nouveau système de relations avec le monde extérieur. Le régime d'Assad dépendait fortement de la Russie et de l'Iran qui sont maintenant hors jeu, tandis que la communauté internationale est prête à s'engager afin d'assurer la stabilité de la Syrie à long terme. La normalisation politique de Hayat Tahrir al-Cham constitue un préalable absolu à la levée des sanctions qui entravent les efforts des milieux d'affaires internationaux.

3. Enjeux économiques et sociaux au Moyen-Orient



François Gouyette

Président de Pro Oriente Conseil, vice-président pour la diplomatie publique du Global Diwan, conseiller de la Présidence de Diot-Siaci

L'Afrique du Nord se situait autrefois à la périphérie géopolitique de la dynamique du Moyen-Orient, aujourd'hui cependant elle façonne de plus en plus les tendances régionales. Outre les transformations politiques et économiques internes qui se sont accélérées à la faveur de ce que l'on appelle le « Printemps arabe », la région doit également faire face à plusieurs défis extérieurs : l'évolution de la dynamique des marchés, notamment des marchés de l'énergie, la présence grandissante de nouveaux acteurs régionaux, tels que la Chine, la Russie, la Turquie, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et Israël, chacun ayant des intérêts, des priorités et des modes de fonctionnement concurrents, ainsi que l'évolution du rôle des alliés traditionnels tels que l'UE, le CCG et les États-Unis. Ces dynamiques sont amplifiées et aggravées par les changements climatiques et démographiques et, dans le même temps, le nombre croissant de migrants qui tentent d'atteindre l'Europe amène les pays européens à trouver des solutions tout en défendant les droits humains. La tâche est quelque peu ardue, comme nous le voyons avec la Tunisie, un pays auprès duquel l'UE s'est fortement engagée en signant un protocole d'accord visant non seulement à endiguer les flux migratoires mais également à améliorer les conditions économiques du pays. En d'autres termes, l'Afrique du Nord, parfois considérée comme secondaire dans le contexte plus large du Moyen-Orient, mérite en fait, selon moi, beaucoup plus d'attention de la part de la communauté internationale. Les États d'Afrique du Nord sont confrontés à un nombre vertigineux de défis liés aux tendances nationales et mondiales, aux mutations politiques, récentes ou en cours, à la stagnation économique aggravée par la pandémie, et aux défis sociaux posés par une population jeune et frustrée. Dans ce contexte, l'Afrique du Nord occupe une place de plus en plus importante sur le plan géopolitique, ce qui entraîne des répercussions sur le Moyen-Orient, l'Europe et l'Afrique subsaharienne.



Raed Charafeddine

Banquier central et commercial, ancien premier vice-gouverneur de la Banque du Liban

Le Liban est une nation qui a enduré les pires épreuves ces cinq dernières années, l'instabilité politique, l'effondrement économique, les risques sécuritaires et la guerre. Ces événements ont été précédés d'une décennie de turbulences régionales, en particulier les répercussions de la guerre en Syrie. À cela s'ajoutent les préoccupations actuelles suscitées par le nouveau régime syrien. Par ailleurs, la situation difficile des finances publiques, le déficit budgétaire, la détérioration de la dette publique et le défaut de paiement ont fait peser un fardeau immense. Le Liban a subi une succession de tragédies et d'épreuves. La crise économique et financière sans précédent, les troubles socio-économiques et politiques, les conséquences de la pandémie de Covid, l'explosion catastrophique du port de Beyrouth et les récentes atrocités israéliennes ont une fois encore éprouvé les limites de l'endurance de la nation. Pourtant, au beau milieu de ce chaos persistant, du traumatisme de la destruction, des déplacements de population et des pertes, le peuple libanais continue de faire preuve d'une résilience et d'une force extraordinaires, se rassemblant au-delà des clivages. La voie du redressement du Liban s'annonce indéniablement périlleuse, mais la résilience et la détermination de son peuple sont porteuses d'espoir, même si la destruction causée par la guerre israélienne, en réalité des atrocités, a laissé des cicatrices durables. La véritable force du Liban réside dans ses citoyens, leur esprit inébranlable, leur ingéniosité et leur détermination à surmonter l'adversité. Si le Liban se donne pour priorités la réforme de la gouvernance, la revitalisation économique et la réconciliation sociale, le pays pourra se reconstruire et en ressortir plus fort, plus uni et plus prospère que jamais.



Kamel Abdallah

Directeur général de Canal Sugar, Égypte

Permettez-moi de me concentrer sur mon domaine d'expertise, à savoir la sécurité alimentaire. Certains pays sont confrontés à des problèmes de croissance démographique. En Égypte, par exemple, il faut nourrir 3 millions de bouches supplémentaires chaque année, ce qui constitue un véritable défi pour le gouvernement. Aujourd'hui, la région doit combattre un double fléau : d'un côté la faim, et de l'autre l'obésité et les maladies. Nous avons l'un des taux de diabète les plus élevés au monde en Arabie saoudite et dans les Émirats arabes unis, et la population vit plus longtemps, de sorte que les gouvernements doivent consacrer une part de plus en plus importante de leur budget à la prise en charge des coûts humains de ces maladies. Par ailleurs, la région ne compte hélas que 9 % de terres arables. Certaines zones disposaient autrefois d'importantes ressources en eau, le Nil bien sûr, mais aussi l'Euphrate et le Tigre en Irak, qui était le grenier à blé de la région. Aujourd'hui pourtant, la pénurie d'eau est source de conflits. Par exemple, en ce qui concerne le Nil, sans diplomatie, nous aurions eu une guerre entre l'Égypte, l'Éthiopie, le Soudan et tous les autres pays riverains. De même, les fleuves et les barrages engendrent des tensions majeures dans les relations entre l'Irak et la Turquie. Par ailleurs, le fleuve Litani au Liban, d'où je suis originaire, suscite les convoitises des Israéliens et d'autres pays. Au-delà des fleuves, l'utilisation des aquifères et des eaux souterraines constitue également un défi. Au sein du CCG, nous avons utilisé nos aquifères sans nous préoccuper de les recharger, et nous les avons également utilisés en Égypte qui a misé sur la bonification des terres pour développer l'agriculture. Dieu merci, la technologie nous permet de bonifier les terres mais, bien sûr, les eaux souterraines ne sont pas une ressource inépuisable et il est à craindre qu'elles ne pâtissent de cette exploitation tous azimuts dans les 100 à 200 prochaines années. Comme l'avait déjà mentionné feu Son Altesse Cheikh Zayed, pour nous, l'eau est plus vitale, plus coûteuse et plus importante que le pétrole.

3. Enjeux économiques et sociaux au Moyen-Orient



Monica Malik

Économiste en chef à la Abu Dhabi Commercial Bank

Ce qui me rend aujourd'hui particulièrement optimiste à propos de cette région, en fait depuis l'effondrement des prix du pétrole en 2015, c'est l'orientation politique, la volonté d'aller de l'avant avec les réformes et de prendre des décisions difficiles qui étaient auparavant perçues comme pratiquement impossibles à mettre en œuvre. Grâce à ces réformes et à l'accent mis sur la maîtrise des dépenses, nombre de ces prix d'équilibre ont baissé. Selon les prévisions pour les Émirats arabes unis et le Qatar, le prix d'équilibre budgétaire devrait être inférieur à 60 dollars le baril. Depuis que l'Arabie saoudite s'est engagée dans un plan de diversification avec Vision 2030, cela a fait évoluer le discours des autres économies du Golfe qui ont déployé à leur tour des stratégies de réforme axées sur la diversification. On a ainsi constaté aux Émirats arabes unis que les CEPA (accords de partenariat économique global) se multiplient, de sorte que le périmètre d'attractivité des hubs commerciaux et de services, et des hubs financiers, s'est déplacé du Golfe à l'ensemble de la région, au sous-continent indien et à l'Afrique, et qu'il s'étend désormais de plus en plus au reste du monde, devenant un véritable hub de transbordement, de la Chine aux Amériques. Les IDE ont représenté 6 % du PIB, les IDE de type greenfield aux Émirats arabes unis se sont classés au deuxième rang mondial, derrière les États-Unis en termes absolus, c'est donc un pays où le secteur privé peut prospérer aux côtés des entités publiques, qui sont des moteurs essentiels.



Fareed Yasseen

Secrétaire général de l'association Pugwash Irak, ancien ambassadeur de la République d'Irak aux États-Unis

Les défis interdépendants de la démographie, de la pénurie d'eau et du changement climatique font peser une menace sur l'avenir de l'Irak et d'autres pays de la région. Par exemple, le nombre d'habitants en Irak est passé de 8 millions dans les années 1960 à 45 millions aujourd'hui. Dans le même temps, la population s'est déplacée des zones rurales vers les zones urbaines, où se concentrent les emplois de la fonction publique financés par le pétrole, entraînant une baisse de la productivité agricole. Par ailleurs, les palmiers dattiers emblématiques de l'Irak, autrefois au nombre de 30 à 40 millions, ne sont plus que 8 millions en raison des guerres et de la pénurie d'eau. La pénurie d'eau, exacerbée par des barrages en amont, une gestion inefficace et le changement climatique, exige de toute urgence une réforme agricole. Les pratiques traditionnelles comme l'irrigation par inondation ne sont plus tenables, et l'Irak perd chaque année environ 250 kilomètres carrés de terres à cause de la désertification. Le changement climatique aggrave encore la crise, avec des vagues de chaleur extrême et des températures au thermomètre mouillé qui rendent le travail en extérieur dangereux. En outre, l'élévation du niveau de la mer menace les infrastructures, en particulier à Bassorah, d'où la nécessité de mettre en œuvre de nouvelles stratégies de construction. En tant que producteur de pétrole, l'Irak présente une double vulnérabilité : il est exposé d'une part aux effets directs du changement climatique et d'autre part aux risques économiques liés aux efforts mondiaux de décarbonation. L'adaptation est essentielle et passe notamment par la réhabilitation de l'architecture traditionnelle plus en harmonie avec le climat, l'adoption de techniques agricoles avancées mieux adaptées aux milieux arides et la diversification de l'économie. La collaboration est la clé. L'Irak doit travailler main dans la main avec les pays voisins pour obtenir des ressources et élaborer des stratégies en vue de relever des défis communs. L'Irak ne pourra construire un avenir durable et résilient qu'en conjuguant efforts individuels et collectifs. Il en va de même pour tous les pays de la région.



Ernesto Damiani

Professeur dans le département d'ingénierie électrique et sciences de l'informatique à l'Université de Khalifa d'Abou Dabi, directeur du Centre pour les systèmes cyber-physiques

Le terme « reconstruction » est souvent employé pour désigner la reconstruction de systèmes et d'infrastructures tels qu'ils étaient avant une catastrophe. Nous défendons l'idée que la reconstruction des zones ravagées par la guerre au Moyen-Orient doit s'inscrire dans une démarche de renforcement de la résilience et tirer parti de la dynamique actuelle de la région MENA dans le déploiement de techniques de communication avancées basées sur les satellites en orbite basse (LOS) et d'agents d'intelligence artificielle (IA) innovants basés sur les grands modèles de langage (LLM) ouverts. L'utilisation de techniques de communication avancées et d'agents d'IA innovants offre un potentiel de changement transformateur et pourrait aboutir à des systèmes plus efficaces et plus résilients. En effet, les LOS fournissent une connectivité fiable et étendue, ce qui est crucial pour la reconstruction et la maintenance des infrastructures dans les zones ravagées par la guerre. Ils permettent également une forte densité d'appareils de communication, même dans les régions éloignées et mal desservies. Les techniques de communication avancées favorisent une meilleure coordination entre les différentes parties prenantes, en l'occurrence les gouvernements, les ONG et les communautés locales, ce qui se traduira par des efforts de reconstruction plus cohérents et concertés. Pour leur part, les agents d'IA basés sur les LLM peuvent analyser de vastes quantités de données afin d'éclairer les décisions en matière d'allocation de ressources, d'urbanisme et de développement des infrastructures. Cela peut être la garantie d'efforts de reconstruction bien ciblés et efficaces. Les pays avancés du Golfe, en particulier les Émirats arabes unis, peuvent jouer un rôle moteur dans l'intégration de technologies innovantes et promouvoir des pratiques de développement durable, l'objectif étant de s'assurer que les zones reconstruites sont conçues pour surmonter les défis futurs et qu'elles sont respectueuses de l'environnement. Grâce à l'intégration de ces technologies avancées, la reconstruction des zones ravagées par la guerre au Moyen-Orient pourrait être non pas une simple restauration du passé, mais un saut vers un avenir plus connecté, plus résilient et éclairé par les données.





Kevin Rudd

Ambassadeur d'Australie aux États-Unis, ancien Premier ministre d'Australie

Il y a deux ans, lorsque la Chine est enfin sortie de sa politique « zéro Covid », on s'attendait à ce que sa croissance économique reprenne de plus belle. Ce n'a pas été le cas, comme en témoignent différents éléments : 1/Une demande faible des consommateurs ; 2/La faible confiance des entreprises, qui se reflète dans le niveau modeste des investissements privés en capitaux fixes ; 3/Le marché immobilier chinois, qui représente environ 28 % du PIB national, s'est radicalement contracté, alors qu'il constitue le principal instrument d'épargne et d'investissement des particuliers en RPC ; 4/La croissance des investissements publics a été limitée car en fin de compte, il existe des contraintes liées à la capacité fiscale ; 5/Il en résulte que les exportations nettes restent le moteur principal de la croissance économique à l'heure actuelle. En conséquence, nous avons constaté dans le monde entier que la Chine exerce une forte pression sur les marchés mondiaux en cherchant à vendre moins cher que ses concurrents internationaux, afin de stimuler ses revenus des exportations nettes et de les injecter dans son économie. En effet, l'un des rares secteurs de l'économie chinoise qui enregistre une croissance positive en ce moment est celui des exportations nettes. [...] Concernant l'économie politique intérieure de la Chine, le pays a privilégié des mesures de relance pour restaurer la croissance économique, plutôt que d'entreprendre des réformes politiques fondamentales, ce qui s'avère extrêmement difficile. Dans des circonstances normales, le système chinois prendrait au moins 12 mois pour analyser la nature du nouveau gouvernement Trump. Quelle est la stratégie générale de M. Trump à l'égard de la Chine, alors que les États-Unis cherchent à atteindre les objectifs économiques énoncés par le président Trump pour prévaloir dans la rivalité économique stratégique à long terme avec la Chine ? Par ailleurs, comment concilier ces objectifs avec les préoccupations permanentes en matière de sécurité nationale, notamment à Taiwan et autour de Taiwan ?





Son Excellence Sheikh Salem bin Khalid Al Qassimi
Ministre de la Culture des Émirats arabes unis

Ce soir, je voudrais évoquer le rôle fondamental de la culture dans notre avenir commun. Les Émirats arabes unis ont défendu leur position en matière de culture, notre ancrage dans ce monde en constante mutation. Notre nation est unie par son héritage et ses précieuses traditions. Notre héritage nous enseigne l'importance de l'hospitalité, de la générosité et du respect mutuel, des valeurs essentielles dans un monde souvent marqué par les divisions. En préservant et en célébrant notre diversité culturelle, nous avons bâti un avenir plus tolérant, plus paisible et plus prospère pour tous. La culture est également un instrument pour nous permettre d'aborder certaines des questions les plus urgentes comme le changement climatique. La culture nous incite à l'action en établissant des liens entre nous et nos histoires communes de résilience et d'adaptation. Dans cet esprit, les Émirats arabes unis ont pris un décret-loi fédéral afin de dynamiser le secteur des arts et de soutenir les institutions artistiques. Notre but, par le biais d'initiatives telles que le National Grant Programme for Culture and Creativity lancé par le ministère de la Culture, est de soutenir les créateurs et d'encourager les talents et la production culturelle dans sa globalité. La poursuite de la paix et de la stabilité constitue un autre domaine dans lequel la culture joue un rôle significatif. En promouvant les valeurs de tolérance et de coexistence, les Émirats arabes unis ont montré l'importance des échanges culturels et des solutions inclusives, et ces principes prennent vie dans notre région. Ces efforts ne se limitent pas à la construction de structures physiques, ils permettent de restaurer les liens culturels et communautaires indispensables au développement des sociétés sur le long terme.

*Version intégrale page 140







NETWORKING









NETWORKING



**Bertrand Badré**

« Nous sommes dans un monde qui malheureusement – cela a été dit et redit pendant toutes ces sessions – se fragmente, se disloque, et d'une certaine manière cherche une boussole. Il est crucial d'avoir un espace où des personnes de bonne volonté peuvent exprimer leurs opinions ouvertement, débattre et se retrouver. Ne serait-ce que pour avoir des lieux d'échanges, de dialogue et d'écoute, cette conférence est importante. Si en plus elle peut infuser et proposer des solutions qui pourront dans les années qui viennent être mises en œuvre, ce serait formidable.

Robert Sigal

« Si j'assiste à cette conférence, c'est qu'elle offre une matière riche et stimulante à la réflexion, explorant des dimensions sociologiques, financières, économiques et philosophiques. Un véritable catalyseur d'idées et d'actions.

Sabine Oueiss

« J'observe que chaque année, malgré la présence de participants réguliers, les sujets d'actualité brûlants alimentent des échanges d'idées et de réflexions sur l'avenir économique mondial, que ce soit en Europe, en Afrique ou ailleurs. En tant que journaliste libanaise originaire du Moyen-Orient, j'apprécie particulièrement l'ouverture de cette conférence sur des thématiques aussi stimulantes.

Tatiana Kastouéva-Jean

« Le décloisonnement est la véritable plus-value de cette conférence. Réunir des acteurs issus d'horizons divers - monde des affaires, sphère politique, recherche académique ou encore think tanks comme l'Ifrri - permet de confronter des points de vue et des opinions multiples sur un même sujet.

Nialé Kaba

« Je voudrais reconnaître la qualité des débats auxquels j'ai assisté et dire que je suis honorée de prendre part au panel.

Christophe Poinssot

« Je vous remercie pour cette invitation et ces trois jours de réflexion particulièrement enrichissants. Votre invitation à éclairer des aspects inexplorés, susceptibles d'influencer profondément la géopolitique mondiale, a été précieuse.

Jacques Michel

« Ce fut une belle édition, caractérisée par la présence d'experts de haut niveau, par un déroulé intense et ponctué de séquences mémorables. L'organisation et la logistique ont été, cette année encore, impeccables et très professionnelles.

Tiémoko Meyliet Koné

« Je voudrais enfin exprimer mes remerciements à Monsieur Thierry de Montbrial, Président de l'Institut français des relations internationales, pour avoir encore une fois associé la Côte d'Ivoire à cet espace privilégié de réflexions économiques et géostratégiques. Cette plateforme qui permet aux décideurs, chercheurs et leaders d'opinions de divers horizons, d'échanger sur la marche du monde, de partager leurs idées, et de proposer des solutions pour un avenir meilleur.

Jay Truesdale

« Je suis impatient de pouvoir contribuer à poursuivre l'excellent travail que vous accomplissez avec la WPC. Merci pour votre accueil chaleureux au sein de votre communauté !

François Barrault

« Je voulais vous remercier et vous féliciter pour cette excellente édition de la WPC 2024 tant sur le fond que sur la forme et j'ai été très heureux d'y participer et y contribuer. La qualité des échanges, les thèmes abordés et l'excellence des intervenants font de la WPC un événement tout à fait exceptionnel qui se démarque de toutes les manifestations auxquelles j'assiste ou j'organise.

Jean-François Etter

« Je tenais à vous remercier encore de m'avoir invité à la WPC, c'était une expérience exceptionnelle, et j'ai beaucoup apprécié les échanges et les rencontres.

Juliette Tuakli

« Cette 17^e World Policy Conference, consacrée à la gouvernance mondiale, s'est imposée inopinément comme le cadre idéal pour le lancement du partenariat entre NEPAD et Mercy Ships. En tant qu'anciennes participantes, Mme Bekele-Thomas et moi-même sommes conscientes de l'importance de passer de la discussion à l'action concrète, et cette collaboration illustre cet engagement.

Constanza Negri-Biasutti

« J'ai trouvé tout à fait passionnant de participer à cette conférence et à ses groupes de discussion. Les débats étaient riches en perspectives variées et judicieuses sur les défis majeurs auxquels sont confrontés le monde, nos nations et l'humanité dans son ensemble. L'étendue géographique et la profondeur thématique étaient particulièrement fécondes.

Gabriel Felbermayr

« Chaque fois que je participe à cette conférence, j'en repars plein d'inspiration, de matière à réflexion et de nouveaux contacts inestimables. J'apprécie sincèrement ces rencontres et je suis impatient de revenir.

Nardos Bekele-Thomas

« La WPC excelle à mettre en relation des parties prenantes issues d'horizons divers : autorités gouvernementales, acteurs du secteur privé et partenaires de développement. Cet environnement propice aux échanges a favorisé notre partenariat, nous permettant ainsi de passer de la simple prise de contact à la collaboration. La WPC illustre l'importance cruciale de travailler en réseau et de créer des partenariats. Ces initiatives sont des leviers essentiels des solutions de développement.

Seán Cleary

« Félicitations pour une autre WPC bien conçue, livrée à un point d'inflexion historique !

Mohammed Baharoon

« La World Policy Conference se distingue par le fait qu'elle aborde des sujets qui vont bien au-delà de la géopolitique conventionnelle. Elle explore des domaines essentiels de ce que je considère comme la « nouvelle sécurité », qui englobe la santé, l'alimentation, l'énergie, l'identité et la politique. Ces discussions sont d'une importance capitale et je suis heureux que la WPC les accueille ici à Abou Dabi.

Gidon Bromberg

« C'est un véritable honneur d'être ici, et je félicite les organisateurs d'avoir laissé une organisation de la société civile prendre la parole sur cette scène car nous souhaitons apporter notre contribution et parler de sujets tabous.

Steven Erlanger

« Je remercie tout d'abord Thierry, Song-Nim et toute l'équipe pour cette conférence si riche d'enseignements. J'ai été d'autant plus impressionné que bien des conférences sont loin de proposer un contenu aussi substantiel.

Vincent Biruta

« Je vous remercie. C'est la première fois que je participais à la World Policy Conference. Je profite de l'occasion pour remercier M. Thierry de Montbrial de m'avoir invité et pour exprimer à quel point j'apprécie la grande qualité des groupes de discussion et des sujets critiques qui ont été abordés.

Noura Al Kaabi

« C'est avec joie que nous vous souhaitons la bienvenue aux Émirats arabes unis pour cette 17^e édition de la World Policy Conference. Nous sommes ravis d'accueillir pour la quatrième fois cette assemblée prestigieuse. En tant que forum, la WPC a toujours favorisé le type de dialogue ouvert et de collaboration innovante que nous apprécions tant ici. Au fil des ans, cette conférence est devenue un espace incontournable pour traiter des défis urgents de notre époque, grâce aux idées et aux contributions de dirigeants, de décideurs politiques et de penseurs du monde entier.

Raed Charafeddine

« Merci beaucoup de m'avoir invité à cette 17^e édition de la WPC. Comme chaque année, cette conférence a été un grand succès, tant au niveau de l'organisation que des thèmes, des intervenants et des activités. J'ai peut-être une suggestion pour l'année prochaine. Nous aurions besoin d'inviter de jeunes recrues. Certaines étaient présentes lors des séances sur l'IA, mais il serait intéressant de les inviter aussi à d'autres séances, en tant qu'intervenants ou modérateurs.

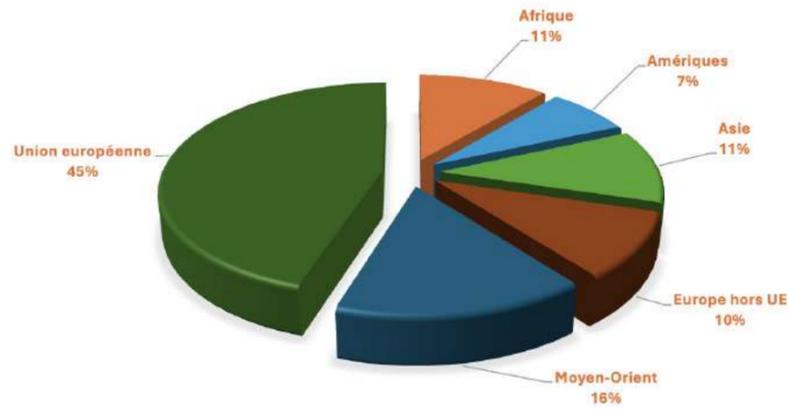
James Stuewe

« Je voulais juste vous envoyer un petit mot pour vous féliciter de ce qui a été, j'en suis certain, une conférence formidable. J'ai regardé quelques extraits de la WPC TV, chaque fois que j'en avais l'occasion. Comme toujours, cette conférence m'a semblé vraiment stimulante et passionnante.

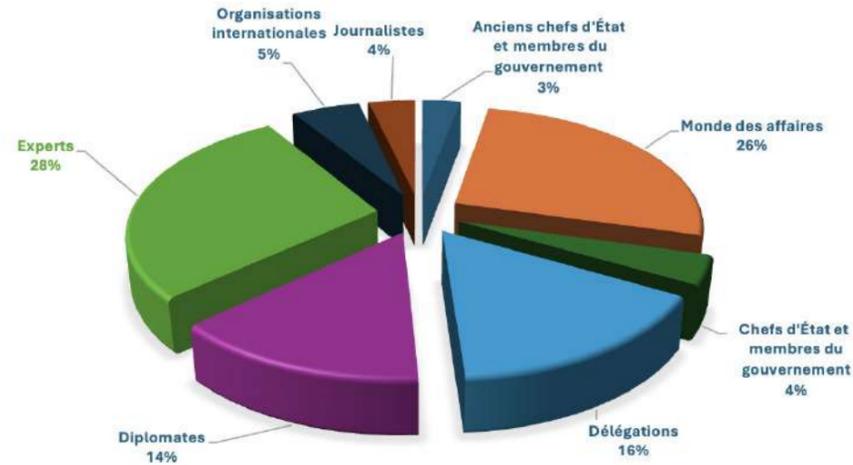
Gary Litman

« Merci pour votre accueil au sein de la famille WPC. Félicitation à vous et à votre équipe d'excellence pour cette expérience formidable. La conférence d'Abou Dabi me donne un aperçu inestimable du monde trépidant qui se développe au-delà de la politique de Washington. La plupart des participants expriment des perspectives originales qui méritent d'être prises très au sérieux. Je suis tout particulièrement reconnaissant d'avoir pu participer aux débats sur le G7 et à l'atelier consacré à la gouvernance mondiale. Je partage le scepticisme exprimé par les sherpas chevronnés à l'égard du G7 et du G20. Je pense toutefois que les formats flexibles peuvent être plus résistants que les institutions formelles de gouvernance mondiale. Ne serait-ce que parce que, du point de vue des États-Unis, le G7 et le G20 ne nécessitent pas l'implication du Congrès. La concomitance des présidences française et américaine du G7 et du G20, dans seulement 12 mois, devrait favoriser une réflexion commune sur les enjeux mondiaux entre nos deux communautés politiques. J'aimerais beaucoup connaître vos projets pour poursuivre sur la lancée de ces 17 années de succès.

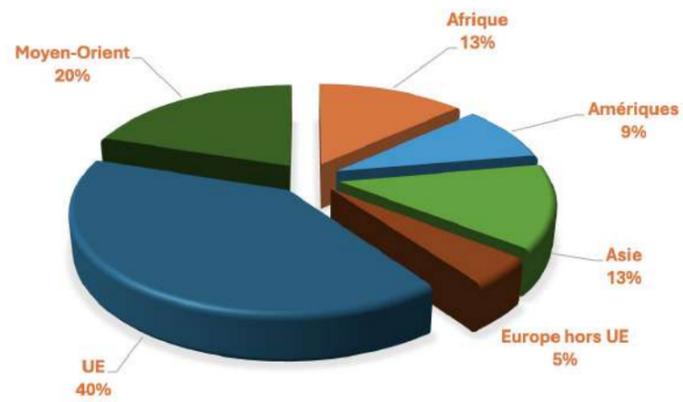




Participants – Répartition géographique (301 participants de 54 pays)



Participants – Répartition par fonction (301 participants de 54 pays)



Répartition géographique des principaux articles (total : 49 articles)





Abdallah, Kamel

Directeur général de Canal Sugar, un groupe industriel agricole émirien et égyptien qui vise à assurer l'autosuffisance de l'Égypte en matière de sucre. Il est un expert national en sécurité alimentaire, spécialisé dans la gestion du regroupement et la direction de grands groupes industriels agricoles dans la région.

Abdelatif, Soumeiya

Médecin, directrice de sociétés. Première vice-présidente de l'institut Robert Schuman pour l'Europe, ancienne auditrice de l'Institut des hautes études de défense nationale ainsi que du Centre d'études diplomatique et stratégique.

Abed, Majdi

Directeur pour les Affaires publiques internationales de TotalEnergies. Avant de rejoindre TotalEnergies en 2019, il a exercé différentes responsabilités au sein du ministère des Affaires étrangères dont Consul général à Dubaï, conseiller politique à la représentation française auprès de l'OTAN et n° 2 à l'ambassade de France au Qatar.

Abiteboul, Jean

Président du Groupement International des Importateurs de Gaz Naturel Liquéfié, membre du Conseil d'administration de Tellurian Inc. Ancien vice-président exécutif de l'approvisionnement, du trading et du marketing chez Gaz de France, il a été président de Gaselys, vice-président exécutif de l'international, conseiller du PDG et secrétaire du conseil d'administration.

Adamakis, Emmanuel

Métropolitaine de Chalcédoine. Ancien vice-président et président de la Conférence des Églises européennes, il a également été directeur de la représentation de l'Église Orthodoxe auprès de l'Union européenne à Bruxelles. Après avoir été nommé Métropolitaine de France, il a servi en tant que coprésident du Conseil des Églises chrétiennes de France.

Akita, Hiroyuki

Chroniqueur pour *Nikkei*. Il écrit des commentaires, chroniques et analyses sur les affaires étrangères et la sécurité internationale. Ancien correspondant à Pékin et correspondant principal à Washington, il a été rédacteur en chef et a travaillé au sein de la « Leader Writing Team » du *Financial Times*.

Al Balushi, Marwan

Ministre plénipotentiaire chef du centre média et communication du ministère des Affaires étrangères d'Oman. Spécialisé dans la gestion de crise et d'urgence et la gestion de réputation, il a également travaillé à l'Autorité publique pour l'eau et l'électricité et au sein du ministère du Logement.

Al Hameli, Afra

Directrice des communications stratégiques au ministère des Affaires étrangères des EAU.

Al Hosany, Nawal

Représentante permanente des EAU auprès de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA). Elle occupe également le poste de Directrice générale adjointe de l'Académie diplomatique des Émirats et directrice de programme de l'initiative menée par les EAU pour les femmes dans les secteurs de la durabilité, de l'environnement et des énergies renouvelables.

Al Kaabi, Noura

Ministre d'État du ministère des Affaires étrangères des EAU. Auparavant, son Excellence a exercé en tant que ministre de la Culture et de la Jeunesse, ministre d'État du Conseil national fédéral des affaires et présidente de l'université Zayed. Elle était la tête de liste de la candidature réussie des Émirats pour rejoindre le Conseil exécutif de l'UNESCO.

Al Mansour, Natalia

Ambassadrice de la République de Slovénie auprès des Émirats arabes unis, du Bahreïn, du Koweït et du Qatar. Auparavant, elle a occupé différents postes au sein des ambassades de la Slovénie à Téhéran, à Prague et au Caire, ainsi qu'au sein de la représentation permanente de la Slovénie auprès de l'UE.

Al Mutar, Faisal

Entrepreneur social et un dirigeant doté d'une vaste expérience en développement économique, en innovation et en leadership dans le secteur non lucratif. Fondateur d'Ideas Beyond Borders, il a transformé cette organisation en une plateforme majeure pour promouvoir la pensée de marché libre, l'innovation et les réformes politiques dans le monde arabe.

Al Qassimi, Salem Bin Khalid

Ministre de la Culture des Émirats arabes unis.

Alaluf, Rotem

Expert reconnu en intelligence artificielle, entrepreneur, fondateur et PDG de Wand AI, ainsi que plusieurs autres entreprises. En tant que pionnier de l'intelligence artificielle, il a dirigé le développement de systèmes intelligents à grande échelle dans des secteurs tels que la défense, le renseignement, la finance et la technologie.

Alangari, Sultan bin Abdullah

Ambassadeur d'Arabie saoudite aux EAU.

Alzarooni, Adil

PDG d'Al Zarooni Emirates Investments et d'Al Bidayer Holding. Il a occupé divers postes de direction au sein d'entités gouvernementales des EAU ainsi que d'entreprises familiales, ainsi que des fonctions de direction dans des secteurs variés, notamment la santé, l'éducation, les services financiers, la logistique, et l'immobilier.

Andler, Daniel

Professeur émérite de Sorbonne Université. Membre de l'Académie française des sciences morales et politiques, il a fondé et dirigé le Département d'études cognitives de l'École normale supérieure. Il s'intéresse particulièrement aux sciences cognitives et à l'intelligence artificielle ainsi qu'à leurs retombées dans l'éducation, la décision collective et les politiques publiques.

Andrews, John

Conseiller de rédaction à *The Economist* et *Project Syndicate*. Écrivain et journaliste, il est spécialisé en géopolitique. Depuis 2021, il est tuteur principal du premier cours en ligne de *The Economist* sur les tendances mondiales en géopolitique, avec un accent particulier sur la Chine et les États-Unis.

Antil, Alain

Directeur du Centre Afrique subsaharienne de l'Ifri. Il est notamment spécialiste de la Mauritanie et des questions de sécurité au Sahel. Il enseigne à l'Institut d'études politiques (IEP) de Lille et à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne. Il a obtenu sa thèse de doctorat en géographie politique à l'université de Rouen.

Astorg, Jean-Marc

Director of Strategy of CNES, the French Space Agency, he is actively involved in adapting CNES and the French space ecosystem to the new environment created by New Space. He is an expert in space issues, with in-depth knowledge of the space sector in France and worldwide in all areas: launchers, satellites and ground segments.

Augé, Benjamin

Chercheur associé à l'Ifri et hef d'enquête à Africa Intelligence. Il enseigne la géopolitique du pétrole et du gaz en Afrique, les politiques africaines comparées des membres du P5 ainsi que les relations entre l'Afrique et le Golfe au sein des Executive Master d'HEC et de Sciences Po Paris.

Avital, David

Directeur d'AEye Strategic Solutions. Entrepreneur, investisseur en capital-risque et philanthrope à l'origine de grandes réussites dans l'immobilier, les parkings, la biotechnologie et d'autres domaines grâce à de solides valeurs et principes acquis au cours de sa longue carrière militaire. Il siège au conseil d'administration de plusieurs sociétés.



Badré, Bertrand

Associé gérant et fondateur de Blue like an Orange Sustainable Capital. Ancien directeur général et directeur financier du Groupe de la Banque mondiale, il a également été directeur financier de la Société Générale après avoir occupé le même poste au sein du Crédit Agricole.

Baharoon, Mohammed

Directeur du Dubai Public Policy Research Centre (b'huth). Il étudie le lien entre la géostratégie et l'élaboration des politiques en matière de gouvernance, de stabilité, de renforcement des capacités et de pérennité. Il a également occupé le poste de directeur adjoint de Watani (la première initiative des Émirats arabes unis sur l'identité nationale).

Barakat, Maha

Ministre adjointe de la santé et des sciences de la vie au ministère des Affaires étrangères des EAU, directrice générale du bureau Frontline Heroes aux EAU. Ancienne directrice générale de l'Autorité sanitaire d'Abou Dabi, elle a également été présidente du Partenariat RBM pour en finir avec le paludisme.

Bark, Tae-Ho

Président du Lee&Ko Global Commerce Institute, vice-président du Seoul Forum for International Affairs (SFIA). Ancien ministre du Commerce de Corée, il a également été président de la Commission du commerce international du gouvernement coréen. Il est également professeur émérite à la Graduate School of International Studies (GSIS) de l'université nationale de Séoul.

Barrault, François

Président et fondateur de FDB Partners. Président de l'IDATE DigiWorld, il a eu des expériences professionnelles variées dans le domaine technologique. Il a été PDG de Lucent EMEA puis directeur général International et administrateur ainsi que PDG de BT Global Services.

SS Bartholomée I^{er}

Archevêque de Constantinople - Nouvelle Rome et Patriarche Œcuménique. Ordonné diacre en 1961 et prêtre en 1969. Sa Sainteté a été doyen auxiliaire à l'École Théologique de Halki, puis secrétaire personnel de son prédécesseur, le Patriarche Dimitrios I^{er}.

Beacco, Jean-Michel

Directeur général de l'Institut Louis Bachelier. Professeur à l'Université Paris-Dauphine, il est également président du département Economie-Finance de l'École des Ponts ParisTech. Il a été responsable des activités de capital market credit cash, dérivés et titrisation à la Société Générale, au Crédit Agricole CIB et à Natixis.

Behanzin, Francis

Président co-fondateur du Réseau mondial des professionnels de sécurité et de défense pour la prévention et la lutte contre le terrorisme. Ancien commissaire aux Affaires politiques, paix et sécurité de la CEDEAO, il est également membre fondateur de la Commission béninoise des droits de l'Homme du Bénin.

Bekele-Thomas, Nardos

Directrice générale de l'Agence de développement de l'Union africaine-NEPAD, elle est la première femme à occuper ce poste. Coordinatrice résidente des Nations Unies et Directrice principale du Bureau du Secrétaire général en Afrique du Sud où ses efforts pour mettre en place l'Agenda 2030 de développement durable se sont révélés fructueux.

Berchtold, Etienne

Ambassadeur de la République d'Autriche aux Émirats arabes unis. Ancien porte-parole de la politique étrangère et européenne de trois chanceliers autrichiens, il a été porte-parole du ministre autrichien des Affaires étrangères Sebastian Kurz, avant de travailler à la Représentation permanente auprès de l'UE à Bruxelles et pour Shell Austria GmbH en Autriche.

Besnainou, Pierre

Président d'honneur de la Fondation du Judaïsme Français. Ancien président du Congrès Juif Européen et du Fonds Social Juif Unifié de France, il est également membre du conseil des gouverneurs du Centre Shimon Peres pour la Paix et du conseil d'administration de l'Institut Weisman France.

Beyer, Peter

Membre du Bundestag allemand. Ancien porte-parole de la commission d'enquête sur l'Afghanistan ainsi que coordinateur de la coopération transatlantique du gouvernement fédéral, il est membre actif d'Atlantik-Brücke en plus de nombreuses organisations dans son district.

Biloa, Marie-Roger

Présidente de The Africa International Media Group et MRB Productions. Éditorialiste et consultante sur les questions de politiques publiques et d'intelligence économique en Afrique, elle commente régulièrement sur des questions africaines dans les médias internationaux tels que TV5Monde, France24, BBC, Aljazeera, RFI, i-Télé, ARD, ZDF.

Biot, Jacques

Administrateur de sociétés et consultant senior dans le domaine de l'IA et de la transformation numérique. Ancien président exécutif de l'École polytechnique de Paris, il est également membre du conseil de plusieurs institutions académiques internationales et président non-exécutif du Conseil d'administration de Huawei Technologies France.

Biruta, Vincent

Ministre de l'Intérieur de la République du Rwanda. Ancien ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, il a occupé plusieurs postes ministériels. Il a été le président du Sénat au parlement de la République du Rwanda et président de l'Assemblée nationale de Transition.

Blugeon-Mered, Mikaa

Chercheur indépendant spécialisé dans la géopolitique et les marchés internationaux de l'hydrogène. Il est actuellement chargé d'enseignement à Sciences Po Paris, à l'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P). Il coordonne la Task Force Hydrogène de MEDEF International, est conseiller spécial de Hy24 et conseiller senior de Hyvolution et président du comité de pilotage de CertifHy.

Brnabić, Ana

Présidente de l'Assemblée nationale de la République de Serbie. Auparavant, elle a été Première ministre ainsi que ministre de l'Administration publique et de l'Administration autonome. Elle a plus de dix années d'expérience acquises en travaillant dans des organisations internationales, pour des investisseurs étrangers, des administrations locales autonomes et pour le secteur public en Serbie.

Bromberg, Gidon

Co-fondateur et co-directeur d'EcoPeace Middle East. Il est engagé dans le domaine de la paix environnementale depuis plus de trente ans et a beaucoup écrit sur la corrélation entre les problèmes liés à l'eau et la paix au Moyen Orient. Il s'est exprimé sur ces sujets devant de nombreuses instances internationales.

Cabestan, Jean-Pierre

Directeur de recherche émérite au CNRS rattaché à l'Institut de recherche français sur l'Asie de l'Est (IFRAE) de l'INALCO. Il est également chercheur associé à l'Asia Centre, Paris ainsi qu'au Centre d'étude français sur la Chine contemporaine de Hong Kong.

Caboche, Thierry

Directeur des Affaires publiques internationales chez Ardian. Ancien diplomate au ministère français des Affaires étrangères, il a occupé divers postes en ambassades au Moyen-Orient et a été Chef de cabinet et porte-parole de l'ambassadeur à la Représentation permanente de la France auprès des Nations unies à New York.





Callonico, Guillaume A.

Directeur principal chargé de la gestion des risques géopolitiques à la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ). Politologue et gestionnaire de risques spécialisé dans les relations internationales, le processus de démocratisation et le risque géopolitique, il enseigne également la gestion des risques politiques et géopolitiques à l'Université de Montréal.

Chalmin, Philippe

Fondateur du Cercle Cyclope, professeur à Paris-Dauphine, consultant pour plusieurs organisations internationales (OCDE, CNUCED). Président fondateur de Cyclope, le principal institut de recherche européen sur les marchés des matières premières, il a été membre du Conseil d'analyse économique auprès du Premier ministre.

Charafeddine, Raed

Président exécutif du conseil d'administration d'Al Makeen, banquier central et commercial. Ancien premier vice-gouverneur de la Banque du Liban, il est un professionnel de la finance de haut niveau, doté d'une expertise des secteurs public et privé au Moyen-Orient et en Afrique.

Charbit, Stéphane

Associé-gérant au sein du département de conseil aux gouvernements de Rothschild & Co. Il conseille des gouvernements, des fonds souverains et des entreprises sur le développement économique, la politique financière et la gestion de la dette, en Europe, en Afrique, au Moyen-Orient, en Amérique centrale et en Amérique latine.

Chauvel, Jean-Baptiste

Chef du Service économique régional pour la Péninsule arabique et conseiller économique à l'ambassade de France à Abu Dhabi. Il était précédemment membre du cabinet du ministre délégué chargé du commerce extérieur et de l'attractivité et secrétaire général du groupe Kepler Cheuvreux.

Choi, Yongjoon

PDG de LIG Corp., grand groupe sud-coréen. Il a occupé plusieurs postes de direction au sein de LIG Nex1, spécialisé dans la production aérospatiale et dans l'armement, notamment celui de directeur de la planification stratégique et de directeur des divisions réseau. Auparavant, il a travaillé dans le conseil en gestion.

Cleary, Seán

Président de Strategic Concepts (Pty) Ltd, fondateur et vice-président exécutif de la FutureWorld Foundation, modérateur diplomatique de la Geneva Science and Diplomacy Anticipator, membre des conseils consultatifs de l'EIT-Climate-KIC, de la World Leadership Alliance-Club de Madrid et de l'Institute of Advanced Studies, Kőszeg.

Coatanlem, Yann

Co-fondateur de GlassView, une plateforme de Neuro-Powered MediaTM, et président du Club Praxis. Membre du conseil d'administration de l'École d'économie de Paris et conseiller du commerce extérieur à New York. En 2024, il a contribué au débat sur l'innovation disruptive et le coût de l'échec en Europe, notamment dans le rapport Draghi.

Cozon, Stanislas

Vice-président exécutif de Capgemini. Ancien directeur général en charge des secteurs globaux de Capgemini, il a débuté sa carrière à l'Inspection Générale des Finances.

Damiani, Ernesto

Directeur du Center for Cyber-Physical System à l'université Khalifa d'Abou Dabi. Professeur titulaire au département d'informatique de l'Università degli Studi di Milano, il y dirige le laboratoire de recherche SESAR. Il est également président du National Interuniversity Consortium for Computer Science.

Darsalia, Lasha

Premier vice-ministre des Affaires étrangères de Géorgie. Ancien premier vice-ministre au ministère d'État pour la réconciliation et l'équité civique, il était le négociateur en chef de la Géorgie auprès de la Fédération de Russie dans le cadre des Discussions internationales de Genève (GID).

David, Dominique

Conseiller du président de l'Ifri, rédacteur en chef de *Politique étrangère* et co-directeur du rapport annuel *Ramses*. Président du Centre franco-autrichien pour le rapprochement en Europe, il a été directeur-adjoint de l'Institut français de polémologie, puis secrétaire général de la Fondation pour les études de défense nationale (FEDN).

Davidonis, Ramūnas

Ambassadeur de la République de Lituanie auprès des EAU, du Koweït, du Bahreïn, de l'Irak, et est ambassadeur désigné auprès du Royaume d'Arabie saoudite. Auparavant, il était ambassadeur adjoint à l'Ambassade de Lituanie au Royaume-Uni, et directeur adjoint pour le département Amérique latine, Afrique, Asie et Océanie du ministère des Affaires étrangères.

Delcourt, Antoine

Ambassadeur du Royaume de Belgique aux Émirats arabes unis. Ancien chef de mission adjoint à l'ambassade du Royaume de Belgique en République populaire de Chine et en Mongolie, il a également occupé différents postes tels que coordinateur pour les régions du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

Desouches, Christine

Maître de conférences honoraire de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Experte-consultante auprès d'organisations internationales et membre du Conseil stratégique de l'Ifri, elle a occupé diverses fonctions au sein de l'Organisation internationale de la Francophonie et est devenue spécialiste des processus de démocratisation, de crise et de consolidation de la paix, notamment en Afrique.

Dossou, Robert

Avocat au Barreau de Paris et actuellement au Barreau du Bénin, Président de l'Association Africaine de Droit International. Ancien Bâtonnier, il a également été député, ministre du plan puis ministre des affaires étrangères ainsi que président de la Cour Constitutionnelle du Bénin.

Drouin, François

Président d'ETI FINANCE (financement de PME et ETI), GAGEO (prêts sur actifs) et IFIMM (Immobilier). Il a occupé de nombreux postes de direction, dont celui de président de la Caisse d'épargne de Midi-Pyrénées et du Crédit Foncier de France, ainsi que vice-président de Bpifrance.

Ducrot, Valérie

Directrice exécutive du Global Gas Centre (GGC). Ancienne responsable du Centre du gaz de la CEE-ONU (la Commission économique pour l'Europe des Nations unies), elle a également occupé plusieurs postes au sein du groupe industriel énergétique français ENGIE.

Duero, Arash

Directeur général de Big Picture Strategy LLC, basé aux Émirats arabes unis. Il est également directeur de Strategic Minds Company, une société fondatrice du Berlin Advisors Group (BAG), où il dirige ses activités dans les domaines de l'énergie, des infrastructures et des matières premières.

Elia, Roula

Avocate internationale et juriste, chroniqueuse politique à la télévision. Avocate et consultante juridique auprès de nombreuses associations et organisations civiques, elle a été déléguée en tant qu'avocate et journaliste pour assister aux audiences du Tribunal spécial pour le Liban à La Haye, aux Pays-Bas (STL).



Emilsson, Peje

Fondateur et président exécutif de Kreab Worldwide et de Kunskapsskolan Education. Membre du conseil d'administration de Nobel Prize Outreach et de l'Académie royale suédoise des sciences de l'ingénieur (IVA), il a été chef de cabinet de l'ICC, l'organisation mondiale des entreprises, et président de la Chambre de commerce de Stockholm.

Erlanger, Steven

Correspondant diplomatique en chef pour le *New York Times*, basé à Berlin. Ancien directeur des bureaux de Londres, Paris et Berlin du *New York Times*, il a occupé un grand nombre de postes pour le Times à Jérusalem, Prague, Washington, Moscou, Bangkok et New York.

Etienne, Philippe

Ambassadeur de France et professeur en affaires publiques et internationales à l'université de Columbia. Il fut également sherpa du G7 et du G20. Il a occupé le poste d'ambassadeur de France aux États-Unis, en Allemagne et en Roumanie, ambassadeur et représentant permanent de la France auprès de l'Union européenne.

Etter, Jean-François

Expert et chercheur suisse dans le domaine de la santé publique, connu pour ses travaux sur la lutte contre le tabagisme et le sevrage tabagique. Professeur honoraire à l'Université de Genève, ses recherches portent sur les stratégies de réduction des risques, notamment en ce qui concerne les e-cigarettes et d'autres produits contenant du tabac et de la nicotine.

Eyl-Mazzega, Marc-Antoine

Directeur du Centre Énergie et Climat de l'Ifri. Auparavant, il a travaillé à l'Agence internationale de l'énergie, où il a été en charge de la Russie et de l'Afrique sub-saharienne. Il a également animé un observatoire sur l'Ukraine à la Fondation Robert Schuman.

Eyoum, Ambre

Conseillère diplomatique auprès de l'Envoyé spécial du Président pour l'IMEC. En 2023, elle intègre la Taskforce G7-G20 et sommets internationaux du MEAE français. Avant sa carrière de diplomate, elle a travaillé pour TotalEnergies au sein de directions d'Etat-majors en lien avec les Affaires publiques internationales, la stratégie et le développement durable.

Ezzat, Aiman

Directeur général du groupe Capgemini, avec plus de 25 ans d'expérience. Il a été COO et CFO de Capgemini. Il siège également au conseil d'administration d'Air Liquide et est membre du Business Council et de la Table ronde européenne de l'industrie.

Fahmy, Nabil

Doyen émérite à l'American University au Caire et fondateur de la School of Global Affairs and Public Policy. Ancien ministre des Affaires étrangères d'Égypte, il a également été ambassadeur aux États-Unis et au Japon. Il a occupé de nombreux postes au sein de gouvernements et d'organisations internationales.

Fain, Jeremy

Directeur général de Blue Water Intelligence. Animé par une passion pour l'impact de la technologie, il a cofondé Veritego en 2007 et a été directeur général chez Welcomr.

Felbermayr, Gabriel

Directeur de l'Institut autrichien de recherche économique (WIFO). Professeur à l'université d'économie et de commerce de Vienne, il a été président de l'Institut de Kiel pour l'économie mondiale (Institut für Weltwirtschaft – IfW) et a travaillé en tant que consultant associé chez McKinsey & Co à Vienne.

Figures, Tim

Associé et directeur associé EU & Global Trade and Investment de Boston Consulting Group, Londres. Il a longuement travaillé au sein du gouvernement britannique et de la Commission européenne. Il a été conseiller sur les questions européennes et commerciales auprès du Secrétaire d'État du Royaume-Uni pour la Stratégie industrielle, énergétique et commerciale.

Flahault, Antoine

Directeur de l'Institut de santé globale à l'Université de Genève. Co-directeur de l'École suisse de santé publique à Zürich, il a également été co-directeur de l'European Academic Global Health Alliance, président de l'Agence d'accréditation de l'éducation à la santé publique et directeur de l'École des hautes études en santé publique (EHESP).

Foucher, Michel

Membre du Conseil d'orientation du Cycle des hautes études européennes (Institut national du service public) et conseiller études au MEDEF. Il a été ambassadeur de France en Lettonie chargé de mission sur les questions politico-stratégiques au cabinet du ministre des Affaires étrangères, envoyé spécial dans les Balkans et le Caucase.

Frossard, Thibaud

Directeur de cabinet du directeur général du groupe Capgemini. Ancien conseiller industrie au ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, il a précédemment occupé diverses fonctions à l'Agence des Participations de l'État et à la Direction du Budget.

Gargash, Anwar

Conseiller diplomatique du président des Émirats arabes unis. Membre du conseil d'administration de l'Anwar Gargash Diplomatic Academy, il a occupé les fonctions de ministre d'État aux Affaires étrangères et ministre d'État aux affaires du Conseil national.

Germy (de), Nicolas

Vice-président de la WPC. Ancien Vice-président de la Chambre de Commerce Franco indienne, il est PDG et fondateur du fonds de retournement Alandia Industries.

Girard, Renaud

Grand reporter et correspondant de guerre du *Figaro*. Il couvre les grandes crises politiques et les principaux conflits armés mondiaux depuis plus de quarante ans. Il est aussi professeur de stratégie à l'Institut d'études politiques de Paris et membre du comité de rédaction de la *Revue des deux Mondes*.

Gouyette, François

Président de Pro Oriente Conseil, vice-président pour la diplomatie publique du Global Diwan, conseiller de la Présidence de Diot-Siaci. Ancien ambassadeur de France aux Émirats arabes unis, en Libye, en Tunisie, en Arabie saoudite et en Algérie, il a également été ambassadeur chargé du processus euroméditerranéen au ministère des Affaires étrangères.

Gruffat, Jean-Claude

Gouverneur de l'Hôpital Américain et vice-président de la Fondation de l'Hôpital américain de Paris. Il est membre du conseil d'administration d'Atlas Network et du Leadership Council d'United Way Worldwide. Il occupe également un poste à la banque d'investissement Weild Capital LLC.

Guérin, Gilles

Directeur général de Bordier & Cie à Genève, membre du conseil d'administration et trésorier de la Fondation WPC. Ancien directeur associé de EFG Bank à Genève, il est spécialisé dans la gestion de patrimoines privés. Il a occupé les fonctions de trésorier pour l'Europe à la National Bank of Abu Dhabi à Paris.

Halalai, Traian

Président exécutif d'Exim Banca Romaneasca. Président du conseil d'administration de Banca Românească SA, il possède une vaste expérience dans des postes de direction dans le secteur bancaire roumain. Il est également professeur associé à l'Académie des études économiques de Bucarest.





Halferty Hardy, Kerry

Co-fondatrice d'une start-up spécialisée dans le domaine de la santé qui se concentre sur les menaces et les opportunités systémiques mondiales et présidente de l'American Club of Paris. Elle est consultante et membre de conseils d'administration de différentes entreprises et ONG dans les domaines de la santé, de l'agriculture et de l'énergie.

Hallak, Jalim

Directeur des investissements au sein du Family Office AIOthaim. Leader distingué des marchés de capitaux mondiaux, il a occupé des postes de direction au sein d'institutions financières prestigieuses, notamment Société Générale, BNP Paribas, Standard Chartered, Deutsche Bank et Credit Suisse. Il a également assumé le rôle de responsable des investissements à Riyad Bank.

Hecker, Marc

Directeur adjoint de l'Ifri et rédacteur en chef de la revue *Politique étrangère*. Docteur en science politique de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, il a enseigné plusieurs années à Sciences Po. Il a écrit différents livres dont *La Guerre de vingt ans* (Robert Laffont, 2021 avec Elie Tenenbaum).

Hosoya, Yuichi

Professeur de politique internationale à l'Université Keio. Directeur général et directeur de recherche à l'Asia-Pacific Initiative, il est également chercheur principal à l'Institut Nakasone pour la paix (NPI), Senior Fellow à la Fondation de Tokyo pour la recherche politique et Senior Adjunct Fellow à l'Institut japonais des affaires internationales (JIIA).

Huby, Olivier

Co-fondateur et administrateur de Mutual Funds Exchange. Ancien directeur des investissements d'Axa Investment Managers, il a commencé sa carrière au ministère français des Affaires étrangères en poste en Europe de l'Est puis rejoint le groupe Paribas au sein de la division de gestion d'actifs.

Hur, Kyung-Wook

Président du Seoul Financial Forum et président du conseil du Korea Center for International Finance. Il est également membre du conseil d'administration de Doosan Shareholding. Ancien ambassadeur de Corée auprès de l'Organisation de coopération et de développement économiques, il a également été vice-ministre pour le ministère de la Stratégie et des Finances.

Inozemtsev, Vladislav

Directeur du Centre d'études postindustrielles de Moscou, conseiller spécial pour le Russia Media Studies Project de MEMRI à Washington, DC. Économiste et politologue, il est fondateur et directeur du Centre d'études postindustrielles à Moscou ainsi que professeur à l'Université d'État de Moscou et à l'École supérieure d'économie.

Jacquet, Pierre

Professeur de politique économique à l'École nationale des ponts et chaussées (ENPC) et membre du Cercle des économistes. Ancien président du Global Development Network, il a été économiste en chef de l'Agence française de développement et directeur adjoint de l'Ifri. Il est président du conseil scientifique de la fondation FARM.

Janjgava, George

Ambassadeur et chef de la mission de Géorgie.

Jansen, Sabine

Professeure de relations internationales au Conservatoire national des arts et métiers à Paris et chercheuse au Laboratoire interdisciplinaire de recherches en sciences de l'action, elle est vice-présidente du Comité d'histoire parlementaire et politique ainsi que présidente déléguée de la Société d'histoire de la Ve République.

Jasmee, Faten

Stratège d'affaires disposant d'une grande expertise en expansion sur le marché international, partenariats interculturels et développement commercial stratégique. En tant que Secrétaire générale adjointe du Malaysian Business Council UAE, elle développe les collaborations entre les entreprises de l'ASEAN et du Moyen-Orient pour stimuler la croissance régionale.

Jean, Sébastien

Directeur associé de l'Initiative géoéconomie et géofinance de l'Ifri, professeur au Conservatoire national des arts et métiers, titulaire de la chaire Jean-Baptiste Say d'économie industrielle. Membre du Conseil national de la productivité, il a été directeur du CEPII après avoir occupé d'autres fonctions à l'INRAE et à l'OCDE.

Jeremić, Vuk

Ancien ministre des Affaires étrangères de la Serbie, il est membre du Conseil de direction du Réseau des solutions pour le développement durable des Nations unies (UN SDSN) et professeur à l'école d'affaires internationales de Sciences Po Paris.

Jordanov, Ivan

Ambassadeur de la République de Bulgarie aux Émirats arabes unis.

Kaba, Niale

Ministre de l'Économie, du Plan et du Développement de Côte d'Ivoire. Économiste de première classe et première femme à occuper le poste de ministre de l'Économie et des Finances du pays, elle a également présidé le Conseil des Gouverneurs du Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD).

Kant, Eiso

CTO et co-fondateur de Poolside. Ingénieur, il fonde de jeunes entreprises dans le domaine de l'intelligence artificielle et des outils pour les développeurs depuis plus de dix ans. Fondateur et ancien PDG d'Athenian, il a également fondé source[d], la première entreprise au monde dédiée à l'utilisation de l'IA dans le codage.

Kastouéva-Jean, Tatiana

Chercheuse et directrice du centre Russie/NEI de l'Ifri. Avant de rejoindre l'Ifri, elle a enseigné les relations internationales pour le master franco-russe de l'université MGIMO (Institut d'État des relations internationales de Moscou). Elle dirige la collection électronique trilingue Russie.Nei.Visions.

Kazatchkine, Michel

Conseiller spécial du Bureau de l'OMS pour l'Europe. Ancien directeur exécutif du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, il a été ambassadeur de France chargé du VIH/sida et des maladies transmissibles, et envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies pour le VIH/sida en Europe orientale et en Asie centrale.

Keller, Daniel

Président de « Servir en Entreprise » et ancien membre du Conseil économique, social et environnemental en tant que personne qualifiée, il est directeur chargé des missions transverses à la direction de la Retraite complémentaire et de l'Action sociale de Malakoff-Humanis.

Kervasdoué (de), Jean

Professeur émérite de la chaire d'Économie et de Gestion des services de santé au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), fondateur de l'École Pasteur/CNAM de santé publique. Ancien consultant auprès de l'OCDE, il a été directeur des hôpitaux au ministère de la Santé.

Koen, Vincent

Chef de Division Études Pays au Département Économie de l'OCDE. Il a également été conseiller économique du Département, auteur principal des Perspectives Économiques de l'OCDE et Secrétaire OCDE du G10. Auparavant, il a travaillé à la Banque de France et a été économiste au Fonds Monétaire International.

Koné, Tiémoko Meyliet

Vice-Président de la République de Côte d'Ivoire. Ancien gouverneur de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), il a présidé plusieurs organes importants, tels que le Conseil d'Administration, ou le Comité de Politique Monétaire et le Comité de Stabilité Financière de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine.

Korsia, Haïm

Grand Rabbin de France. Membre de l'Académie des sciences morales et politiques, il a été membre du Conseil consultatif national d'éthique, aumônier général israélite de l'Armée de l'air et de l'École Polytechnique, aumônier général israélite des Armées ainsi que Secrétaire général de l'Association des Rabbins de France.

Kotti, Randy

Chef de service économique de l'État pour la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et chargé de mission auprès du préfet. Ancien consultant pour la Banque mondiale, il a également travaillé pour Neoen en Australie, un développeur indépendant d'énergies renouvelables.

Kowal, Pawel

Professeur à l'Institut d'études politiques de l'Académie polonaise des sciences. Ancien député européen, il a été président du Comité de coopération parlementaire Ukraine-UE, secrétaire d'État au ministère des Affaires étrangères de Pologne et membre du Conseil de sécurité national.

Krisnamurthi, Bayu

Maître de conférences à l'Université agronomique de Bogor, ancien vice-ministre de l'Agriculture de la République d'Indonésie. Ancien président directeur de BULOG et président commissaire de RNI-IDFood, il est le président-fondateur de l'Inclusive and Sustainable Agribusiness Initiatives et de l'Association of Agribusiness Indonesia.

Lablanchy, Jean-Pierre

Médecin et psychiatre, membre du comité de surveillance d'Edeis ainsi que membre du conseil de surveillance de Edeis.com et membre actif chez Bealy.io. Il est spécialisé dans la gestion des situations de conflit, et en particulier dans la prise en charge des syndromes post-traumatiques.

Laidi, Zaki

Ancien conseiller personnel du haut représentant et vice-président de la Commission SEAE. Il est professeur à Sciences Po depuis plus de 20 ans.

Lainé, Hugues

Contre-amiral, commandant de la zone maritime de l'océan Indien.

Lanardonne, Tomás

Avocat expert en réglementation et commerce dans le domaine de l'énergie, associé fondateur de MHR Abogados (Argentine et Uruguay). Il possède plus de 20 ans d'expérience en matière de litiges et d'arbitrages liés au pétrole et au gaz, aux énergies conventionnelles et renouvelables, à l'exploitation minière et aux ressources naturelles.

Lang, Nikolaus

Directeur Associé au bureau de Munich du BCG. Il est responsable mondial du BCG Henderson Institute (le think tank du BCG), vice-président du secteur d'activité Global Advantage, et président du Centre de géopolitique. Nikolaus accompagne ses clients sur une variété de problématiques liées à la mondialisation.

Lee, Hye-Min

Conseiller chez KIM & CHANG et professeur invité à l'Université Hankuk des études étrangères de Séoul. Ancien ministre du Commerce adjoint de Corée, il a également été sherpa du G20, négociateur en chef pour l'accord de libre-échange entre la Corée du Sud et l'UE et ambassadeur aux Philippines et en France.

Letourneur, Charles

Cofondateur et DG de Alven, un des principaux fonds d'investissement français et européens dans les technologies digitales (software, intelligence artificielle, fintech). Charles Letourneur a débuté sa carrière chez LAZARD à New York en Fusions & Acquisitions, puis à Paris. Il devient gérant de LAZARD en 1999.

Lévy-Lang, André

Président fondateur de l'Institut Louis Bachelier. Membre du conseil d'administration de l'Ifri, il est également professeur associé émérite à Dauphine, président du conseil de surveillance des *Échos*, président-fondateur de la Fondation du Risque et de l'Institut Louis Bachelier.

Lewis, Jeffrey

Associé et membre du comité exécutif du cabinet d'avocats international Cleary Gottlieb, avec plus de 35 ans d'expérience en Amérique latine. Il exerce essentiellement dans le domaine de l'énergie et des ressources naturelles et a participé à de nombreuses transactions importantes en la matière.

Lipsky, John

Senior Fellow au Foreign Policy Institute de la Paul H. Nitze School of Advanced International Studies (SAIS) de l'Université Johns Hopkins. Précédemment, il était premier directeur général adjoint du Fonds monétaire international de 2006 à 2011 et directeur général intérimaire de mai à juillet 2011.

Litman, Gary

Vice-président des initiatives mondiales à la Chambre de commerce américaine. Il est responsable de la défense par la Chambre des politiques du programme de réforme économique du G20, du G7 et des institutions internationales et dirige sa participation aux coalitions d'entreprises mondiales et aux sommets d'entreprises axés sur des politiques économiques durables.

Lixi, Claude

Responsable de l'activité Commodities Markets de Natixis. Ancien responsable mondial adjoint du trading de dérivés de pétrole et des équipes de marketing chez BP, il a exercé comme trader dans de nombreuses entreprises telles qu'Elf Trading, TFS, Morgan Stanley, Trafigura et Gunvor.

Maila, Joseph

Professeur de géopolitique et de relations internationales et Senior fellow à l'ESSEC Business School. Il a été doyen de la Faculté de sciences sociales et économiques de l'Institut Catholique de Paris, avant d'en devenir le recteur. Il a été directeur de la Prospective (CAPS) au ministère des Affaires étrangères.

Makhaya, Trudi

Économiste et entrepreneure sud-africaine de renom. De 2018 à 2023, elle a été la conseillère économique du Président Cyril Ramaphosa, jouant un rôle clé dans l'avancement du programme d'investissement et de réforme du gouvernement. Elle a également représenté l'Afrique du Sud en tant que sherpa au G20.

Malik, Monica

Économiste en chef à l'Abu Dhabi Commercial Bank, où elle a établi une équipe de recherche en économie. Ancienne directrice de l'équipe Économie d'EFG Hermes, Monica Malik dispose de plus de 30 ans d'expérience en tant qu'économiste spécialisée dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

Mallikarjun, Manu

Entrepreneur social spécialisé dans les relations internationales et le développement. Il travaille actuellement sur une série de films dans le but d'explorer les voies potentielles vers un monde pacifique, juste et durable. Il a également écrit un livre à paraître prochainement partageant le même objectif.





Mariton, Hervé

Président de la Fédération des entreprises des Outre-Mer (Fedom), président du Conseil Franco-Britannique. Il a occupé les postes de député, ministre de l'Outre-Mer et porte-parole du groupe républicain à la Commission des finances.

Martin, Terry

Journaliste et présentateur de journal télévisé. Ancien présentateur pour CNN International, il est désormais présentateur chez DW News. Il est aussi le fondateur et le directeur de SPIA. Il a couvert en direct des sommets du G7, des conférences sur le climat de l'ONU, et plusieurs élections nationales.

Mattli, Arthur

Ambassadeur de Suisse auprès des Émirats arabes unis et de Bahreïn. Précédemment, il a notamment été chef de la division Europe, Asie centrale, Conseil de l'Europe et OSCE à la Direction des affaires politiques à Berne.

McCarthy, Kevin

55^e président de la Chambre des représentants des États-Unis. Avant son élection au Congrès, il a été le chef de l'opposition à l'ascension la plus fulgurante de l'assemblée législative de Californie. Au Congrès, il a occupé nombre de postes de direction élus au sein de la conférence républicaine de la Chambre des représentants.

Mestrallet, Gérard

Envoyé spécial du président de la République pour l'IMEC, le corridor économique Inde-Moyen-Orient-Europe. Il a été Président exécutif de l'Agence française de développement culturel, patrimonial et touristique d'AlUla de 2018 à 2023. Ancien PDG de GDF SUEZ (aujourd'hui ENGIE), Gérard Mestrallet est une figure majeure du secteur privé en France.

Meyer, Jean-Claude

Vice-président international de Rotschild & Cie. Administrateur de l'Ifri, il a été assistant-gérant de Rothschild, chargé de mission à la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) et gérant de Lazard Frères & Cie.

Michel, Jacques

Directeur général de JMS Advisory, administrateur de sociétés et conseil financier. Jusqu'à mi-2022, il a occupé différents postes de direction dans le réseau international de BNP Paribas, le dernier étant celui de PDG de BNP Paribas Moyen-Orient et Afrique pour la Banque de Financement et d'Investissement de 2015 à 2022.

Michel, Stéphane

Directeur général de la branche Gas, Renewables & Power et membre du Comité exécutif de TotalEnergies. En 2011, il a été nommé directeur général de la filiale Total E&P Qatar puis en 2014, directeur Moyen-Orient / Afrique du Nord et membre du Comité de direction de la branche Exploration & Production.

Mirenge, John

Ambassadeur de la République du Rwanda aux Émirats arabes unis.

Mourtada, Nada

Secrétaire générale du conseil des universités aux Émirats arabes unis (ULC). Ancienne vice-chancelière (fondatrice) pour le développement et les anciens étudiants de l'Université américaine de Sharjah, elle a été professeure invitée dans de grandes universités et institutions de recherche, telles que l'université de Californie et l'Institut d'études politiques de Paris.

Myklebust, Olav

Ambassadeur du Royaume de Norvège aux Émirats arabes unis.

Narayanan, Mayankote Kelath

Ancien gouverneur de l'État du Bengale Occidental. Ancien conseiller spécial et conseiller pour la sécurité nationale du Premier ministre indien, a géré de nombreuses affaires concernant la sécurité intérieure, nationale et extérieure du pays y compris certains aspects tels que la lutte contre le terrorisme, le contre-espionnage et l'analyse stratégique.

Naser, Felix

COO de Liquid.AI. Fort d'une grande expérience dans le secteur de la technologie et des logiciels automobiles, il a dirigé des équipes internationales afin de co-créer des logiciels intelligents et des solutions de déplacement. Co-fondateur de Venti Technologies, il a également été chef de projet logiciels international de BMW Group.

Nasr, Samir

Président d'ECE Consultants SAL. Président de Phoenician Funds Holding (Liban), et directeur exécutif de Mouflon Fund à Chypre, il a été consultant à l'OCDE et professeur d'économie. Il a été président du National Investment Guarantee Corporation et conseiller économique et financier dans divers pays de GCC.

Nawandhar, Sanjay

Directeur Associé au Boston Consulting Group Center for Public Economics, il possède plus de dix ans d'expérience dans le conseil auprès des gouvernements, des agences d'investissement et des principales organisations des secteurs privé et public dans les domaines de la transformation économique, de la conception de politiques et de la planification stratégique.

Negri Biasutti, Constanza

Sherpa du B20 et ancienne responsable du commerce et de l'intégration internationale à la Confédération nationale des industries du Brésil. En tant que sherpa du B20, elle supervise la coordination stratégique du B20 Brésil, veillant à l'efficacité de la préparation, de la mise en œuvre et de la défense des recommandations politiques.

Niemtchinow, Nicolas

Ambassadeur de la République française aux Émirats arabes unis. Il a occupé plusieurs postes diplomatiques, tels que celui de sous-directeur des affaires stratégiques, directeur adjoint du cabinet du ministre des Affaires étrangères, premier secrétaire à l'ambassade française de Moscou et deuxième conseiller à l'ambassade d'Amman.

Nordmann, François

Ancien ambassadeur de Suisse en France. Ancien ambassadeur au Royaume-Uni, au Guatemala et dans plusieurs États d'Amérique centrale, il a également été chef de la délégation suisse à l'UNESCO et de la mission permanente de la Suisse auprès des organisations internationales à Genève ainsi que président de FN Conseil.

Ouziel, Sylvie

Fondatrice et présidente du conseil d'administration de Swift Property Holdings (foncière et prop tech basée à Dubai), fondatrice et PDG de Blue Bridge (expert de l'adoption à grande échelle de l'IA générative et des agents digitaux). Sylvie Ouziel est administratrice de Covivio (foncière de 25 milliards €) et du Technion.

Paal, Douglas

Distinguished Fellow à la Carnegie Endowment for International Peace. Ancien vice-président de JPMorgan Chase International, il a été représentant non officiel des États-Unis à Taïwan en tant que directeur de l'Institut américain à Taïwan et travaillé en tant qu'analyste pour la CIA et dans les ambassades américaines de Singapour et Beijing.

Paugam, Jean-Marie

Directeur général adjoint de l'OMC à Genève depuis 2021. Il a précédemment été délégué permanent de la France auprès de l'OMC et a exercé plusieurs responsabilités managériales en matière de commerce, développement et finance internationale au sein de la direction générale du Trésor en France et du système des Nations Unies/OMC.

Perthes, Volker

Senior Distinguished Fellow du German Institute for International and Security Affairs (SWP). En tant qu'ancien sous-secrétaire général des Nations Unies, il était représentant spécial du Secrétaire général pour le Soudan et chef de la Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan (MINUATS).

Piau, Nicolas

Co-fondateur et PDG de TILT Capital Partners. First Mover Fellow de l'Aspen Institute, il travaille dans le domaine de l'énergie et du développement de projets / fusions-acquisitions. Nicolas était Senior Vice President en charge des fusions-acquisitions et du développement de l'entreprise pour Engie.

Poinssot, Christophe

Directeur général délégué et directeur scientifique du service géologique national BRGM. Ancien président élu de l'association EuroGeoSurveys, il a travaillé au Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA) et a été conseiller nucléaire à l'ambassade de France en Chine (Beijing) et représentant du CEA dans ce pays.

Qiao, Yide

Vice-président et secrétaire général de la Shanghai Development Research Foundation (SDRF), une institution à but non lucratif dont l'objectif est de promouvoir la recherche sur les questions de développement. Il est également expert détaché en finances et économie internationales au ministère des Finances chinois.

Rabinovich, Itamar

Professeur émérite en histoire du Moyen-Orient à l'Université de Tel Aviv, président émérite et conseiller de l'Israel Institute (Washington et Tel Aviv), et Distinguished Fellow à la Brookings Institution. Il est aussi vice-président de l'Institut des études de sécurité nationale (INSS) à Tel Aviv et a été ambassadeur d'Israël aux États-Unis.

Ramaswamy, Ramu

Associé au sein du groupe Sovereign Advisory de Dentons, à Paris. Expert du droit des infrastructures non contentieuses, il est spécialisé dans l'accompagnement des gouvernements et d'entités assimilées dans les secteurs de développement et du financement de projets liés aux ressources et à l'énergie.

Robert, Virginie

Cheffe du service International du quotidien *Les Échos*. Elle a été correspondante du journal à New York. Vice-présidente du European-American Press Club, elle est aussi membre de l'Association française de la presse diplomatique.

Robin, Arnaud

Chargé d'accélération au sein de la direction interministérielle du numérique. Il accompagne les startups d'État à augmenter leur impact. Il a également travaillé pour Google, le groupe SNCF et Wayfair. Ingénieur des mines, il est aussi diplômé de l'école polytechnique et du Massachusetts Institute of Technology.

Rombaut, Frédéric

Directeur des investissements directs du fonds souverain des Émirats Arabes Unis. Fort de trente ans d'expérience dans le capital-investissement et le développement d'entreprise, il a supervisé plus de 100 investissements pour un total de 24 milliards de dollars dans les principaux pôles technologiques.

Rostand, Alexis

Managing Director d'Eiffel Investment Group et SEO d'Eiffel IME, établie à Abu Dhabi. Il a dirigé le développement de l'entreprise en France avant d'établir le bureau à Abu Dhabi en 2023. Il a occupé précédemment des postes dans l'industrie de l'assurance et de la gestion d'actifs à Paris et à Londres.

Röttgen, Norbert

Membre du Deutscher Bundestag et membre de la Commission des affaires étrangères. Ancien ministre fédéral de l'Environnement, de la Protection de la nature et de la Sécurité nucléaire, il est coprésident du Conseil européen pour les relations internationales (ECFR) et membre du conseil d'administration de diverses institutions.

Roy, Olivier

Professeur au RSCAS et professeur adjoint à la School of Transnational Governance (Institut universitaire européen de Florence). Il est chercheur au CNRS depuis 1985, professeur à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales depuis 2003 et a été visiting professeur à l'Université de Berkeley (2008/2009).

Russo, Lucia

Économiste et analyste politique au sein de la division Intelligence Artificielle et Technologies Numériques Émergentes de l'OCDE. Elle analyse les stratégies, les politiques et les approches réglementaires nationales en matière d'IA et coordonne les analyses nationales de l'IA. Lucia Russo dirige également le développement d'un cadre de mesure composite pour l'IA.

Ryu, Jin Roy

Président du conseil d'administration et PDG de Poongsan Group, l'un des plus grands fabricants mondiaux de produits en cuivre et de munitions. Engagé dans plusieurs entreprises, il est également président de la Fédération des industries coréennes (FKI), du Conseil économique Corée-États-Unis, du Seoul Forum for International Affairs (SFIA) et du Korea-France Club.

Sagara, Yoshiyuki

Chercheur à l'Institute of Geoeconomics et à l'Asia Pacific Initiative, basés à l'International House of Japan. Spécialiste en sécurité économique et sanitaire, sanctions, conflits internationaux et politique étrangère du Japon, il a co-écrit en 2021 *The Independent Investigation Commission on the Japanese Government's Response to Covid-19: Report on Best Practices and Lessons Learned*.

Saihood, Ali

Directeur des opérations et vice-président exécutif de Raban Al-Safina (RAS). Il a joué un rôle déterminant dans l'accroissement du groupe en un conglomérat de 28 entreprises recouvrant divers secteurs, tels que le pétrole et le gaz, la production d'électricité, l'éducation, les services bancaires et financiers, la sécurité et les installations industrielles.

Saihood, Hussein

Vice-président de Raban Al-Safina (RAS Group), société privée innovante encourageant la transition énergétique en Irak. À ce poste, M. Saihood joue un rôle central dans la supervision de projets stratégiques qui non seulement soutiennent l'économie irakienne mais contribuent également au développement du pays.

Sano, Tadakatsu

Avocat chez Jones Day. Ancien directeur général du Bureau des politiques commerciales et vice-ministre des Affaires internationales, il a également exercé au ministère de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie du Japon et en tant que chef de cabinet du Premier ministre Yukio Hatoyama.

Schmid, Dorothee

Responsable du programme Turquie / Moyen-Orient à l'Institut français des relations internationales (Ifri). Elle a fondé le programme « Turquie contemporaine », qui suit l'émergence de la Turquie comme puissance. Ses intérêts de recherche présents se concentrent sur la diplomatie turque, les nouveaux conflits du Moyen-Orient et leurs effets sur l'économie régionale.

Severino, Jean-Michel

Président du conseil de surveillance d'Investisseurs & Partenaires (I&P), inspecteur général des finances, membre de l'Académie des technologies. Précédemment, il a été notamment directeur du développement au ministère français de la Coopération, vice-président pour l'Asie à la Banque mondiale, et directeur général de l'Agence française de développement.

Sharaf, Omran

Ministre adjoint des Affaires étrangères des EAU chargé des sciences avancées et de la technologie. Il représente les Émirats sur la scène internationale dans les domaines des sciences avancées, de la technologie et de l'espace. En 2022, il a été nommé président du Comité des Nations Unies pour l'utilisation pacifique de l'espace extra-atmosphérique.





Sheetrit, Meir

Ancien membre de la Knesset israélienne. Il a notamment été ministre de l'Intérieur, ministre du Logement et du Bâtiment, ministre des Finances, ministre de la Justice, ministre des Renseignements et du Comité de l'Énergie atomique, ministre des Transports et ministre de l'Éducation, de la Culture et des Sports.

Shek, Daniel

Ancien ambassadeur d'Israël en France. Durant sa carrière au sein de la diplomatie israélienne, il a été directeur des Affaires européennes, porte-parole du ministère des Affaires étrangères et consul général à San Francisco. Disposant d'une vaste expérience dans les affaires européennes, il a œuvré à plusieurs chapitres des négociations israélo-arabes.

Sievers, Marc J.

Ambassadeur (en retraite), premier directeur d'AJC Abu Dhabi: The Sidney Lerner Center for Arab-Jewish Understanding. Diplomate au service des États-Unis pendant plus de 30 ans, il a exercé au Moyen Orient et en Afrique du Nord, notamment en Égypte, en Irak, en Israël, au Maroc et en Arabie saoudite, ainsi qu'en Turquie.

Sigal, Robert

Directeur général de l'Hôpital américain de Paris. Ancien président et directeur commercial d'InSightec, il a passé sept ans chez General Electric Healthcare, d'abord au sein de la division solutions hospitalières et de santé puis comme directeur général et président de GE Healthcare France.

Simon, Jean-Marc

Ambassadeur de France et président d'Eurafric Stratégies SAS. Ancien conseiller au ministère des Affaires étrangères et au ministère de la Coopération, il a exercé dans plusieurs ambassades, notamment en tant que conseiller ou consul général avant d'être nommé ambassadeur en République Centrafricaine, au Nigeria, au Gabon et en Côte d'Ivoire.

Simon, Toby

Fondateur et président de Synergia Foundation, think tank stratégique. Membre de la Commission mondiale pour la gouvernance d'Internet (GCIG) et membre de la Commission trilatérale, il a également été membre du conseil consultatif du Center for New American Security (CNAS) et conseiller auprès de plusieurs organisations telles que l'OMS.

Sinapi-Thomas, Lucia

Directrice exécutive de Capgemini Ventures. Elle a occupé plusieurs fonctions au sein de Capgemini, notamment celles de directrice financière adjointe et directrice exécutive Business Platforms de Capgemini Group. Elle est membre des conseils d'administration de Capgemini SE, du Bureau Véritas et de Dassault Aviation.

Sollogoub, Tania

Responsable de la recherche sur les pays émergents et la géopolitique à la Direction des Etudes Economiques du Groupe Crédit Agricole. Ancienne directrice du master Finance et Stratégie de Sciences Po Paris, elle y enseigne l'économie et l'analyse des risques pays.

Sur, Serge

Membre de l'Académie des Sciences morales et politiques. Agrégé de droit public, il est professeur émérite de droit public à l'Université Panthéon-Assas, où il a créé le master en relations internationales. Il a été directeur adjoint de l'UNIDIR (1986-1996) et juge *ad hoc* à la Cour internationale de justice de La Haye (2009-2012).

Suzuki, Kazuto

Professeur à l'École supérieure de politique publique de l'université de Tokyo et directeur de l'Institut de géoéconomie de la Maison internationale du Japon. Il a notamment été membre du groupe d'experts du Comité des sanctions contre l'Iran du Conseil de sécurité de l'ONU et professeur de politique internationale à l'université d'Hokkaido.

Teisseire, Matthieu

Managing Partner en charge de l'équipe Investor Relations chez Eurazeo. Il est président honoraire du Conseil d'Administration de l'Institut Bruegel, président honoraire du Groupe des 30 et président européen honoraire de la Commission trilatérale. Il a été président de la Banque centrale européenne, gouverneur de la Banque de France et directeur du Trésor.

Tiedrich, Lee

Conseillère principale sur l'intelligence artificielle au sein de l'Institut national des normes et de la technologie (NIST). Également membre de l'OCDE et du Partenariat mondial sur l'intelligence artificielle (PMIA), elle co-préside le comité RAISE (Stratégie d'IA responsable pour l'environnement) et le comité consultatif sur la propriété intellectuelle du PMIA.

Torero Cullen, Máximo

Économiste en chef de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Ancien directeur exécutif du Groupe de la Banque mondiale pour plusieurs pays d'Amérique latine, il a dirigé la division des marchés, du commerce et des institutions de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI).

Touazi, François-Aïssa

Senior Managing Partner chez Ardian et responsable des affaires internationales. Également vice-président des conseils des affaires France - CCG au sein du MEDEF International, il préside le groupe de travail sur les fonds souverains. Il a travaillé pour le MEAE en tant que conseiller pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord.

Tricaud, Martin

Chef du groupe d'Investment Banking de First Abu Dhabi Bank, Group Head of International Banking, administrateur du FAB Private Bank Suisse et membre du comité exécutif. Auparavant, il a occupé plusieurs postes à responsabilité chez HSBC, notamment celui de vice-président et directeur général pour le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et la Turquie.

Trichet, Jean-Claude

Ancien président de l'Académie des Sciences Morales et Politiques. Il est président honoraire du Conseil d'Administration de l'Institut Bruegel, président honoraire du Groupe des 30 et président européen honoraire de la Commission trilatérale. Il a été président de la Banque centrale européenne, gouverneur de la Banque de France et directeur du Trésor.

Trochu, Emmanuelle

Responsable mondiale des institutions officielles chez Crédit Agricole Corporate and Investment Bank. Devenue responsable mondiale de l'équipe de vente des banques centrales en 2006, elle a travaillé à Paris et à Londres. En 2016, elle a été nommée responsable de l'équipe de vente des institutions financières en France et en Belgique.

Truesdale, Jay

Directeur général de TD International, société internationale de stratégie en matière de risques géopolitiques, d'intelligence économique et de conformité des risques. Ancien directeur général de Veracity Worldwide, il a également travaillé chez McKinsey & Company et occupé les fonctions de diplomate, notamment en Russie et en Ukraine.

Tuakli, Juliette M.

Ambassadrice diplomatique de Mercy Ships International pour l'Afrique depuis 2022. Elle supervise les partenariats avec les gouvernements et les entités et communautés diplomatiques pour soutenir la mission de Mercy Ships consistant à fournir des soins médicaux et chirurgicaux gratuits à celles et ceux dans le besoin à travers le continent africain.

Vangheli, Anatol

Ambassadeur de la République de Moldavie aux Émirats arabes unis. Au ministère des Affaires étrangères, il a travaillé comme secrétaire général, ambassadeur auprès de l'État d'Israël, de la République hellénique et de Chypre, directeur de la Division d'analyse politique, du suivi et de l'évaluation et de la Division Asie, Afrique, Moyen-Orient et Pacifique.



Varma, Anurag

Vice-président et directeur des affaires publiques et du développement d'Adani North America, l'un des plus importants conglomérats indiens en infrastructure et logistiques, où il modèle les partenariats et les stratégies de croissance de l'entreprise en Amérique du Nord. Auparavant, il était vice-président et directeur du gouvernement mondial et des affaires publiques chez Infosys.

Vassilenko, Roman

Vice-ministre des Affaires étrangères de la République du Kazakhstan. Ancien assistant du chef de cabinet du Premier ministre de du Kazakhstan, il a été inspecteur-chef du secrétaire d'État du Kazakhstan, conseiller à la chancellerie du président et directeur adjoint du cabinet du secrétaire d'État.

Vaswani, Kamal R.

Ambassadeur de Singapour aux Émirats arabes unis. Ancien représentant permanent adjoint de la mission permanente de Singapour auprès de l'ASEAN, il a occupé les fonctions de premier secrétaire de la Haute commission de Singapour à Kuala Lumpur et d'assistant de direction au sein de la direction d'analyse, de planification et de politique.

Védrine, Hubert

Fondateur d'Hubert Védrine Conseil, société de conseil spécialisée dans les problématiques internationales, économiques et géopolitiques. Il a été président de l'Institut François Mitterrand. Avant cela, il a assumé les fonctions de ministre des Affaires étrangères sous le gouvernement de Lionel Jospin et a été associé au cabinet d'avocats Jeantet et Associés.

Vijayakumar, Vignesh

COO et CFO d'un bureau d'investissement à Dubaï investissant dans toutes les catégories d'actifs. Ancien directeur de l'exploitation et directeur financier de Miras Investments, il est spécialisé dans l'investissement en SC sur les marchés publics et privés et dans la mise en place d'infrastructures de gestion des investissements dans différents domaines.

Villain, Jean-Paul

Directeur de la stratégie de l'Abu Dhabi Investment Authority (ADIA). Ancien gestionnaire de portefeuille, et responsable des investissements au sein du département de gestion des actifs de Banque Paribas, il a rejoint ADIA en tant que directeur régional pour l'Europe avant d'être nommé gestionnaire principal de fonds pour tous les actifs financiers.

Weymuller, Bruno

Membre de Total Professeurs Associés et du conseil d'administration du Conseil français de l'énergie. Il a été directeur de la stratégie et de l'évaluation des risques de Total et directeur financier d'Elf Aquitaine. Il a commencé sa carrière au ministère de l'Industrie, avant de rejoindre le cabinet du Premier ministre, Raymond Barre.

Wouters, Frank

Président du conseil d'administration de MENA Hydrogen Alliance. Il dirige des projets d'énergie renouvelable, des transactions et le développement de technologie depuis plus de 30 ans. Ancien directeur général adjoint de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables, il a joué un rôle majeur dans le développement des projets d'énergie renouvelable dans le monde.

Yasseen, Fareed

Ancien ambassadeur de la République d'Irak en France puis aux États-Unis. Ancien envoyé pour le climat de l'Irak, il a travaillé et conseillé plusieurs agences des Nations Unies et think tanks. Ancien chef du département de la Prospective au ministère des Affaires étrangères, il a été conseiller diplomatique du vice-président Adil Abd al-Mahdi.

Yun, Jongkoo

PDG de LIG System Co., entreprise sud-coréenne spécialisée dans les solutions de défense et d'informatique. Ancien directeur financier de Huseo Inc. et de LG Electronics Australia, il a occupé des postes à responsabilité au sein de LG Electronics, tels que celui de directeur de la défense commerciale et de l'antidumping.

Montbrial (de), Thierry

Thierry de Montbrial est le président de l'Institut français des relations internationales qu'il a fondé en 1979. Il est professeur émérite au Conservatoire National des Arts et Métiers. En 2008, il a lancé la World Policy Conference. Il est membre de l'Académie des Sciences Morales et Politiques de l'Institut de France depuis 1992 et membre associé de nombreuses académies étrangères. Il siège au conseil ou au conseil consultatif de plusieurs institutions internationales. Thierry de Montbrial a dirigé le département de sciences économiques de l'École polytechnique entre 1974 et 1992. Il a été le premier président de la Fondation de la recherche stratégique (1993-2001). Il a mis sur pied le Centre d'analyse et de prévision (actuellement Centre d'analyse et de prévision stratégique) du ministère des Affaires étrangères et en a été le premier directeur (1973-1979). Il est l'auteur de plus de vingt livres, certains traduits en plusieurs langues. Il est Grand Officier de la Légion d'honneur, Grand Officier de l'Ordre national du Mérite et titulaire de nombreuses autres décorations françaises et étrangères. Thierry de Montbrial est ancien élève de l'École polytechnique, docteur en économie mathématique de l'Université de Berkeley (Californie) et ancien ingénieur général au Corps des mines.



DISCOURS D'OUVERTURE
VERSIONS INTÉGRALES





Noura Al Kaabi

Ministre d'État au ministère des Affaires étrangères des Émirats arabes unis

Excellences, éminents invités et intervenants, Mesdames et Messieurs,

Je suis extrêmement honorée de prendre la parole devant vous aujourd'hui.

C'est un plaisir de vous accueillir aux Émirats arabes unis pour la 17^e édition de la World Policy Conference. Nous tenons tout d'abord à remercier Thierry de Montbrial, fondateur et président de la WPC et de l'Institut français des relations internationales, ainsi que l'ensemble de l'équipe de la WPC pour l'organisation de cette conférence qui rassemble d'éminents invités appelés à débattre de questions cruciales qui façonnent les trajectoires de nos sociétés et de nos nations. En tant que pays, nous sommes heureux d'accueillir pour la quatrième fois ce grand rendez-vous.

La WPC, en tant qu'espace de réflexion, promeut un dialogue ouvert et une collaboration innovante qui nous tiennent particulièrement à cœur aux Émirats arabes unis. Au fil des ans, cette conférence est devenue une tribune incontournable pour débattre des enjeux pressants de notre époque, portée par les idées et les contributions de dirigeants, de décideurs politiques et de penseurs du monde entier.

Votre présence ici aujourd'hui — vous qui représentez des points de vue et des domaines d'expertise divers — témoigne d'un engagement commun à rechercher des solutions aux problèmes mondiaux les plus urgents et les plus complexes. Cet esprit de collaboration est le fondement même de la World Policy Conference.

Nous voici donc ici rassemblés en cette année de profonde incertitude et de transformation du monde.

Des tensions géopolitiques aux crises environnementales, les défis auxquels le monde est confronté sont immenses. De multiples conflits simultanés menacent la paix et la stabilité en Afrique, au Moyen-Orient et en Europe. En outre, l'année 2024 a été marquée par un nombre sans précédent d'élections majeures qui façonneront la politique mondiale dans les années à venir. Pourtant, dans ce contexte de changements, émerge également une promesse de progrès, fondée sur notre détermination collective à trouver des solutions pour aller de l'avant.

Avant toute chose, il est impératif de reconnaître les tragédies actuelles qui pèsent lourdement sur la conscience mondiale. La guerre à Gaza dure désormais depuis plus d'un an et on continue à déplorer des pertes civiles. La crise humanitaire à Gaza demeure extrêmement préoccupante, avec son cortège de souffrances terribles et de pertes humaines. Les Émirats arabes unis réitérent leur appel à un arrêt immédiat des hostilités. Nous croyons fermement en la nécessité d'une désescalade et de l'acheminement d'une aide vitale à ceux qui en ont désespérément besoin.

Cette situation met en évidence le besoin impérieux d'une diplomatie et d'une coopération solides. Elle nous rappelle avec force la nature interdépendante de la paix et de la sécurité dans le monde. Nous avons tous été témoins de l'extension du conflit de Gaza au Liban. Cependant, la diplomatie a permis d'obtenir un cessez-le-feu au Liban. Nous espérons que cette avancée prometteuse conduira à une amélioration de la situation et sera suivie d'autres succès diplomatiques à l'avenir. Ces conflits ne restent pas circonscrits et ont de multiples répercussions, perturbant les économies, mettant à mal les communautés et testant la résilience des sociétés bien au-delà de leurs frontières immédiates.

Mesdames et Messieurs,

La guerre en Ukraine continue de peser sur l'ordre international, attisant les divisions et créant des effets d'entraînement sur les marchés mondiaux de l'énergie, les systèmes alimentaires et les instances multilatérales. Le conflit au Soudan se poursuit sans relâche et nous assistons en temps réel à une catastrophe humanitaire. Dans ce contexte, nous jugeons essentiel de continuer à défendre les principes de dialogue et de respect mutuel, même en présence de profonds désaccords. Nous devons œuvrer inlassablement à la recherche de solutions diplomatiques. Nous devons continuer à nous parler - sans dialogue, aucune avancée n'est possible.

Par ailleurs, nous devons avoir conscience que le paysage économique et géopolitique mondial connaît de profondes mutations. La montée en puissance de nouveaux groupements économiques et l'évolution des organisations multilatérales témoignent de la nécessité grandissante d'adapter les systèmes traditionnels de gouvernance mondiale. Il est urgent de mettre en place des cadres plus inclusifs et équitables qui donnent la parole aux pays émergents, tout en préservant les valeurs fondamentales de coopération et de responsabilité partagée.

Il est toutefois essentiel de reconnaître que les institutions internationales sont encore appelées à jouer un rôle important. Des organisations comme l'ONU, malgré les défis auxquels elles sont confrontées et la nécessité de les réformer, n'en demeurent pas moins des plateformes indispensables pour gérer les crises mondiales. De leur côté, les organisations régionales telles que l'Union africaine et la Ligue des États arabes ont un rôle complémentaire déterminant à jouer de par leur capacité à apporter un éclairage local et à mettre sur la table des solutions adaptées.

Les défis et les changements auxquels nous sommes confrontés sont amplifiés par l'accélération des progrès technologiques. L'intelligence artificielle, en particulier, remodèle les industries, la société et même notre perception du potentiel humain. Si ces innovations offrent des possibilités extraordinaires, elles génèrent également des dilemmes et des risques d'ordre éthique qu'il convient de gérer avec le plus grand soin. Nous sommes impatients de libérer le pouvoir de la créativité humaine, mais nous

ne pouvons faire abstraction des effets néfastes réels et potentiels d'une mauvaise gestion de l'IA. Les Émirats arabes unis se sont engagés à promouvoir une approche équilibrée visant à mettre la technologie au service du bien commun tout en prévenant son utilisation abusive.

Nous sommes aujourd'hui face à une crise environnementale. Le changement climatique n'est pas une menace lointaine, c'est une réalité incontournable qui exige une action immédiate et soutenue. Nous en constatons déjà les effets multiples. L'action climatique est depuis longtemps une priorité pour les Émirats arabes unis, hôte de la COP28, qui mise sur une collaboration inclusive et axée sur les résultats. Nous sommes prêts à soutenir les initiatives futures de la COP.

Notre stratégie de lutte contre la crise climatique doit également prendre en compte les autres défis indissociables que sont la sécurité alimentaire, la sécurité de l'eau et l'inégalité économique. Les pénuries d'eau et alimentaires provoquées par le dérèglement climatique menacent non seulement les moyens de subsistance de millions de personnes, mais aussi la stabilité de régions entières. Ces défis compromettent la réalisation des objectifs de développement et risquent d'anéantir les progrès durement acquis. Pour relever ces défis, nous devons adopter des stratégies intégrées qui tirent parti de l'innovation, renforcent la résilience et ne laissent personne au bord du chemin.

L'éducation et le développement du capital humain ont également un rôle important à jouer dans la construction d'un avenir durable. Une population éduquée et autonomisée est la clé pour bâtir cet avenir durable. Alors que la technologie transforme nos économies, une main-d'œuvre qualifiée et capable de s'adapter est plus que jamais une nécessité.

Les Émirats arabes unis privilégient depuis longtemps déjà les investissements dans l'éducation, la priorité étant donnée à l'autonomisation des jeunes et des femmes en tant que catalyseurs du changement. Nous avons la ferme conviction que la diversité et l'inclusion sont non seulement des impératifs moraux, mais également des vecteurs d'innovation et de progrès.

Mesdames et Messieurs,

Dans notre réflexion sur ces défis mondiaux, nous devons garder à l'esprit que le Moyen-Orient est un carrefour stratégique majeur. L'histoire des conflits et des divisions de la région est bien connue, mais cela ne doit en aucun cas occulter son potentiel en tant que carrefour de l'innovation, du commerce et des échanges culturels. Ce potentiel est devenu réalité dans certains endroits, et nous sommes déterminés à encourager la poursuite de ces progrès. Bâir un avenir fondé sur la coopération et le respect mutuel est non seulement souhaitable, mais surtout indispensable pour la stabilité d'une région qui se trouve à la croisée des chemins.

Dans cette optique, nous devons nous attaquer aux causes profondes des conflits, qu'il s'agisse de griefs politiques ou de disparités économiques. Cela demande également une action concertée visant à promouvoir la tolérance et à contrer les forces de l'extrémisme qui cherchent à diviser les sociétés. Le terrorisme et l'extrémisme continuent à faire peser une menace sur les sociétés, exigeant de notre part une attention sans faille et une action décisive. Les Émirats arabes unis restent fermement attachés à leurs principes de tolérance et de coexistence.

Les défis du Moyen-Orient ne sont pas déconnectés des grandes tendances mondiales. La dynamique mouvante des alliances internationales souligne la nécessité d'approches multilatérales inclusives et visionnaires. Ces évolutions sont l'opportunité de repenser le mode de collaboration entre les nations, en mettant l'accent sur l'interconnexion, la prospérité partagée et la responsabilité mutuelle.

L'interconnexion mondiale et la nécessité de collaborer sont en effet là pour durer.

Mesdames et Messieurs,

Les défis qui se posent à nous sont certes nombreux, mais reconnaissons qu'ils ne sont pas insurmontables. L'homme est capable de trouver des solutions aux problèmes les plus complexes, comme l'histoire nous l'a montré. Pour relever ces défis, nous devons faire preuve d'audace, déployer des efforts collectifs et être fermement convaincus de la nécessité d'une coopération.

Les Émirats arabes unis sont prêts à tenir leur rôle, en tant que partenaire, bâtisseur de ponts et défenseur de la paix et de la prospérité. Nous avons à cœur de promouvoir un environnement propice à la collaboration et à l'innovation, dans le respect des valeurs qui nous unissent tous.

En ce début de conférence, engageons-nous avec un esprit ouvert, conscient que même de petits pas peuvent conduire à des avancées significatives.

Je vous souhaite une conférence productive et inspirante. Je vous remercie et que Dieu vous bénisse tous.



Tiémoko Meyliet Koné

Vice-président de la République de Côte d'Ivoire

Sa Sainteté Bartholomée 1^{er}, Patriarche œcuménique de Constantinople,

Madame la Ministre, Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères de l'État des Émirats arabes unis,

Monsieur le Président de l'Institut français des relations internationales et de la World Policy Conference,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Distingués invités,

Mesdames et Messieurs,

Je suis heureux de prendre part à cette 17^e édition de la World Policy Conference, ici à Abu Dhabi.

Je tiens à adresser mes salutations à Madame Noura Al Kaabi, Ministre, Secrétaire d'État aux Affaires Étrangères de l'État des Émirats arabes unis, ainsi qu'aux autorités émiraties, qui ont rendu possible l'organisation de cet événement d'envergure.

Madame la Ministre, je vous prie de bien vouloir transmettre à Son Altesse Sheikh Mohammed Bin Zayed Al Nahyan, Président de l'État des Émirats arabes unis, les salutations chaleureuses de Son Excellence Monsieur Alassane Ouattara, Président de la République de Côte d'Ivoire.

Je voudrais enfin exprimer mes remerciements à Monsieur Thierry de Montbrial, Président de l'Institut Français des Relations Internationales, pour avoir encore une fois associé la Côte d'Ivoire à cet espace privilégié de réflexions économiques et géostratégiques. Cette plateforme qui permet aux décideurs, chercheurs et leaders d'opinions de divers horizons, d'échanger sur la marche du monde, de partager leurs idées, et de proposer des solutions pour un avenir meilleur.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Cette édition de la World Policy Conference se tient dans un contexte mondial particulièrement critique. Sur les plans sécuritaire, économique et politique, les défis auxquels le monde est confronté sont nombreux et appellent avec acuité à une prise de conscience collective, ainsi qu'à une action urgente et concertée.

Au plan sécuritaire, les tensions géopolitiques sont de plus en plus récurrentes et favorisent des conflits armés dans plusieurs régions. Ces affrontements violents menacent d'entraîner certaines parties du globe dans une spirale incontrôlable, compromettant gravement la paix et la stabilité.

Une telle situation est aggravée par le fléau du terrorisme, notamment dans des régions comme le Sahel, où les acquis obtenus après des années d'efforts sont mis en péril.

Sur le plan économique, la récurrence des crises financières, ainsi que les chocs exogènes, affectent l'économie du monde en général, et particulièrement celle des pays en développement. Ces perturbations réduisent les investissements, aggravent les inégalités et fragilisent la stabilité socioéconomique.

À ces crises s'ajoutent les effets dévastateurs du changement climatique, avec des sécheresses prolongées, des inondations destructrices et des vagues de chaleur extrême, qui n'épargnent aucune région du monde. Ces phénomènes menacent fortement la sécurité des biens et des personnes, et contraignent de nombreuses populations à se déplacer chaque année vers de nouveaux refuges.

Les attentes placées dans les grandes conférences internationales sur le climat, comme les COP, restent hélas largement insatisfaites. Les engagements pris notamment en matière de financement vert, en faveur des pays les moins avancés, demeurent insuffisants pour permettre une transition écologique juste et équitable.

Dans le même temps, le monde fait face à une révolution technologique inédite, marquée par l'intelligence artificielle qui promet certes des avancées majeures, mais avec des risques importants de dérives, si aucune réglementation n'est mise en place rapidement.

Mesdames et Messieurs,

Cet environnement international délicat, compromet forcément les efforts en faveur du développement partout dans le monde. Les Objectifs de Développement Durable, les ODD, adoptés comme feuille de route universelle, peinent à se concrétiser. Selon le rapport 2023 des Nations Unies, plus de 80 % des cibles des ODD affichent des progrès limités, avec de faibles chances d'être atteintes d'ici 2030.

Les conséquences sur les populations mondiales sont alarmantes, avec des millions de

personnes qui vivent toujours dans une situation de précarité extrême. Le constat est encore plus sévère en Afrique subsaharienne, où la pauvreté, le chômage des jeunes et le manque d'infrastructures continuent de freiner les perspectives de développement.

Sur le plan économique, la reprise post-pandémie reste fragile, et les perspectives dans plusieurs régions demeurent insuffisantes pour répondre aux attentes et aux besoins croissants des populations.

Mesdames et Messieurs,

Malgré ce contexte international marqué par des défis majeurs et de nombreuses incertitudes, la Côte d'Ivoire a su préserver sa trajectoire de croissance économique, grâce au leadership du Président de la République, Son Excellence Monsieur Alassane Ouattara.

Sous son égide, des efforts soutenus ont été déployés pour accélérer la transformation structurelle de l'économie nationale, dans le but de hisser le pays au rang des économies à revenu intermédiaire de la tranche supérieure à l'horizon 2030.

Depuis 2011, trois Plans Nationaux de Développement successifs ont servi de cadre stratégique pour orienter les réformes et les investissements nécessaires à cette transformation. Ces plans ont permis d'opérer des réformes structurelles ambitieuses et de réaliser des investissements massifs pour doter la Côte d'Ivoire d'infrastructures modernes et compétitives dans les secteurs clés de son économie.

Autant d'efforts qui ont contribué à redynamiser l'économie ivoirienne, avec un taux de croissance moyen d'environ 8 % par an au cours de la dernière décennie.

Ces performances reposent également sur la confiance des partenaires au développement et sur le dynamisme du secteur privé, qui joue un rôle clé dans la diversification et la modernisation de l'économie. Le taux d'investissement, qui était inférieur à 9 % en 2011, a progressé de manière significative pour dépasser 25 % en 2023.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Si des progrès peuvent être réalisés à l'échelle nationale, il reste néanmoins évident que les défis actuels, auxquels le monde est confronté, exigent des réponses globales, inclusives et ambitieuses.

C'était d'ailleurs l'objectif du Sommet de l'Avenir, organisé en marge de la dernière Assemblée générale des Nations Unies, qui a abordé les principaux enjeux et défis pour le futur du monde.

Consciente de l'ampleur des actions à mener, l'Afrique a adopté l'Agenda 2063 de l'Union Africaine. Ce cadre met l'accent sur des priorités stratégiques telles que la résilience économique, la transformation structurelle, l'amélioration de la gouvernance, le développement du capital humain, l'adéquation des compétences avec les besoins du marché du travail et le financement des projets phares de développement. Le Président de la République de Côte d'Ivoire, Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA, a été désigné comme Champion, pour assurer le suivi de la mise en œuvre de cet Agenda.

La Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAF) constitue également un pilier essentiel dans la mise en œuvre de la vision de développement stratégique du continent. Ce projet, qui représente un levier fondamental pour renforcer l'intégration économique régionale, permettra de redynamiser les échanges intrarégionaux, stimuler les industries locales et favoriser une croissance inclusive à l'échelle du continent.

Mesdames et Messieurs,

Pour que les initiatives africaines puissent atteindre leur plein potentiel et favoriser l'émergence du continent, certaines problématiques globales devraient être prises en charge de façon plus efficace au niveau mondial.

En premier lieu, il est impératif de résoudre la question cruciale du financement du développement, en mobilisant des ressources adaptées aux besoins croissants des économies en développement.

Pour atteindre cet objectif, une réforme profonde de l'architecture financière internationale, telle qu'évoquée lors du Sommet de l'Avenir, pourrait jouer un rôle déterminant.

Dans le même sens, les engagements pris lors des COP en matière de financement de l'action climatique devront se matérialiser le plus rapidement possible, afin de soutenir l'adaptation des économies africaines aux impacts croissants du changement climatique et d'accélérer leur transition écologique.

Enfin, aucun de ces efforts ne pourra porter ses fruits sans une attention particulière à la jeunesse, notamment en Afrique, où la croissance démographique figure parmi les plus rapides au monde. Cette jeunesse, qui représente un réservoir inestimable de talents et d'innovation, doit être placée au cœur des priorités, en mettant l'accent sur l'éducation, la formation et l'emploi,



pour en faire une véritable force motrice de transformation.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Nous avons le devoir collectif de transformer les défis mondiaux en opportunités, pour bâtir un avenir plus inclusif, durable et prospère. En unissant nos efforts, nous pouvons poser les bases d’un monde plus consensuel, pour les générations présentes et futures.

Pour cela, les instruments de dialogue et de coopération internationale, tels que la présente conférence, doivent jouer pleinement leur rôle en favorisant des partenariats solides et des engagements concrets mis en œuvre de façon résolue, afin de dessiner ensemble un avenir plus équitable pour tous.

Je salue donc l’initiative de la World Policy Conference, qui constitue un cadre idéal pour engager des échanges constructifs autour de ces défis majeurs et identifier des solutions concrètes pour y répondre.

C’est sur cette note que je voudrais finir, en renouvelant mes sincères remerciements à Monsieur Thierry de Montbrial pour cette opportunité offerte aux dirigeants du monde d’échanger, à nouveau, sur les défis liés à la prospérité de l’humanité.

Je vous remercie.

SS Bartholomée 1^{er}

Archevêque de Constantinople - Nouvelle Rome et patriarche œcuménique

Altesses,

Excellences,

Éminents dirigeants et participants,

Chers amis,

C’est avec une profonde gratitude que je m’adresse à cette éminente assemblée de la World Policy Conference 2024 ici à Abu Dabi, une ville qui illustre à merveille la manière dont la vision et la sagesse peuvent transformer les défis en opportunités. Ce cadre remarquable, où tradition et innovation coexistent harmonieusement, offre un décor propice à nos débats sur la gouvernance mondiale et la coopération internationale.

Je vous transmets les salutations du Patriarcat œcuménique de Constantinople, une institution qui a été témoin et acteur de l’histoire de l’humanité pendant dix-sept siècles consécutifs, s’adaptant aux évolutions tout en maintenant intacts ses valeurs et ses principes fondamentaux. L’un des principes fondamentaux de l’Église orthodoxe est sa nature conciliaire, d’où son nom d’« Église des Conciles ». Cette tradition conciliaire est une source d’inspiration précieuse face aux défis mondiaux d’aujourd’hui.

L’année 2025 revêt une importance particulière, car nous commémorons le 1 700^e anniversaire du premier Concile œcuménique de Nicée. En 325, l’empereur Constantin le Grand fit preuve d’une remarquable clairvoyance en rassemblant les évêques chrétiens de l’oïkouméné (l’ensemble de la terre habitée) afin de débattre principalement de questions théologiques pressantes, mais aussi de sujets touchant à la cohésion sociale et à l’unité de l’empire. La promulgation en 313 de l’Édit de tolérance religieuse, également appelé « Édit de Milan », moment décisif non seulement de l’histoire du christianisme, mais aussi de celle de la religion en général, ainsi que la victoire de Constantin sur Licinius en 324, marquèrent un véritable tournant religieux, « un nouveau triomphe de la croix sur les sacrifices des dieux ».

Par la suite, les actions de Constantin, notamment la convocation du Concile de Nicée, son exhortation générale à embrasser le Christianisme tout en préservant la liberté de conviction, et la mise en place d’un cadre pour le débat théologique, posèrent les jalons d’une nouvelle relation entre le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel. Sa vision dépassait le simple calcul politique ; il avait compris qu’une véritable cohésion sociale nécessitait à la fois un cadre institutionnel et un fondement spirituel. Les problèmes auxquels Constantin était alors confronté demandaient de trouver un savant équilibre entre unité et diversité, autorité et liberté, histoire et progrès. Et il en va de même des grands problèmes contemporains. L’approche de l’empereur en matière de paix sociale et de pluralisme religieux constitue une précieuse source d’inspiration pour notre quête actuelle de compréhension du monde et de collaboration.

Sagesse historique et défis contemporains : la célébration de Pâques 2025, symbole d’espoir et chemin vers l’unité

Les difficultés rencontrées par Constantin et les Pères de Nicée – préserver l’unité dans le respect de la diversité, lutter contre les injustices socioéconomiques et promouvoir la paix – rappellent étrangement les défis de notre époque. À Nicée, l’Église fit preuve de tolérance à l’égard de ceux qui avaient rompu la communion avec elle et manifesta de la sollicitude envers ceux qui ne comprenaient pas sa voix. Cette sensibilité nous aide aujourd’hui à appréhender les problèmes contemporains.

Lorsque, par exemple, les communautés chrétiennes orthodoxe, catholique, anglicane et protestante célébreront Pâques à la même date en 2025, nous assisterons à une incroyable convergence. Rappelons ici que la règle de fixation de la date de célébration de Pâques fut établie au Concile de Nicée. Comme je l’ai souligné à maintes reprises dernièrement, plus qu’une coïncidence calendaire, cet alignement offre une formidable opportunité de rapprochement.

L’appel du Patriarcat œcuménique à l’Église catholique romaine et à Sa Sainteté le Pape François de Rome à revenir au calendrier julien pour le calcul commun de la date de Pâques, constitue un véritable pas en avant vers la réparation d’anciens conflits. Fondée sur notre connaissance de l’Église en tant que corps du Christ, cette proposition réaliste constitue une première étape sur la voie de l’unité. Une célébration commune est de nature à favoriser une meilleure compréhension mutuelle et des dialogues plus fructueux entre les traditions chrétiennes. Cela montre qu’un terrain d’entente est toujours possible malgré des divisions de longue date.

Célébrer ensemble la résurrection du Christ nous aide à reconnaître notre passé commun et à avancer vers une unité future. Cette célébration commune offrira l’opportunité de surmonter d’autres différences en apportant la démonstration que notre foi commune nous permet de dépasser les divisions du passé et de coopérer pour la gloire de Dieu.

Recommandations en matière de gouvernance mondiale

Inspirés par la sagesse de Nicée et l’expérience contemporaine, nous proposons quelques actions concrètes à mettre en œuvre pour honorer notre héritage spirituel et relever les défis de la société moderne. La sagesse de Nicée nous enseigne que les défis mondiaux appellent des réponses mondiales fondées sur des valeurs communes et un respect mutuel. Ces recommandations sont le fruit d’une étude approfondie des précédents historiques et des réalités contemporaines, intégrant ainsi connaissances anciennes et besoins actuels.

Face à la crise écologique, l’Église se doit d’exercer pleinement son autorité spirituelle pour protéger la création de Dieu des conséquences de la cupidité humaine, car les racines de cette crise sont spirituelles et éthiques et se trouvent à l’intérieur de chaque homme. Notre réponse doit donc être globale, et allier rajeunissement spirituel et mesures pragmatiques, comme l’initiative du Patriarcat œcuménique de consacrer la journée du 1^{er} septembre à la préservation de l’environnement. Dans cet esprit, en premier lieu, nous soutenons la mise en place d’un conseil œcuménique permanent de l’environnement, directement sous l’autorité consultative des Nations Unies, afin de coordonner les réactions des communautés religieuses face au changement climatique. Trait d’union entre les traditions spirituelles et la gouvernance mondiale, ce groupe apporterait une orientation morale aux politiques environnementales et appuierait la coopération interreligieuse en matière d’action climatique. Le conseil veillerait à ce que les politiques environnementales reflètent non seulement les connaissances scientifiques, mais aussi la vision spirituelle de l’obligation faite à l’homme d’être le gardien de la création. La longue expérience du Patriarcat œcuménique dans la promotion du dialogue interreligieux et intercivilisationnel montre que la vision spirituelle peut guider un gouvernement pragmatique.

En outre, du fait de l’essor rapide de la biotechnologie et de l’intelligence artificielle, des systèmes éthiques ancrés dans une sagesse immémoriale sont indispensables. Voilà pourquoi, deuxièmement, nous soutenons le développement de l’intelligence artificielle sur la base d’un cadre éthique global intégrant des points de vue religieux et culturels de différentes traditions. L’Église orthodoxe est fière de la mission qui est la sienne de transmettre toute la vérité contenue dans la sainte Écriture et la sainte Tradition, ce qui implique naturellement de proposer des orientations éthiques pour le progrès technologique. Fondé sur une connaissance spirituelle millénaire de la nature humaine et de la finalité de l’existence humaine, ce paradigme offrirait la garantie d’un progrès technologique au service de la dignité humaine. Des lignes directrices seraient ainsi formulées afin de promouvoir une évolution de l’intelligence artificielle respectueuse du caractère unique de l’être humain et d’optimiser les opportunités technologiques pour le bien commun.

Troisièmement, nous soulignons l’importance de politiques économiques inclusives qui, comme l’a réaffirmé le Saint et Grand Concile de l’Église orthodoxe (juin 2016), reconnaissent qu’« une économie durable doit allier l’efficacité à la justice et à la solidarité sociale ». Ce concept nous invite à adopter des systèmes économiques qui concilient la cohésion sociale avec la production et la dignité humaine, transcendant ainsi les solutions exclusivement axées

sur le marché. Les actions s’inscrivant dans le cadre du développement durable contribueront à une croissance économique qui profite à l’ensemble de la famille humaine plutôt qu’à une poignée de privilégiés, et à la résolution de la répartition inégale des richesses.

Il est de notre devoir de trouver des réponses qui concilient justice sociale et efficacité économique, développement scientifique et dignité humaine, et collaboration mondiale et diversité culturelle. Toutes ces idées constituent un plan d’ensemble visant à faire face aux défis mondiaux dans le respect de notre héritage spirituel et avec une conscience aiguë de nos responsabilités envers les générations futures.

La voie à suivre

L’Église orthodoxe a un rôle particulier à jouer dans la résolution des problèmes mondiaux car, bien qu’elle ne participe pas aux campagnes politiques, son témoignage en faveur de la dignité humaine et de la liberté spirituelle a naturellement une résonance politique. Cette approche subtile permet à l’Église de rester fidèle à son objectif spirituel tout en apportant une contribution significative au débat public. Notre intérêt pour les préoccupations contemporaines naît de notre attachement profond à l’épanouissement humain et au bien-être spirituel, bien loin de toute ambition politique. Notre capacité à maintenir cet équilibre prudent nous aide à appréhender les problèmes mondiaux urgents sans nous laisser enfermer dans des objectifs politiques étriqués. Guidés par les valeurs universelles qui font progresser la dignité humaine et l’harmonie de la société, il est de notre responsabilité d’offrir une orientation morale et une vision spirituelle qui transcendent les clivages politiques. Cette stratégie nous permet de préserver notre intégrité spirituelle sans toutefois renoncer à prendre part à des débats majeurs sur l’équité économique, les progrès technologiques et la crise climatique. Dans cet esprit, nous pouvons promouvoir une approche plus holistique des problèmes universels qui respecte la sagesse divine ainsi que la dignité humaine.

Conclusion

Face aux défis actuels, nous devons rappeler une leçon intemporelle du Concile de Nicée : le véritable succès naît de l’intégration harmonieuse de la sagesse spirituelle et de la gouvernance pratique. La célébration commune de Pâques en 2025 ne se résume pas à un alignement du calendrier, mais constitue également un symbole important de l’unification potentielle des traditions chrétiennes. Cette convergence unique offre l’opportunité de transformer une unité symbolique en un partenariat tangible. En nous inspirant de l’exemple de Nicée, nous pouvons œuvrer ensemble afin que cet événement soit le catalyseur d’une action concrète au bénéfice de la société. La voie à suivre consiste à intégrer notre héritage spirituel à des solutions pratiques, comme le firent nos ancêtres il y a dix-sept siècles. Saisissons cette opportunité pour établir des liens de collaboration entre la sagesse religieuse et les connaissances contemporaines dans l’intérêt des générations futures.

Merci pour votre attention !

Thierry de Montbrial

Fondateur et président de l’Ifri et de la WPC

Au seuil de la 17^e édition de la World Policy Conference, je voudrais en rappeler les quatre principaux piliers que je réitère d’année en année en variant les formulations, mais elles reflètent toujours les mêmes idées :

Premièrement, la WPC se veut une réflexion objective et réaliste sur l’état du monde, en vue de renforcer sa gouvernance, c’est-à-dire sa capacité à assurer sa stabilité structurelle. L’idée de réalisme renvoie à l’appréhension de la réalité telle qu’elle est, et non telle qu’on voudrait qu’elle soit d’un point de vue idéologique. La notion de gouvernance se réfère à l’élaboration de règles du jeu acceptées par les Etats concernés et qui donc les engagent en vue d’assurer la stabilité structurelle, c’est-à-dire une évolution aussi continue que possible des relations internationales dans un contexte toujours changeant.

Deuxièmement, depuis notre première conférence en 2008, nous n’avons cessé de prendre nos distances vis-à-vis de la mondialisation néo-libérale et du « monde plat » de l’essayiste américain Tom Friedman. Le monde se fragmente actuellement mais nous pensons que le phénomène de la mondialisation est irréversible en raison de ses fondements technologiques. Il est vrai que l’ouverture augmente toujours la complexité des interdépendances, donc aussi des décisions, qu’il est de plus en plus difficile de prendre. Les erreurs de calcul se multiplient, notamment dans les régimes les plus sensibles aux émotions. Selon le principe de l’action et de la réaction, l’ouverture excessive conduit donc fréquemment au mouvement inverse, c’est-à-dire la fermeture. Dans les Etats démocratiques, les gouvernements sont instables et souvent imprévisibles. D’où la nécessité de rechercher des formes de gouvernance permettant de maintenir des degrés maîtrisables d’ouverture. Troisièmement, la WPC s’est engagée dès le début pour la promotion des « puissances moyennes » dans l’architecture de la gouvernance mondiale. Nous nous réjouissons de constater que cette idée simple a beaucoup progressé

depuis maintenant bientôt 20 ans. Quatrièmement, il est apparu chaque année plus clairement que la technologie pouvait jouer un rôle tantôt constructeur, tantôt destructeur dans l’ordre mondial. Il nous semble évident qu’une conférence comme la nôtre doit contribuer à identifier ses apports potentiels en faveur de la gouvernance mondiale ou régionale (par exemple pour renforcer l’Union européenne), afin d’assurer une stabilité structurelle sans laquelle le monde évoluerait vers le chaos.

Je rappellerai les origines de quelques-uns des grands problèmes actuels du système international.

Au niveau global, on constate avec le recul que la fin de la paix a commencé en 1979 dans l’aire islamique, avec la révolution iranienne, suivie de l’invasion soviétique en Afghanistan. La fin de l’année 1979 a également été marquée par les attentats de La Mecque ; et la totalité de la décennie 1980 par la guerre entre l’Irak et l’Iran. La chute de l’Union soviétique a ensuite conduit le régime de Saddam Hussein à envahir le Koweït. Tous ces mouvements sont à la base d’une part du soutien américain aux moujahidines du Pakistan occidental qui a permis la défaite de l’URSS, d’autre part du renversement de Saddam par le néo-conservateur George W. Bush en 2003. D’où, pour faire court : Al-Qaïda et Daesh. Puis vint le tour du très mal nommé printemps arabe de 2011, qui n’a finalement fait qu’accroître l’expansion du terrorisme. Sur un plan différent, on peut dire qu’à partir de 1979, l’islamisme politique s’est substitué à l’idéologie des nationalismes qui s’était répandue avec la décolonisation.

Le deuxième phénomène majeur à l’origine du monde actuel fut la chute de l’Union soviétique, entre 1989 et 1991. Les principaux protagonistes de la guerre froide se sont montrés incapables de cogérer la sortie d’un épisode qui avait dominé l’histoire du monde pendant près de cinquante ans après la Seconde Guerre mondiale. Ils partagent les responsabilités de cet échec, dont aujourd’hui nous subissons tous massivement les conséquences. Au lieu de l’avènement d’une nouvelle architecture de sécurité en Europe, nous avons subi le choc frontal de deux poussées antagonistes : la première vers ce que certains considèrent comme une volonté de reconstruction de l’empire russe ; la seconde dans le but d’étendre ce que d’autres appellent l’empire américain - c’est-à-dire en termes plus neutres les institutions euro-atlantiques. En arrière-plan de l’émergence des « BRICS » ou du « Sud global » figure la volonté d’une majorité de pays d’éviter de se trouver coincés entre le marteau et l’enclume.

Un autre phénomène majeur, qui apparaîtra peut-être aux futurs historiens comme le plus important est la montée de la Chine depuis la victoire des réformateurs dans ce pays, également à la fin des années 1970. On est passé progressivement de la coopération heureuse entre les Occidentaux et les Chinois à leur confrontation. Le risque majeur est parfaitement identifié : le « piège de Thucydide » pourrait se refermer autour de Taiwan.

Je terminerai cette courte liste en mentionnant plus rapidement trois autres défis : celui de l’avenir d’une Union européenne qui a grossi trop rapidement depuis la chute de l’Union soviétique et accumulé d’importants retards par rapport aux États-Unis et à la Chine en matière technologique ; les conséquences économiques et sociales du Covid-19 qui continuent de se faire lourdement sentir ; le changement climatique qui, beaucoup plus rapidement qu’on ne le pensait, est en train de devenir une réalité mondiale alors que la « communauté internationale » peine à mettre en œuvre une réponse appropriée.

Où en sommes-nous ?

Rien ne permet actuellement même d’entrevoir la fin du djihadisme. Les derniers événements en Syrie viennent de nous le rappeler. Ce qui cependant retient le plus l’attention depuis notre rencontre l’an dernier à Abu-Dhabi est la guerre qui s’est ouverte le 7 octobre 2023. Elle est maintenant largement entrée dans sa seconde année. On se trouve probablement face à une bifurcation, si par exemple Israël décidait d’annexer la Cisjordanie et d’intervenir en Iran sans ou peut être avec les États-Unis. Il est difficile de prévoir dans ce cas les conséquences qui pourraient en résulter dans la région et au-delà. Peut-on imaginer sérieusement une deuxième voie, dont le point de départ serait une ouverture d’Israël vers le retour du scénario des deux Etats (israélien et palestinien) qui avait émergé des accords d’Oslo de 1993 puis capoté à la suite de l’assassinat d’Itzhak Rabin ? Ce second scénario aurait évidemment la faveur des pays arabes qui aspirent à la paix et à la prospérité. En tout état de cause, un pays jouera un rôle fondamental dans l’orientation du cours de l’histoire dans la région : l’Iran, désormais très affaibli mais qui n’a certainement pas dit son dernier mot. Ces sujets seront abondamment discutés au cours de cette conférence.

Pour l’évolution de la guerre russo-ukrainienne aussi, on peut distinguer au moins deux grands scénarios. Selon le premier, un processus de négociations s’engagerait plus ou moins rapidement après l’installation du président Donald Trump à la Maison Blanche, dont la première étape permettrait d’aboutir à un cessez-le-feu préalable à l’établissement d’une paix consolidée dans la région, ouvrant potentiellement la voie à la reconstruction d’un système de sécurité européen. Quoiqu’il arrive, ce ne serait que le début d’un processus de longue durée et semé d’embuches. Le deuxième scénario, qu’on ne peut pas plus exclure qu’un dérapage autour de Taiwan, serait une escalade du conflit et son extension au niveau de l’OTAN. Peut-on faire confiance à la sagesse des principaux acteurs de ce drame pour juger qu’on n’en arrivera pas là ?



En ce qui concerne la rivalité entre les États-Unis et la Chine, tout suggère actuellement que ni les Chinois eux-mêmes, ni les Américains ne souhaitent prendre le risque d'une vraie guerre, même s'ils s'y préparent. Ce qui est certain, c'est qu'à moins d'une crise intérieure majeure en Chine actuellement difficilement concevable, le régime communiste continuera de revendiquer l'appartenance de Taïwan à la RPC, comme il l'a toujours fait depuis son établissement en 1949. A cette fin, il joue et il jouera comme dans le jeu de go, notamment en investissant la mer de Chine orientale et méridionale. Les analystes américains et chinois sont conscients des effets dévastateurs pour le monde entier d'une vraie guerre entre les deux superpuissances. Concrètement, la confrontation entre les deux pays se concentre le plus visiblement sur les affaires technologiques et commerciales. Nous aurons aussi à en analyser les perspectives.

J'ajouterai un mot au sujet de l'Union européenne, dont comme je l'ai dit l'affaiblissement est notoire depuis la chute de l'Union soviétique. Depuis sa naissance, elle est restée intimement liée aux États-Unis qui, de leur côté, ont toujours parlé des « institutions euro-atlantiques » comme constituant un tout. Il est vraisemblable qu'une nouvelle ère s'annonce avec le retour de Donald Trump, dont l'attention sera vraisemblablement concentrée sur la Chine et sur l'économie. La protection américaine en Europe ne sera plus assurée dans les mêmes conditions. La nouvelle période qui s'ouvre sera décisive pour l'avenir de l'union transatlantique et donc pour celui de l'Union européenne elle-même. On dit, parfois à juste titre, que les grands chocs sont l'occasion de grands renouveaux. Nous sommes beaucoup dans cette salle à l'espérer, car une Union européenne forte est dans l'intérêt de chacun de ses membres mais aussi, j'en suis convaincu, dans celui du monde entier. En raison de son histoire et de sa civilisation, cette union a en effet vocation à devenir un facteur équilibrant majeur pour l'avènement d'un nouveau système international plus favorable à la paix et à la prospérité.

Lorsqu'on surplombe l'histoire du monde, on prend conscience de la fragilité de la paix où que ce soit, localement ou a fortiori globalement. Les générations du temps de la mondialisation heureuse ont voulu croire, au moins dans certains pays, à l'avènement de la paix perpétuelle et à l'extension universelle de la prospérité. Aujourd'hui, nous ne pouvons que constater notre entrée, déjà, dans une Deuxième Guerre froide. La première, nous dit l'historien Niall Ferguson, fut une paix qui n'était pas la paix. Celle qui commence pourrait être une guerre qui ne sera pas la guerre. Il appartient maintenant à toutes les forces de bonne volonté, en particulier à nous tous ici rassemblés, de réfléchir et d'agir intelligemment pour contenir et réduire les effets toxiques de cette nouvelle guerre froide. Car l'enjeu principal est qu'elle ne dégénère pas en une vraie guerre mondiale.

Son Excellence Cheikh Salem bin Khalid Al Qassimi

Ministre de la Culture des Émirats arabes unis

Vos Excellences, éminents invités, bonsoir. Je suis ravi d'être avec vous en cette occasion toute particulière, et au nom des Émirats arabes unis, je vous remercie tous de votre présence ce soir. Ce dîner nous offre un moment de réflexion après les sessions de la World Policy Conference de cette année.

Ce soir, je voudrais évoquer le rôle fondamental de la culture dans notre avenir commun. La culture façonne notre monde, elle nous lie les uns aux autres au-delà des frontières, des croyances et des générations. Mesdames et messieurs, tout au long de cette évolution rapide que nous avons connue, les Émirats arabes unis ont défendu leur position en matière de culture, notre ancrage dans ce monde en constante mutation. Notre nation est riche de sa diversité, puisqu'elle compte plus de 200 nationalités. Notre nation est unie par son héritage et ses précieuses traditions. Notre héritage nous enseigne l'importance de l'hospitalité, de la générosité et du respect mutuel, des valeurs essentielles dans un monde souvent marqué par les divisions. Ces principes s'appliquent non seulement à nos politiques nationales, mais également à notre approche en matière de coopération internationale. En préservant et en célébrant notre diversité culturelle, nous avons bâti un avenir plus tolérant, plus paisible et plus prospère pour tous.

La culture est également un instrument pour nous permettre d'aborder certaines des questions les plus urgentes comme le changement climatique, l'un des défis les plus importants de notre époque. Les Émirats arabes unis ont montré leur leadership dans ce domaine en accueillant la COP 28 et en encourageant les efforts internationaux tels que le lancement du Groupe des amis de l'action climatique fondée sur la culture au sein de la CCNUCC, coprésidé par les Émirats arabes unis et le Brésil. Ce Groupe des amis a été créé l'an dernier pour intégrer la culture et l'héritage aux politiques d'action urgemment requises en matière de climat. À travers ce Groupe, nous continuons de manière très active à promouvoir la reconnaissance de la dimension culturelle des solutions climatiques, que ce soit dans le domaine des arts et des industries créatives, du patrimoine matériel et immatériel, ou des systèmes de savoirs autochtones, réaffirmant notre engagement à préserver la culture dans le cadre de la politique environnementale.

La culture nous incite à l'action en établissant des liens entre nous et nos histoires communes de résilience et d'adaptation, et joue le rôle d'un pilier sociétal qui influence les politiques et l'évolution. En outre, nous continuons de voir l'économie créative comme un moteur et un catalyseur de croissance et de développement durable et inclusif. Dans cet esprit, les Émirats arabes unis ont pris un décret-loi fédéral afin de dynamiser le secteur des arts et de soutenir les institutions artistiques, dans le cadre d'un effort plus large visant à améliorer l'écosystème artistique et l'économie créative de notre pays. Les Émirats arabes unis se sont engagés à soutenir les industries culturelles et créatives (ICC) au cœur de l'économie créative, et à favoriser la collaboration sur des plateformes nationales, régionales et mondiales. Notre but, par le biais d'initiatives telles que le National Grant Programme for Culture and Creativity (Programme national de bourses en faveur de la culture et de la créativité) lancé par le ministère de la Culture, est de soutenir les créateurs et d'encourager les talents et la production culturelle dans sa globalité.

Par ailleurs, nous reconnaissons l'importance croissante des données dans tous les secteurs, y compris celui de la culture. C'est ainsi que les Émirats arabes unis continuent de promouvoir le développement des indicateurs de données dans le domaine culturel, ce qui est également essentiel pour soutenir la croissance à long terme du secteur, mesurer son impact sur nos sociétés et formuler les politiques futures.

Mesdames et messieurs, la poursuite de la paix et de la stabilité constitue un autre domaine dans lequel la culture joue un rôle significatif. Dans un monde de plus en plus polarisé, l'encouragement au dialogue interculturel peut permettre de construire des passerelles et d'instaurer une compréhension mutuelle. En promouvant les valeurs de tolérance et de coexistence, les Émirats arabes unis ont montré l'importance des échanges culturels et des solutions inclusives, et ces principes prennent vie dans notre région. À titre d'exemple, le partenariat entre les Émirats arabes unis, l'UNESCO, le gouvernement irakien et l'initiative Faire revivre l'esprit de Mossoul illustre la façon dont la préservation culturelle peut favoriser la guérison et la résilience. Les Émirats arabes unis ont consacré plus de 50 millions de dollars américains à ce projet ambitieux, bientôt achevé, qui continue d'avancer dans sa restauration des sites culturels et religieux de Mossoul. Parmi ces sites, citons la mosquée Al-Nouri et le minaret Al-Hadba, ainsi que les églises Al-Tahira et Al-Saa'a. Ces efforts ne se limitent pas à la construction de structures physiques, ils permettent de restaurer les liens culturels et communautaires indispensables au développement des sociétés sur le long terme.

L'engagement des Émirats arabes unis en faveur de la paix est étroitement lié à nos valeurs : il promeut la tolérance et la diversité culturelle, tant dans la région qu'à l'échelle mondiale. Dans cet esprit, les Émirats arabes unis ont récemment adopté la National Policy for Preserving Modern Architectural Heritage (Politique nationale de préservation du patrimoine architectural moderne), une initiative stratégique conçue pour protéger l'héritage architectural unique de notre pays. Cette politique vise à accroître la sensibilisation du public, à promouvoir l'éducation et la recherche ainsi que les avancées en matière de croissance culturelle.

Mesdames et messieurs, l'éducation est un élément essentiel de la vision des Émirats arabes unis en matière d'engagement culturel et international. En investissant dans les arts et la culture, nous donnons aux générations futures les moyens de prospérer. À travers des initiatives pilotées par les Émirats arabes unis, comme la récente Conférence mondiale sur l'éducation culturelle et artistique de l'UNESCO, organisée ici, à Abou Dabi, nous avons mis en lumière l'importance d'établir des liens entre les dimensions culturelles et les systèmes éducatifs. Ces liens enrichissent des vies tout en offrant à une nouvelle génération les moyens d'acquérir la créativité et les compétences nécessaires pour faire face au monde contemporain. Cet événement majeur a également permis l'adoption d'un nouveau cadre en matière d'éducation culturelle et artistique, qui favorise une appréciation approfondie de l'interconnexion entre culture et éducation dans nos stratégies et nos politiques mondiales. Une éducation ancrée dans les arts et les sciences humaines façonne des esprits doués d'empathie, capables d'innover et de s'adapter. Les efforts des Émirats arabes unis visant à intégrer l'éducation culturelle à son développement plus global reflètent notre engagement à promouvoir ces qualités pour le bien-être de l'humanité.

Mesdames et messieurs, je terminerai cette réflexion sur la culture en vous disant que celle-ci nous permet non seulement de faire des liens avec nos ancêtres, mais elle ouvre également la voie à un avenir plus inclusif, plus durable et plus prospère. Gardons à l'esprit cette finalité.

Je souhaiterais exprimer ma gratitude aux organisateurs de la World Policy Conference pour avoir créé une plateforme qui non seulement aborde les problèmes mondiaux, mais célèbre également la diversité des perspectives et des cultures qui font la richesse de notre monde. Je salue également tous les participants pour leur engagement. Je vous remercie.



France – L'Express – 21/12/2024

"Mieux préparé que lors de sa première accession au pouvoir en 2016, Donald Trump agit avec plus de vitesse que ne l'ont fait ses prédécesseurs lors des périodes de transition présidentielle", remarque l'ancien "Speaker" de la chambre des représentants Kevin McCarthy, interrogé par L'Express dans le cadre de la 17e World Policy Conference organisée à Abou Dhabi par l'Institut français des relations internationales (Ifri) du 13 au 15 décembre.

Côte d'Ivoire – Abidjan.net – 14/12/2024

Le Vice-Président de la République, M. Tiémoko Meyliet KONÉ, a pris part, ce vendredi 13 décembre 2024, à Abu Dhabi (Émirats Arabes Unis), à l'ouverture des travaux de la 17e édition de la World Policy Conference (WPC) qui se tient du 13 au 15 décembre 2024.

Côte d'Ivoire – ministère de l'Économie, du Plan et du Développement de Côte d'Ivoire – 18/12/2024

En marge de la World Policy Conference à Abu Dhabi, la Ministre de l'Économie, du Plan et du Développement de Côte d'Ivoire, Nialé Kaba, a participé à un panel d'experts consacré au thème « Construire un futur durable en Afrique », le dimanche 15 décembre 2024, à Abu Dhabi.

Rwanda – Newsletter de la mission du Rwanda aux EAU – Numéro de décembre 2024

On December 15th, 2024, Rwanda's Minister of Interior Dr. Vincent Biruta joined a panel on "Building a Sustainable Future in Africa" at the World Policy Conference in Abu Dhabi. Minister Biruta highlighted the critical role of regional integration in achieving economic growth, peace and security in Africa, notably in the East African Community.

États-Unis – The New York Times – 14/12/2024

"These are all indicators that are quite worrying," Mr. Gargash said on Saturday at a World Policy Conference in Abu Dhabi as his country's foreign minister attended the meeting in Jordan. He said he hoped that Iran, a staunch ally of Mr. al-Assad, which recently mended ties with the Arab nations of the Gulf, will now concentrate on domestic economic issues and "reasonable and rational concerns about its national security."

États-Unis – Barron's – 14/12/2024

"We hear some reasonable, rational language about unity, not imposing a system on all Syrians" from the country's new rulers, said Anwar Gargash, a presidential adviser in the United Arab Emirates, in remarks at the World Policy Conference in Abu Dhabi.

Al Hurra – site en arabe financé par le Congrès américain– 14/12/2024

تصريحات نسمع" أبوظبي في "العالمية السياسات مؤتمر" في كلمة خلال الإماراتي للرئيس الدبلوماسي المستشار فرقاتش أنور وقال ارتباطها الجديدة، القوى طبيعة أن اعتقد أخرى، ناحية من لكن السوريين، جمع على نظام فرض وعدم الوحدة، حول وعقلانية معقولة "الغاية مقلقة مؤشرات كلها بلقاعدة، وارتباطها بالإخوان،

Kazakhstan – ministère des Affaires étrangères du Kazakhstan – 16/12/2024

Kazakhstan's contributions to addressing global challenges and its emerging role as a growing middle power were in the focus of discussions at the 17th annual World Policy Conference (WPC), organized by the French Institute of International Relations (IFRI) in Abu Dhabi on December 13-15.

France – Les Échos – 16/12/2024

Incroyablement rapide, la chute de Bachar Al-Assad a rebattu les cartes et crée un certain flottement face aux nouveaux entrants. « C'est un séisme géostratégique », a ainsi constaté Anwar Gargash, conseiller diplomatique du président des Émirats arabes unis, le cheik Mohammed Ben Zayed, à l'occasion de la World Policy Conference qui se tenait à Abou Dabi en fin de semaine.



Kazakhstan – The Astana Times – 17/12/2024

Since gaining independence, Kazakhstan has pursued a multivector, pragmatic, and balanced foreign policy. Kazakh Deputy Foreign Minister Roman Vassilenko said at the 17th annual World Policy Conference (WPC), organized by the French Institute of International Relations (IFRI), on Dec. 13-15 in Abu Dhabi, according to the ministry's press service.

Israël – The Times of Israel – 14/12/2024

"We hear some reasonable, rational language about unity, not imposing a system on all Syrians" from the country's new rulers, says Anwar Gargash, a presidential adviser in the United Arab Emirates, in remarks at the World Policy Conference in Abu Dhabi.

Suisse – Le Temps – 18/12/2024

« Israël a surréagi » en occupant le côté syrien du Golan, a déclaré le professeur Itamar Rabinovich, spécialiste de la Syrie et ancien ambassadeur d'Israël à Washington. Il s'exprimait devant la World Policy Conference – organisée chaque année par Thierry de Montbrial, président de l'Institut français des relations internationales –, qui s'est tenue le week-end dernier à Abu Dhabi.

Serbie – Politika – 13/12/2024

Брнабић је у Абу Дабију, након отварања World Policy самита на којем је учествовала на уводном панелу, истакла да је оно због чега свет поштује и цени самосталну спољну политику Србије уједно и разлог због чега из године у годину у Србији постоје покушаји унутрашње дестабилизације земље, баш као што је то случај ових дана.

Émirats arabes unis – Raiailyoum – 17/12/2024

وعدم الوحدة حول وعقلانية معقولة تصريحات نسمع" أبوظبي في "العالمية السياسات مؤتمر" في كلمة خلال فرقاتش أنور وقال وبالقاعدة، بالإخوان وارتباطها الجديدة القوى طبيعة أن اعتقد أخرى ناحية من لكن" وأضاف . "السوريين جمع على نظام فرض "الغاية مقلقة مؤشرات كلها

Émirats arabes unis – Raiailyoum – 14/12/2024

تصريحات نسمع" أبوظبي في "العالمية السياسات مؤتمر" في كلمة خلال الإماراتي للرئيس الدبلوماسي المستشار فرقاتش أنور وقال ارتباطها الجديدة، القوى طبيعة أن اعتقد أخرى، ناحية من لكن السوريين، جمع على نظام فرض وعدم الوحدة، حول وعقلانية معقولة "الغاية مقلقة مؤشرات كلها بلقاعدة، وارتباطها بالإخوان،

Liban – An Nahar – 13/12/2024

ظني أبو في عشرة لسلعة دورته في "World Policy Conference" العالمي السياسات مؤتمر أعمال الجمعة صباح انطلقت العالم في العام والشأن القوار أصحاب من كبيراً عدداً يجمع الذي الحدث الإمارة تستضيف التوالي على الرابعة السنة وهذه

Émirats arabes unis – Al Etihad – 17/12/2024

العنف لوقت العالمية الجهود لترسيخ السعي مسؤولية تحملها مجدداً لتؤكد العالمي السياسات مؤتمر الإمارات دولة استضافة وتكفي العمل تقوية بالضرورة يتطلب ما وهو إليها، المحتاجين للأشخاص المساعدات إيصال وأولوية الجهود، هذه وتعزيز والتوسعيد المسعد هذا على المشتركعاونالله ودعم الدولي المسعد على الدبلوماسي

Koweït – Al Jarida – 14/12/2024

في «العالمية السياسات مؤتمر» في كلمة خلال زايد، بن محمد الشيخ الإماراتي للرئيس الدبلوماسي المستشار فرقاتش أنور وقال أن اعتقد أخرى، ناحية من لكن السوريين، جمع على نظام فرض وعدم الوحدة، حول وعقلانية معقولة تصريحات نسمع" أبوظبي «جداً مقلقة مؤشرات كلها بلقاعدة، وارتباطها بالإخوان، ارتباطها الجديدة، القوى طبيعة

Koweït – Al-Rai – 14/12/2024

تصريحات نسمع» أمس، أبوظبي، في «العالمية السياسات مؤتمر» خلال الإماراتي للرئيس الدبلوماسي المستشار فرقاتش، أنور وقال ارتباطها الجديدة، القوى طبيعة أن اعتقد أخرى، ناحية من لكن السوريين، جمع على نظام فرض وعدم الوحدة، حول وعقلانية معقولة «الغاية مقلقة مؤشرات كلها بلقاعدة، وارتباطها بالإخوان،

Grèce – Ekathimerini – 16/12/2024

«Στην επικείμενη επέτειο των 1.700 ετών από την Α΄ Οικουμενική Σύνοδο της Νίκαιας, η οποία θα εορταστεί κατά το προσεχές έτος 2025, και στον ισχυρό συμβολισμό που θα αποτελέσει η αποδοχή από όλες τις Χριστιανικές Εκκλησίες μίας κοινής ημερομηνίας για τον εορτασμό της Ανάστασης του Κυρίου, αναφέρθηκε η Α.Θ. Παναγιώτης ο Οικουμενικός Πατριάρχης κ.κ. Βαρθολομαίος, στην επίσημη ομιλία του κατά την έναρξη του Διεθνούς Συνεδρίου "World Policy Conference", που πραγματοποιείται στο Abu Dhabi των Ηνωμένων Αραβικών Εμιράτων.

Belgique – La Libre – 14/12/2024

"Nous entendons des messages raisonnables sur la volonté de ne pas imposer de système aux Syriens, mais d'un autre côté la nature des nouvelles forces (au pouvoir, NDLR), leur affiliation aux Frères musulmans et à Al-Qaïda, sont des indicateurs assez inquiétants", a déclaré Anwar Gargash, conseiller diplomatique du président des Emirati arabes unis, lors d'un discours à la World Policy Conference organisée par l'Institut français des relations internationales (IFRI) à Abou Dhabi.

Japon – Nikkei – 24/12/2024

12月13～15日、アラブ首長国連邦 (UAE) の首都アブダビに欧州や中東の要人らが集まり、国際情勢を議論した。

Corée du Sud – Maekyung Media Group – 16/12/2024

"지금 세계는 그 어느 때보다 높은 불확실성에 직면해 있다. 모두가 아는 '게임의 법칙' 자체가 사라진 상황이다." 제17회 세계정책콘퍼런스(WPC)가 열린 지난 13일 아랍에미리트 아부다비 파크하얏트. 이곳에 모인 세계 석학들은 "기존의 통상 질서는 끝났다"고 입을 모았다. 국제사회는 이제 기존 규칙들이 더 이상 통용되지 않는 새로운 국면에 접어들었다는 분석이다.

Corée du Sud – Asia Business Outlook – 17/12/2024

In the 17th edition of the World Policy Conference, Hur Kyung-wook, Chairman of Seoul Financial Forum and chairman of the Board of the Korea Center for International Finance, shares his views on the political challenges faced in the Asian economy and the importance of laws that need to be consistent in the political level.

Inde – The Economic Times – 14/12/2024

We hear some reasonable, rational language about unity, not imposing a system on all Syrians" from the country's new rulers, said Anwar Gargash, a presidential adviser in the United Arab Emirates, in remarks at the World Policy Conference in Abu Dhabi.

“ Bertrand Badré

Nous voyons bien qu'il y a des événements géopolitiques tous les jours, mais derrière il y a l'ombre portée de la transformation environnementale et sociale de la planète. Nous en sommes tous conscients, mais cela ne s'est pas encore traduit par un véritable changement de nos comportements.

“ Daniel Andler

En fait, actuellement 75 % des employés auxquels la direction impose l'utilisation d'outils d'intelligence artificielle se disent plutôt handicapés. Il est donc crucial de nuancer le discours ultra-optimiste ambiant par une dose de scepticisme et de recul. [...] L'intelligence artificielle est encore absente de nombreux aspects de la vie courante et de la façon dont nous gérons nos activités quotidiennes.

“ Gérard Mestrallet

D'un point de vue politique, ce projet pourrait être le jour d'après lorsqu'on aura obtenu un cessez-le-feu, que les pays pourront recommencer à dialoguer et qu'il faudra se réunir autour d'une table pour bâtir des projets positifs qui créent des emplois, de la prospérité ainsi que du désir de vivre ensemble. L'IMEC est précisément ce projet-là.

“ Haïm Korsia

La sécurité et la paix se construisent ensemble. Personne ne peut imposer la paix de force. Ce n'est jamais une paix véritable mais une simple absence de guerre. Il faut que cet espace régional trouve une véritable paix, fondée sur une espérance commune et allant bien au-delà d'une simple absence de guerre.

“ Jacques Biot

Il faudra certainement de nouvelles règles. Écrire une nouvelle Constitution étant toujours complexe, la question se posera d'évoluer à partir des règles actuelles ou d'en rédiger une nouvelle pour l'ordre mondial. Dans tous les cas, il est crucial d'améliorer la capacité des États à dialoguer, se rapprocher et rechercher des compromis.

“ Marc Hecker

Généralement dans les conflits asymétriques, on dit qu'il y a une asymétrie des volontés avec l'acteur « faible » qui serait plus déterminé que l'acteur « fort ». Ce conflit ne suit pas ce schéma. La détermination israélienne est extrêmement forte. C'est un élément à prendre en compte.

“ Marc-Antoine Eyl-Mazzega

Dans le reste du monde, la priorité reste la lutte contre la pollution et les défis liés à la santé, à l'éducation et à la pauvreté. Il est important de rappeler que 700 millions de personnes en Afrique subsaharienne n'ont toujours pas accès à l'électricité et un milliard n'ont pas accès à une cuisson propre. Le changement climatique n'est pas un problème futur pour eux, mais une réalité quotidienne depuis longtemps, même si la perception de l'urgence est plus récente dans les pays développés.

“ Robert Dossou

Si les responsables des changements climatiques n'en réparent pas les conséquences, ce sera une injustice venant s'ajouter à toutes celles de l'Histoire, que je ne vais pas énumérer ici. Cette fois-ci, ce ne seront pas seulement les pays qui avaient pâti des injustices historiques qui pâtiront du changement climatique. Les pays du nord en pâtiront également avec nous.

“ Robert Sigal

Comme le montrait l'une des diapositives de Michel Kazatchkine, face au risque de nouvelle pandémie, la question politique et le leadership sont primordiaux. En tant que directeur d'hôpital, je partage totalement ce constat : au-delà des pandémies, l'absence de leadership politique est la principale menace pour la santé de demain.

“ Sabine Oueïss

Tous les indices jusqu'à présent sont négatifs, mais il y a ce miracle [libanais] dont je parle. C'est la volonté et le pouvoir de s'en sortir très vite. Contrairement aux prévisions de la Banque mondiale, qui estime à au moins dix ans le délai de reprise. Je pense que les Libanais pourraient surmonter cette crise économique, sociale et financière en un à deux ans maximum.

“ Stéphane Michel

Il est important de noter que le monde désormais principalement sur les énergies renouvelables. Pour accélérer cette transition, il faudrait simplifier le cadre réglementaire dans certains pays européens et renforcer les investissements dans les réseaux. Les réseaux sont aujourd'hui le maillon faible de cette transition pour permettre à la production d'énergies renouvelables de rejoindre le consommateur.

“ Tatiana Kastouéva-Jean

Alors qu'avant la guerre en Ukraine, atteindre 2 % du PIB pour la défense semblait inimaginable, on parle désormais de 3 %. Seuls deux ou trois pays de l'Union européenne atteignaient cet objectif auparavant. Aujourd'hui, certains l'ont dépassé, conscients qu'investir dans la défense collective de l'Europe est indispensable pour préserver la paix et profiter pleinement de ses bénéfices.

“ Valérie Ducrot

Le sentiment d'urgence existe mais pour une bonne partie de la population mondiale, l'urgence se résume à la fin du mois ou de la semaine. La question du coût et de l'acceptabilité sociale est cruciale. Les perspectives sur le changement climatique diffèrent évidemment entre le Danemark, le Bangladesh ou l'Argentine.

“ Yann Coatanlem

L'innovation de rupture, à la pointe de la technologie, implique inévitablement des échecs fréquents. Google a un taux d'échec de 80 % à peu près. Ce taux d'échec est encore plus important dans le domaine du capital-risque (venture capital) et pour les startups. Il faut donc se préparer à se relever très vite lorsqu'on tombe. C'est vraiment une question d'agilité. Or, en Europe, la lourdeur des processus administratifs et une certaine résistance au changement font qu'une restructuration, par exemple le passage d'un business plan A à un business plan B, peut prendre des années lorsqu'elle concerne des milliers, voire des dizaines de milliers de personnes. Cette situation-là ne peut pas durer.

“ Ana Brnabić

Alors que la situation mondiale ne cesse de gagner en complexité et en défis, il me semble que la décision de l'UE concernant les Balkans occidentaux ne consiste pas à élargir, mais à englober, puisque cette région se situe géographiquement dans l'Union européenne. Cette décision consiste donc moins en un élargissement qu'en une unification de l'Europe.

“ Gabriel Felbermayr

Comme toujours, chacun a sa propre version de la même histoire. Certaines régions du monde connaissent certes une croissance plus rapide [que l'Europe] mais ce sont des régions qui partent de plus loin. N'oublions pas que le PIB par habitant de la Chine, par exemple, n'est pas plus élevé que celui de la Bulgarie. La Bulgarie a une croissance plus soutenue que l'Allemagne ou la France car elle part d'un niveau plus bas.

“ Gidon Bromberg

Les Palestiniens, les Jordaniens, les Israéliens, les étudiants et les jeunes professionnels qui œuvrent à nos côtés savent que ces problèmes nous concernent tous et qu'en travaillant à résoudre ensemble la crise climatique, nous arriverons peut-être à renouer la confiance et à désamorcer les conflits et la violence que nous connaissons actuellement. Nous sommes tous humains, nous avons tous besoin d'espoir. Paradoxalement, la crise climatique peut être porteuse d'espoir en ce sens qu'elle ne pourra se résoudre qu'avec les efforts de tous.

“ Juliette Tuakli

Nous avons besoin d'augmenter rapidement le nombre de chirurgiens sur le continent [africain]. La plupart des chirurgiens compétents issus de la diaspora travaillent hors d'Afrique. Nous devons les ramener et nous avons besoin d'augmenter le nombre de chirurgiens locaux grâce à notre programme. Nous proposons des formations, mais nous avons besoin que le continent africain nous soutienne.

“ Nardos Bekele-Thomas

La construction d'infrastructures de santé et le développement de systèmes de santé en Afrique requièrent une coopération avec des organisations telles que Mercy Ships International, afin de créer la synergie indispensable au renforcement du co-développement mondial.

“ Kazuto Suzuki

Nous avons besoin d'encourager les gens de nations influentes, comme les États-Unis ou les pays pétroliers, à agir d'une façon qui accorde la priorité au bien commun mondial et non pas à leurs seuls intérêts nationaux.

“ Kevin McCarthy

Depuis que Poutine est au pouvoir, plusieurs présidents américains se sont succédés. Or, il n'y a qu'un seul président sous le mandat duquel il n'a pas envahi d'autre pays. Il s'agit du président Trump. Je pense que le fait d'avoir un président fort comme lui envoie un message clair à Poutine : il ne peut pas envahir d'autres pays.

“ Lasha Darsalia

Pour la Géorgie, l'intégration européenne est une question politique centrale car pour nous, l'Europe est un espace de stabilité, de prospérité, d'État de droit et de valeurs. C'est précisément ainsi que l'UE peut se faire entendre hors de ses frontières : en défendant ses valeurs et sa sécurité, fondées sur le droit international.

“ Lee Tiedrich

Ce que nous devons faire, entre autres, c'est former les gens aux bienfaits comme aux dangers [de l'intelligence artificielle], leur donner les moyens de se protéger eux-mêmes contre ses dangers et de tirer profit de ses potentialités. C'est une mission que nous devons mener à l'échelle mondiale.

“ Mohammed Baharoon

Ce qui se passe actuellement en Syrie est tout à fait crucial, car cela pourrait nous ouvrir un nouveau champ de possibilités et de changements positifs. Cependant, le risque est tout aussi réel de faire marche arrière et de répéter certains échecs du passé. Je pense que nous sommes à un moment charnière où beaucoup de gens vont devoir travailler ensemble.

“ Roman Vassilenko

Au Kazakhstan et en Asie centrale, nous sommes prêts à travailler avec l'Union européenne en tant que bloc. L'Union européenne est notre principal partenaire commercial, notre investisseur le plus important, le plus grand marché pour nos exportations de pétrole. Elle est aussi une source de technologie et d'investissement. Alors que l'Europe cherche à peser sur la double transition écologique et numérique, le Kazakhstan a des réponses, sur lesquelles nous travaillons ensemble.

“ Trudi Makhaya

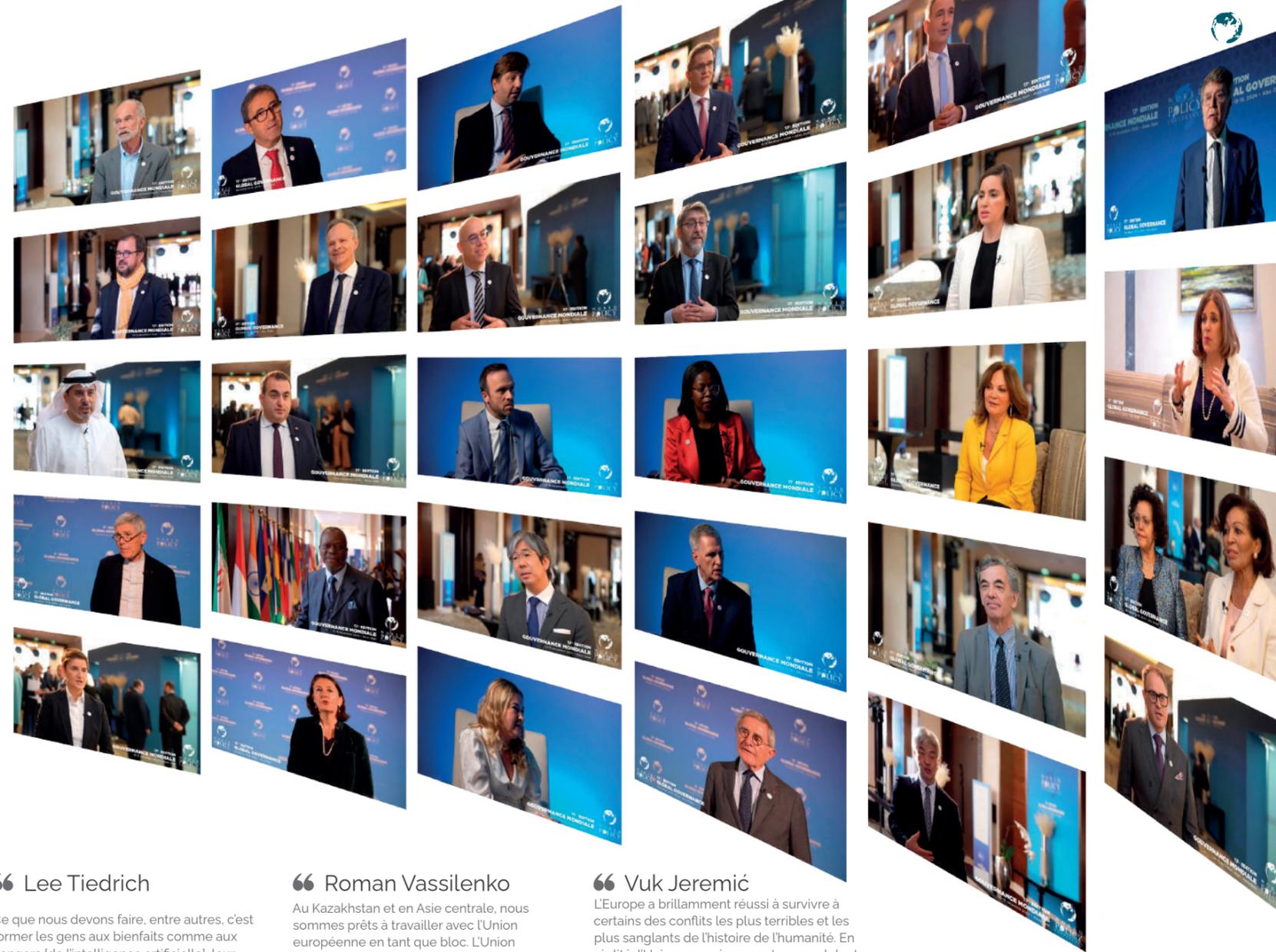
La plupart des pays en développement considèrent le climat comme un bien public mondial. Ils pensent que tous les pays devraient s'engager à lutter contre le changement climatique mais également qu'il devrait y avoir une volonté de partager les ressources et d'affronter les défis ensemble.

“ Vuk Jeremić

L'Europe a brillamment réussi à survivre à certains des conflits les plus terribles et les plus sanglants de l'histoire de l'humanité. En réalité, l'Union européenne est sans nul doute le projet de paix le plus abouti que l'humanité ait jamais connu. Tout le monde traverse des hauts et des bas, y compris les organisations et les syndicats nationaux. En ce qui me concerne, je considère que l'état actuel de la politique européenne offre une bonne occasion de réfléchir à la manière de nous relever en cas d'épreuves difficiles.

“ Yuichi Hosoya

À mesure que l'ASEAN et l'Inde gagnent en influence, elles auront tendance à rechercher des partenariats avec les États-Unis, l'Australie, l'Union européenne et d'autres alliés afin de contrebalancer la puissance militaire croissante de la Chine. Cette configuration géopolitique en pleine évolution représente une situation nouvelle et qui ne cesse de se complexifier.





**WORLD
POLICY
CONFERENCE**



www.worldpolicyconference.com
[#worldpolicyconf](https://twitter.com/worldpolicyconf)



OUR PARTNERS



WORLD
POLICY
CONFERENCE

17th EDITION
GLOBAL GOVERNANCE

**17th EDITION
GOUVERNANCE MONDIALE**
12-15 décembre 2024 - Abu Dhabi

**WORLD
POLICY
CONFERENCE**

**17th EDITION
GLOBAL GOVERNANCE**
December 12-15, 2024 - Abu Dhabi



www.worldpolicyconference.com
[#worldpolicyconf](https://twitter.com/worldpolicyconf)



Partenaires

Ifri
 TotalEnergies
 Ardian
 The Federation of Korean Industries
 Poongsan
 Capgemini
 BCG
 Raban Al Safina Group
 CNES
 EximBank

Médias

Le Monde
 Nikkei
 L'envers du Globe
 Maekyung Media Group
 Mister Geopolitix
 Les Echos
 La Tribune
 Challenges
 i24News
 L'Express
 Diplomatie
 Le Figaro
 RFI

Avec le soutien de

Financière de l'Île
 André Lévy-Lang



WPC FOUNDATION PARTNERS



ARDIAN



POONGSAN



MEDIA PARTNERS

Le Monde

NIKKEI

l'envers du globe

MAEKYUNG MEDIA GROUP

MISTER GEOPOLITIX

LesEchos

LA TRIBUNE

Challenges

i24

l'express

DIPLOMATIE

LE FIGARO

rfi

WITH THE SUPPORT OF
 FINANCIÈRE L'ÎLE - ANDRÉ LÉVY-LANG

L'Institut français des relations internationales

Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est en France, le principal institut de recherche et de débat indépendant consacré à l'analyse des questions internationales et de gouvernance mondiale.

L'Ifri a pour mission d'éclairer et de mettre en perspective les grands événements internationaux à travers une recherche policy oriented, de favoriser le dialogue et de produire une vision d'avenir des dynamiques géopolitiques et géoéconomiques.

Il s'adresse prioritairement aux experts, leaders d'opinion, décideurs des secteurs privé et public et représentants de la société civile.

La gouvernance de l'Ifri, la diversité de ses financements et son cadre déontologique, ainsi que la qualité de ses travaux, garantissent son indépendance et le respect des valeurs qui l'animent.

WPC

Thierry de Montbrial
Fondateur et président

Nicolas de Germay
Vice-président

Song-Nim Kwon
Directeur exécutif

Florent de Chantérac
Producteur exécutif

Guillaume Foucault
Directeur de la communication



Contact :

Dr Song-Nim Kwon : +33 (0)1 40 61 72 81

E-mail : kwon@worldpolicyconference.com

Pour plus d'informations :

www.worldpolicyconference.com

www.worldpolicyconferencetv.com



Crédits

Direction artistique et éditoriale

Song-Nim Kwon

Traitement de données et relecture

Charlotte Canal

Adélaïde Carrez

Elsa Merle

Réalisation graphique et mise en page

Studio RBN

Crédits photos

©**Christophe PEUS**

©**Bahi ABDELMALEK**

Imprimé en France - Mars 2025

Tous droits réservés

ISBN : 979-10-373-0969-3





www.ifri.org

www.worldpolicyconferencetv.com

www.worldpolicyconference.com